

AU CHILI
Violents affrontements pendant la « journée de protestation civile »
Deux morts à Santiago
LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F
Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,20 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 36 c. ; Grèce, 20 p. ; Italie, 85 li. ; Japon, 80 y. ; Liban, 250 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 25 p. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Venezuela, 65 b.
Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Tracas budgétaires pour M. Reagan

Le Sénat américain, malgré sa majorité républicaine, a rejeté jeudi 12 mai le projet de budget pour 1984. Projet qui résultait pourtant d'un compromis entre la Maison Blanche et les dirigeants républicains. Il s'agit d'un revers à la fois pour M. Reagan et pour le chef de file du parti républicain au Sénat, M. Howard Baker, qui se fâchait fort, il y a quelques jours encore, d'obtenir le nombre de voix nécessaires.

L'adoption d'un budget aux États-Unis est toujours une partie de bras de fer. Le vote du Sénat respecte la règle. Il est destiné à faire fléchir le président M. Reagan sur ses projets d'augmentation des dépenses militaires, jugées excessives. Le président avait pourtant déjà fait une partie du chemin. Son projet initial, qui prévoyait une augmentation de 10 % en termes réels de ces dépenses, avait été catégoriquement rejeté par la Chambre des représentants, dominée par les démocrates.

La Maison Blanche était donc malade, à contrecœur, à l'idée, défendue par M. Baker, d'un accroissement des crédits militaires de 7,5 %. C'est un compromis qui vient d'être, à son tour rejeté par une coalition de sénateurs démocrates et de républicains modérés.

M. Reagan n'est plus en mesure, comme il l'a été pendant les deux premières années de son mandat, d'imposer ses priorités budgétaires. M. Baker, le sénateur républicain de l'Idaho, a donc tenté, par une série de compromis, de faire passer le projet de budget par la Chambre, qui prévoit une augmentation des dépenses militaires, un accroissement de 4 % des dépenses sociales, et la réduction de 10 % des dépenses militaires, le tout permettant de ramener le déficit pour l'exercice budgétaire 1984, qui commence aux États-Unis le 1^{er} octobre prochain, aux alentours de 175 milliards de dollars. Les prévisions officielles de ce chiffre et celui de 192,4 milliards avancés par la Maison Blanche. Prévisions optimistes puisqu'on peut estimer, à la lumière de ce qui s'est passé ces dernières années, que le déficit de 204 milliards de dollars prévu pour l'exercice en cours sera largement dépassé.

Le renouveau du débat budgétaire ne signifie, certes, que jamais, depuis l'indépendance, l'ensemble des acteurs occidentaux. C'est que tout ce qui concerne les finances publiques outre-Atlantique a une répercussion immédiate sur l'économie de la planète. Tout d'abord, plus le déficit de budget augmente, plus le Trésor doit emprunter sur les marchés financiers pour le combler. Il exerce ainsi une pression à la hausse sur les taux d'intérêt sur ces marchés qui doit autant et même plus à la psychologie qu'à la mécanique. Jusqu'à présent, en effet, le Trésor des États-Unis n'a eu aucune difficulté à lever les capitaux dont il avait besoin, les souscriptions atteignant deux ou trois fois le montant nominal des adjudications. Dans le monde entier, les détenteurs de liquidités se précipitent pour prêter à l'Uncle Sam, dont la signature est considérée, à l'heure actuelle, comme la meilleure du monde, à des taux qui restent exceptionnellement élevés : en 1982, les achats étrangers de valeurs américaines, pour l'ensemble des deux ans du Trésor, ont dépassé 90 milliards de dollars.

Ensuite, la tension des taux outre-Atlantique contribue à rendre attractifs les placements en dollars, ce qui met en jeu la monnaie américaine : à des cours jugés excessifs par les investisseurs des États-Unis que par l'ensemble des nations occidentales. Ce problème brûlant sera au centre des débats pendant le sommet de Williamsburg à la fin du mois.

Bagdad propose à Paris de lui rembourser en pétrole une partie de sa dette

M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, arrivé à Paris lundi dernier, devait conclure, ce vendredi 13 mai, de délicates négociations sur l'échec de la dette civile et militaire à l'endroit de la France en 1983, qui serait de l'ordre de 13 milliards de francs. Bagdad propose que la France lui prête 2,5 milliards à 3,5 milliards de francs de pétrole pour accélérer les paiements. Dans l'entrevue qu'il eut à l'occasion, M. Tarek Aziz lança un appel au Conseil de sécurité afin qu'il prenne des mesures en vue de mettre fin à la guerre du Golfe.

Toujours à Paris, le prince Salim, ministre adjoint de la défense, vint discuter de la mise en application d'un contrat d'armement de 14 milliards de francs, à rembourser, jeudi, pendant trois heures et demie, son collègue américain, M. Casper Weinberger. L'entretien a principalement porté sur l'évacuation des troupes étrangères du Liban.

Un entretien avec M. Tarek Aziz vice-premier ministre irakien

« Nous favoriserons ceux qui ont coopéré avec nous »

« J'ai rencontré pour la deuxième fois, vendredi matin, M. Jacques Delors, et je vois M. Claude Cheysson, l'après-midi : j'ai bon espoir que nous arrivions à trouver une solution aux problèmes financiers qui se posent entre nos deux pays et que je pourrais repartir samedi ». C'est sur cette note optimiste que M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, a terminé l'entretien qu'il eut à l'occasion de son séjour à Paris, ce vendredi 13 mai. Depuis lundi, 9 mai, en effet, une délicate négociation, qu'il avait entamée à Paris en janvier et qu'il poursuivait par la suite de sa tournée en France, M. Cheysson, en février à Bagdad, puis par des échanges de lettres. Il a également rencontré MM. Mauroy et Charles Herminet, mais à la question

de savoir s'il a parlé d'une commande de Super-Étendard et de missiles Exocet air-mer, il répond qu'il ne « s'occupe pas des problèmes d'armement ».

Du côté français, on indique que depuis le début de la guerre du Golfe, en septembre 1980, l'Irak a acheté à la France pour 41,1 milliards de francs d'armes. En raison de la prolongation du conflit et des difficultés qui en découlent, les Irakiens ont demandé un réajustement des échéances civiles et militaires de leur dette en 1983 qui s'élevaient à environ 13 milliards de francs.

Propos recueillis par PAUL BALTA.

(Lire la suite page 4.)

Un rapport officiel souligne le suréquipement de la France en centrales nucléaires

Le gouvernement devrait prochainement décider des commandes de réacteurs nucléaires jusqu'à la fin de la décennie. La « contrainte industrielle » faisait pencher jusqu'à présent les experts du pouvoir pour deux réacteurs par an. Or le groupe « long terme énergie », dont les conclusions viennent d'être remises au ministre du Plan et au secrétaire d'État à l'énergie, préconise la commande d'un seul réacteur de 1 400 Mw par an d'ici à 1990.

Ce groupe, mis en place par le ministre du plan, affirme même qu'aucun réacteur nouveau n'est nécessaire pour les besoins d'électricité avant 1987, voire 1991 si la crise se poursuit. Ce rapport démontre aussi que la place faite à l'électricité va provoquer inévitablement le déclin du gaz et du charbon. C'est donc l'ensemble de la politique énergétique que le gouvernement va devoir repenser dans les semaines à venir.

Pléthore d'énergie

par BRUNO DETHOMAS

La ciel énergétique apparaît dégagé. Les prix du pétrole ont baissé en dollar courant de près de 20 % en deux ans, de plus encore en valeur réelle. Le coût des autres ressources ne peut que suivre et partout l'offre dépasse la demande. Ébranlés par deux chocs pétroliers en moins de dix ans, les pays industrialisés respirent donc.

Certes, l'optimisme est raisonnable — l'O.C.D.E. parle de « répit temporaire » — mais nul n'envisage plus de pénurie avant le milieu du siècle prochain. Si les richesses naturelles ont peut-être des limites, l'ingénierie qui permet de les utiliser n'en a pas. La baisse de la consommation ne provient-elle pas pour partie d'une maîtrise de l'énergie ?

Pour un gouvernement français accablé de soucis financiers, une telle évolution à court terme devrait être encourageante. Voilà au moins une question qui paraît pouvoir être réglée. Les pouvoirs publics doivent être aussi tranchés. Et les choix ne sont pas faciles.

Le « groupe Long terme énergie », une commission de réflexion mise en place par le Plan — vient de transmettre au gouvernement « quelques conclusions qui peuvent éclairer les décisions que doivent prendre incesamment les responsables de la politique énergétique et qui concernent notamment les engagements de

tranches nucléaires à partir de 1984 ». Un brûlot de vingt et une pages qui démontre amplement que d'importantes capacités de production risquent de n'être pas utilisées à partir de 1985, « ce qui pourrait coûter cher à la nation ». On y lit notamment que, « même dans la variante de demande électrique qui passe par 350 Twh (1) en 1990 [l'évolution optimiste et volontariste (2)], aucun engagement de nouvelles tranches nucléaires n'est nécessaire avant 1987 ni de centrales thermiques au charbon avant 1990. A fortiori dans la variante la plus basse (320 Twh), qui correspond à l'évolution actuelle de la consommation d'électricité, le premier engagement de tranches nucléaires réapparaît en 1991 et celui de centrales au charbon en 1994 ».

Comment en est-on arrivé là ? Réponse adéquate au premier « choc » pétrolier de 1973, le programme nucléaire aurait dû être adapté dès que la croissance économique et le rythme de pénétration de l'électricité se sont ralentis. Même dans l'espoir d'une reprise économique, la nécessité d'un ralentissement des commandes de centrales est apparue évidente en 1980 (le Monde du 17 janvier 1981). Le gouvernement d'alors n'y procéda pas, dans la crainte sans doute qu'un change-

ment politique ou un grave incident technique n'y contraigne plus tard.

On avait tant dit aux socialistes que le programme nucléaire était la chance de la France, la plus grande réussite de leurs prédécesseurs, que lors de la définition en octobre 1981 d'une nouvelle politique énergétique — étrangement semblable à la précédente — ils n'osèrent pas aller au bout de leurs analyses. Il est vrai qu'ils croyaient encore pouvoir décaler le taux de croissance de l'économie. Aussi fondèrent-ils leurs prévisions de demande énergétique sur un taux de croissance de 5 % par an. Voilà ce qui amena le gouvernement à commander six réacteurs en 1982-1983 et à laisser Gaz de France signer de nouveaux contrats d'approvisionnement.

La seule révision des prévisions de 1981 à partir de données réelles (la croissance a été de 0,3 % en 1981, de 2 % en 1982 et devrait être proche de 0 % en 1983) entraîne une réduction de 16 milliards de tonnes équivalent pétrole (M.T.E.P.).

(Lire la suite page 27.)

(1) 1 TeraWatt/heure = 1 milliard de kilowatts/heure.
(2) Elle repose sur un taux de croissance moyen de 2,2 % par an entre 1980 et 1990 et de 4,6 % entre 1990 et 2000.

LE POUVOIR, L'OPPOSITION ET LA CRISE

« Nous n'avons ni le droit ni les moyens d'arrêter l'expérience en cours » nous déclare M. Jean Lecanuet

Face à la montée des revendications catégorielles, quelle peut-être l'attitude de l'opposition ? Dans l'entretien qu'il eut à l'occasion de son séjour à Paris, ce vendredi 13 mai, M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., rejette toute solution non

conforme à une certaine « éthique » démocratique et doute de l'éventualité d'un recours à la dissolution de l'Assemblée nationale. Le seul langage réaliste pour l'opposition lui paraît celui de l'effort.

Les élections partielles qui se sont succédées, les sondages, la presse, tout pour M. Jean Lecanuet tend à l'indiquer que le confort dans l'idée qu'une « majorité de Français voudraient que l'expérience socialiste-communiste s'arrête ». « Notre vraie difficulté », explique-t-il, « à nous qui nous exprimons au nom de l'opposition, qui avons des responsabilités de parole, c'est de ne pas pouvoir apporter de réponse

pratique à cette attente. Nous n'avons ni le droit ni les moyens d'arrêter l'expérience en cours ». Et d'ajouter sur le respect nécessaire, quand on est « démocrate », des textes fondamentaux, de la durée qui s'attache au mandat délégué, sur le refus du complot.

« Vous n'entendez jamais au sein de l'U.D.F., un responsable dire

LE NOUVEAU ROMAN DE HENRI COULONGES

l'auteur de "L'ADIEU À LA FEMME SAUVAGE"

A l'approche d'un soir du monde

« Encore un personnage difficilement oubliable que trace Henri Coulonges. Un romancier qui décidément sait dire les femmes »

Françoise Xenakis / LE MATIN

Stock 317 pages 89 F

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(Lire la suite page 5.)

M. François Guillaume invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde »

M. François Guillaume, président de la Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles, sera l'invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 15 mai de 18 h 15 à 19 h 30.

A la veille de la reprise, lundi, des négociations européennes sur la fixation des prix agricoles, le président de la F.N.S.E.A. répondra aux questions d'André Fournier et de Jacques Grail du Monde, de Marc Beauchamp et de Gilles Leclerc de R.T.L., le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'allégement des effectifs à la S.N.C.F.

Lire page 25 l'article de FRANÇOIS GROSRICHARD « Les cheminots et les contribuables »

Les déclarations de M. Bérégovoy à A 2

Lire page 8 les articles de JEAN-MARIE COLOMBANI et de MICHEL NOBLECOURT

UNE EXPOSITION ET UN LIVRE SUR GABRIEL

Les grandes familles

Avec quelques semaines de retard et dans le cadre des célébrations nationales, le deuxième centenaire de la mort de Gabriel est marqué par une exposition que l'on pourra voir jusqu'au 15 juin à l'hôtel de Rohan.

A moins que l'on ne dispose de moyens très importants (ce fut le cas pour Violent-le-Duc), rien n'est plus difficile à réaliser qu'une exposition d'architecture, où les documents sont toujours d'une lecture un peu aride ; et, malgré la présence de quelques portraits et d'une fort belle maquette de l'hôtel de ville de Rennes, celle-ci n'échappe pas à la règle, d'autant qu'elle souffre du parcours labyrinthique que lui impose le musée de la ville de Rennes où elle est présentée.

En revanche, le catalogue, vendu à un prix fort raisonnable, est un véritable monument de sagesse critique, et l'équipe de chercheurs réunis sous la direction de Michel Gallet et Yves Bothureau a réalisé à un travail de premier ordre, qui, même au-delà des personnalités considérées, éclaire

parfaitement les conditions et les problèmes de l'architecture publique sous le règne de Louis XV.

Ange-Jacques Gabriel est le dernier représentant d'une famille d'architectes originaires d'Argentan dont l'activité est attestée dès la fin du seizième siècle. Le premier à sortir de sa province fut Jacques IV, qui entreprit le pont Royal et construisit pour la Grande Mademoiselle la chapelle de Choisy. Surtout, il épousa en 1683 la petite-nièce de François Mansart : allié aux Mansart, les Gabriel allaient former un véritable clan qui, pendant plus d'un siècle, devait disposer de la majorité des commandes de la monarchie.

ANDRÉ FERNIGIER.

(Lire la suite page 20.)

FESTIVAL DE CANNES

COMPÉTITION

La Lune dans le caniveau, de J.-J. Beineix
Chaleur et Poussière, de J. Ivory.

QUINZAINE

La Femme flambée, de R. Van Ackeren.

(Lire page 19.)

Intégrisme et intégrisme

Islam

Maxime Rodinson apporte sa contribution au débat engagé sur le fondamentalisme musulman, en montrant qu'il y a intégrisme et intégrisme. Quant à lui, l'islam qu'il préfère, c'est celui qui trouve dans le Coran des raisons de condamner la torture. Pour Abdul Hamid Ahdab, le réveil islamique est menacé d'avorter s'il ne s'oriente pas dans la voie de la liberté et de la dignité humaine, que désignait à la fin du siècle dernier Cheikh Abdallah El Alaïli. André Bouvet apporte d'intéressantes précisions sur l'attitude de Voltaire devant le Coran, et Magdi Sami Zaki ainsi que Zeira Tibi réagissent chacun à sa façon au livre de J.-P. Péroncel-Hugoz de *Le Radeau de Mahomet* et à la manière dont le Monde en a rendu compte.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75477 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandats)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Boura-Mary (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé
du Monde
S. n. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 337.
ISSN : 0395 - 2037.

par MAXIME RODINSON (*)

La puissance des mots est étonnante. Il paraît impossible d'obtenir qu'on renonce à ce que les scolastiques appelaient le réalisme : raisonner comme si les mots recouvraient une réalité bien déterminée, comme s'ils étaient autre chose que des étiquettes pour des concepts aux limites vagues et fluctuantes, se chevauchant, débordant les uns sur les autres.

Ainsi du mot « intégrisme » et de son équivalent (approximatif) « fondamentalisme », aux racines anglo-saxonnes. La réalité, ce n'est pas ce mot-ci ou ce mot-là. Ce sont des phénomènes multiples, plus ou moins apparentés. Rien de plus.

Parlons de l'intégrisme musulman. La religiosité, l'attachement aux rites traditionnels, au minimum le refus d'un rejet public, d'un détachement ostensible comme celui du laïcisme européen, sont des phénomènes de beaucoup majoritaires dans le monde musulman. Il s'y ajoute la conception très répandue, un moment partiellement refoulée mais toujours vivace, que la religion musulmane contient quelque part le secret d'une troisième voie, d'un royaume de ce monde qui résoudrait, bien mieux que le capitalisme et le socialisme, tous les problèmes politiques, économiques et sociaux. L'Eglise catholique a très longtemps cherché la même idée : on appelait cela la doctrine sociale de l'Eglise.

L'imitation du monde chrétien, on a collé l'étiquette d'intégrisme ou de fondamentalisme sur les tendances qui prônaient le retour à une fidélité sans faille aux dogmes et aux rites traditionnels. On a particulièrement accolé ces termes aux orientations les plus extrêmes dans ce sens, celles qui débordent sur le terrain politique et social, qui prônent un Etat et une société intégralement musulmans, où la fidélité serait obligatoire et sanctionnée.

Khomeiny a appliqué cette doctrine extrême en Iran avec les sanglants développements que l'on sait et qui, fort justement, ont horrifié le monde. Le pape le souligne avec raison car je mets en garde dans ces colonnes contre des conséquences de ce genre à la veille de sa prise de pouvoir, alors que l'intelligentsia de gauche s'enthousiasmait en général pour cette nouvelle forme de « spiritualité politique ».

Le régime intégriste de Téhéran a horrifié à très juste titre. Dès lors, on voit pourquoi de l'intégrisme et surtout Khomeiny. On s'affole (au moins l'a fait il y a quelque temps) devant mille formes de religiosité is-

lamique. Le péril khomeiniste montre son nez à Billancourt et à Flins. Ben Bella faisait de l'intégrisme près de Paris, et la preuve en était que sa femme portait un tchador. Les médias et des plumes de journalistes, en général mieux inspirés, ont relayé pendant quelques jours des terreurs qui remontent loin, et la version conspirative de l'histoire toujours prête à resurgir - ici avec l'aide opportune d'un pro-israélisme victriel en malins secteurs - a fourré l'image affolée du djihad déformant à nouveau sur Poitiers, avec Andropov tirant les ficelles derrière Khomeiny et Kadhaïf.

Je suis rationaliste, athée convaincu, et je déteste le fanatisme religieux sans oublier que ce n'est, je pense, qu'une des formes du fanatisme idéologique. Mais, quand on veut lutter contre l'irrationalisme, il vaut mieux ne pas laisser soi-même la rationalité au vestiaire. Même et surtout quand il s'agit de l'islam.

Mosquée et tchador

Il y a une tendance générale actuellement chez les musulmans à accentuer des formes de religiosité traditionnelle. Des groupes poussent à une observance accrue. La religiosité ne s'est jamais éteinte. On leur demande une parole d'honneur, si l'on veut avoir des garanties de fidélité à un engagement, on fait jurer sur le Coran. Sauf erreur, on fait jurer sur la Bible très souvent dans beaucoup de pays. Depuis combien de temps n'y a-t-il plus de crucifix dans nos tribunaux ? Bien longtemps, pensent instinctivement beaucoup de nos compatriotes sans grande mémoire, qui se jugent plus « évolués » que « ces gens-là » et naturellement s'en font un mérite personnel - comme si les uns et les autres ne devaient pas les uns et les autres conditionnement social.

La religion, heureusement ou malheureusement, cela existe. Il y a beaucoup d'églises, de temples et de synagogues en France. Il paraîtrait juste qu'il y ait proportionnellement autant de mosquées... et d'autres lieux où on peut faire ses cinq prières quotidiennes, si on veut être dévot. Il est permis de les faire n'importe où.

Le vêtement féminin est, curieusement, le lieu préféré des critiques (*) Orientalistes, directeurs d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

de religiosité dans la tradition musulmane comme dans la tradition chrétienne. Un vêtement est un signe. Les musulmans religieux poussent à porter un voile. Il y a cent sortes de voiles. Le tchador iranien n'est qu'une forme entre autres. Il faut, bien sûr, protester contre une imposition obligatoire de ce signe, surtout sous ses formes les plus incommodes et les plus contraignantes. Mais un voile léger et sans obligation n'est pas plus choquant que le foulard traditionnel (et imposé à l'Eglise) des femmes chrétiennes d'Europe centrale et orientale.

J'ai vu à la télévision Mme Ben Bella avec un voile qui ne rappelait en rien le tchador iranien. De là à soupçonner son époux de vouloir imposer à Paris la loi singulière de Khomeiny, comme cela a été répété cent fois en quelques jours, il y a loin. Je ne sais rien des ambitions et des projets d'Ahmed Ben Bella, je ne garantis nullement ses idées, ses actions d'aujourd'hui et encore moins celles de demain. Mais j'ai vu et entendu présider à l'UNESCO, en septembre 1981, une assemblée où on a proclamé une « déclaration islamique universelle des droits de l'homme ». Ces droits de l'homme islamique ressemblent beaucoup à ceux définis ailleurs et d'abord en France : droit à la liberté politique et religieuse, droits de la femme, droits des minorités, droit à un procès équitable, etc.

Tout cela au nom de l'islam. Pour quel pas ? On peut trouver des références islamiques pour tout, comme des références chrétiennes, juives, bouddhistes ou marxistes. On peut rester sceptique sur l'origine religieuse de ces beaux préceptes. On doit répéter mille fois, comme j'ai fait devant les amis des « spiritualistes » iraniens et les apologistes de l'islam, que les préceptes ne suffisent pas. Il faut rester vigilant si la tendance qui les promulgue arrive au pouvoir quelque part. Mais, en attendant, si on appelle cela intégrisme, il vaut mieux cet intégrisme-là que l'opposé.

Il est bien possible que, pour une période historique, on ne puisse gouverner un pays traditionnellement musulman, canaliser des masses de souches musulmanes sans invoquer l'islam. Dans ce cas, l'islam n'est pas un vain mot. Mais celui qui trouve des raisons musulmanes de condamner la torture que l'autre, et même que l'on jure sur le Coran d'être fidèle à cet islam-là.

La voie du salut

par ABDUL HAMID AHDAB (*)

A la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle sont apparus dans l'histoire de l'islam des courants diversifiés mais contradictoires reflétant la mosaïque de l'élite culturelle et qui ont façonné le monde musulman d'aujourd'hui.

Parmi ces courants, on trouve d'abord une réaction de caractère national à l'apparition d'un chauvinisme turc qui sortait du cadre de l'islam universel. On y trouve surtout des musulmans de culture occidentale, aidés par des chrétiens minoritaires auxquels le nationalisme fournissait un refuge à leur isolement. Ce courant a considéré que l'évolution vers le modernisme ne pouvait se faire qu'à travers la laïcité, en séparant le temporel du spirituel... Il a adapté les institutions politiques de l'Occident, ignorant les institutions sociales et économiques. De ce courant se sont inspirés le nazisme, les nationalismes arabes, le Baas ; il a combattu la politique occidentale et a semé la haine contre l'Occident en utilisant les institutions et la culture même de l'Occident.

Pour un second courant, l'évolution des musulmans ne pouvait se faire qu'à travers le communisme ; c'est ainsi qu'ils pourraient rattraper la vingtième siècle, ils refusaient l'islam et considéraient que le régime communiste et l'idéologie marxiste devaient être la relève du régime social, politique, économique et de l'idéologie islamiques.

Reste le troisième courant... Les intellectuels qui étaient sortis de l'islam et trouvaient en lui la seule source de l'idéologie sociale du régime.

Ce courant dernier s'est divisé lui-même en deux tendances :

— L'une traditionnelle, très réservée, qui a refusé le modernisme, considérant que la doctrine islamique est valable pour tous les temps et tous les lieux ; c'est l'esprit qui refuse le modernisme tout en le combattant ; les Wahabites d'Arabie Saoudite incarnent cette tendance.

— L'autre est très ouverte. Elle considère que l'islam est source de progrès et d'évolution, et le développement des musulmans et du monde islamique a pour cause l'éloignement de l'islam ; c'est dans la culture et dans l'idéologie islamique que l'on trouve les germes du modernisme ; cette tendance a refusé l'Occident comme le modernisme considé-

rant que les musulmans sont étrangers à ces idées et qu'ils doivent cultiver leur propre jardin en islamisme très fertile ; ainsi de Mohammad Abdo et d'El Afghani...

Il est vrai que les idées libérales d'Occident ont fait naître les révolutions américaine et française, de même que les idées de Marx ont éveillé la révolution en Russie ; alors que l'islam reste loin de ses idées et de son esprit ; il est de ces jours, ou occidentaux, ou marxistes révolutionnaires, ou sous-développés... On ne voit pas où est l'islam.

L'esprit et la culture islamique occidentale n'ont pas réussi à jeter un pont entre les musulmans et leur siècle ; ce fut l'expérience de Kemal en Turquie avant-hier, et du chah d'Iran hier.

De même, le modernisme islamique a perdu la guerre avant de l'engager... La modernité islamique est pleine à cet égard d'exemples dont l'Afghanistan ne constitue pas le dernier.

L'esprit islamique réformé refusant le modernisme ne suit-il pas la même voie ? Khomeiny n'apporte pas de solution de rechange à l'Occident et au modernisme. Il ne reste que les idées islamiques conciliées avec le siècle et qui trouvent leur chemin dans les lumières de l'esprit de l'islam.

Ces idées sont-elles une chimère ? Mohammad Abdo était le plus grand vrai réformateur après les quatre califes qui ont succédé au Prophète. Il prêchait la libération de l'esprit de l'oppression des traditions et voyait que le malaise des musulmans c'est de ne pas vivre l'islam, mais de vivre l'oppression et l'injustice de l'autorité des pouvoirs du monde musulman.

Mohammad Abdo a fondé avec son ami et maître Jamal El Dine El Afghani l'hebdomadaire *Al Orwa Al Wostka* à Paris en 1884 pour défendre l'idée de la liberté dans le monde islamique et prêcher une réforme islamique permettant aux musulmans de rattraper le temps moderne.

Le réveil islamique de notre temps est menacé d'avorter s'il n'exprime une révolution culturelle moderne dans son esprit et sa pratique, traduisant un mariage de raison entre l'islam et les temps modernes.

L'homme musulman dans les pays de l'islam subit :

- le sous-développement ;
- l'absence de liberté ;
- l'absence de dignité humaine.

Tous ces Etats sont sous-développés, les régimes politiques sont totalitaires, il n'y a pas de trace de liberté, le despotisme des souverains fait disparaître toute dignité à l'homme... Et si les années 70 ont ouvert grâce au pétrole un chemin vers la richesse des comptes bancaires, l'islam n'est pas les comptes bancaires... C'est dans les universités, dans la culture, dans la liberté, dans la dignité de l'homme qu'on retrouve l'islam...

« L'islam est un esprit, c'est l'évolution, c'est la liberté et la dignité de l'homme, il n'est pas seulement spirituel et temporel. L'absence de liberté et de dignité humaine est la négation de l'islam », a dit Cheikh Abdallah El Alaïli, le grand docteur de l'école libérale de l'islam dont Jamal El Dine El Afghani était le précurseur.

La révolution culturelle de Jamal El Dine El Afghani, qu'il a prêchée de Paris en 1882, si elle pouvait se concrétiser en un régime politique, social et économique, alors verrait-on enfin le vrai et beau visage de l'islam ; c'est la dernière voie du salut...

(*) Avocat libéral, docteur en droit, écrivain.

CORRESPONDANCE

Le Radeau de Mahomet

Le Radeau de Mahomet, de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, et l'article qu'André Bouvet lui a consacré ont provoqué un certain nombre de réactions parmi nos lecteurs. Pour M. Magdi Sami Zaki, chargé de cours à la faculté de droit d'Orléans, « en réalité, l'intolérance chrétienne et l'intolérance islamique ne sont pas comparables » :

1° Dans le cas des chrétiens d'aujourd'hui (l'Afrique du Sud mise à part), il s'agit d'intolérance d'individus ; en pays d'islam, l'intolérance que l'on déplore le plus est celle de l'Etat, des institutions, des lois.

2° Les chrétiens font sans cesse leur autocritique. Aucun fait raciste ne se produit dans le monde libre sans que les médias en parlent pour le condamner vigoureusement. Il en est tout autrement en pays d'islam : on n'enregistre aucune manifestation publique, aucune protestation contre les fréquentes agressions dont sont victimes les coptes, notamment après les massacres de Zaouia-el-Hamma, le « prieuré rouge », perpétrés au Caire en juin 1981 et tout récemment après la confirmation, par le Conseil d'Etat, de la destitution du pape Chénouda III.

3° Les violences chrétiennes ont été commises longtemps après le Christ. Ni le Christ ni ses apôtres n'ont voulu s'emparer du pouvoir politique. Ni le Christ ni ses disciples immédiats n'ont incité à la guerre sainte. Peut-on en dire autant de Mahomet, de ses compagnons, de ses successeurs les plus proches ? Entre le christianisme et l'islam, il y a cette différence irréductible qui tient aux fondateurs des deux religions. La violence chrétienne est sans lien avec l'Evangile alors que celle des Frères musulmans trouve de solides références dans le Coran. Les coptes, en tant que non-musulmans, sont devenus des *dhimmis*, demi-citoyens, citoyens de seconde zone dans leur propre pays. Ils ont dû, entre autres avanies, payer - de 640 à 1855 - le tribut infamant, la *gizya*, pour avoir le droit de vivre chez eux. Ils devaient le faire parce que le Coran le dit ! Et il le dit toujours ! Leur soumission perpétuelle est commandée par la loi divine. Par quelle loi divine les chré-

tians justifieraient-ils leurs injustices ? Le malheur, ce n'est pas seulement que la règle islamique, comme l'écrit M. Fontaine, ne bouge guère. C'est que cette règle - ou au moins certaines de ses prescriptions - ait pu voir le jour. Ces indignes prescriptions, il ne suffit pas de les améliorer ; il faut les supprimer. C'est déjà fait, heureusement, pour l'esclavage en espérant qu'il en sera de même du système pénal islamique, du statut de la femme arabe, du statut du non-musulman, qui sont autant de règles incompatibles avec les droits de l'homme.

« Pamphlet antichougonne »

Pour Mme Zeira Tibi, journaliste libanaise, le livre n'est qu'un « pamphlet antichougonne ». [...]

Dès que l'islam ou les Arabes sont attaqués, c'est un concert de louanges. La haine du monde arabo-musulman n'est jamais loin ! Songez un instant à ce qui attendrait un auteur qui prêterait le dixième des insultes contre une autre religion. Un bon procès organisé par les associations spécialisées et un tollé général des pharisiens de l'intelligentsia parisiennaise ! Et, tout récemment, n'a-t-on pas donné un large écho aux protestations de l'Eglise catholique qui pouvait reprocher à des chanoines des attaques certainement moins graves et moins perfides que les insultes permanentes contre l'islam.

Il est grave que dans la France de 1983 on trouve des échos de l'intolérance typique d'un Occident qui ne cesse de se contempler le nombril depuis plusieurs siècles et de répéter que les autres ne sont que des barbares et des sauvages.

[Peut-on demander à M^{me} Tibi, dont le son de cloche est rare dans le courrier reçu, de relire le livre de J.-P. Péroncel-Hugoz ? Il contient trop de pages consacrées à célébrer la beauté de l'islam pour n'être pas d'abord, comme nous l'avons écrit, un cri d'amour déçu. Nombre de musulmans, arabes ou non, l'ont très bien compris. - A.F.]

Voltaire et le Coran

M. André Bouvet, de Paris-19, nous écrit :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les quatre articles de la page intitulée « Islam et modernité » (le Monde du 25 mars) ; je ne suis pas qualifié pour dire si la sévérité de certains propos est justifiée ou non, mais je crois devoir signaler que le regard de l'Occident sur l'islam n'a pas toujours été aussi réprobateur que risquant de le laisser entendre certaines phrases, de Renan en particulier. On trouve, par exemple, chez Voltaire une réflexion assez avancée sur le « mahométisme ».

On sait que pour Voltaire les religions ont pour origine les fourberies de faux prophètes qui abusent de l'ignorance et de la crédulité des simples d'esprit, et il se sert de l'exemple de Mahomet pour le montrer, n'hésitant pas à le mettre en scène dans une de ses tragédies. Dans le *Fanatisme*, ou *Mahomet le Prophète*, il prête à son personnage des vers comme ceux-ci :

Les préjugés, ami, sont les rois
[du vulgaire].
Je viens mettre à profit
[les erreurs de la terre].
Il faut un nouveau culte, il faut
de nouveaux fers ;
Il faut un nouveau dieu
pour l'aveugle univers.

Mais, pour Voltaire, l'islam n'est pas resté la religion fanatique et guerrière des débuts : il est progressivement humanisé et peut même donner au monde des leçons de tolérance. En somme, l'histoire de l'islam est l'histoire de celle du christianisme, religion d'amour qui a, aux yeux de Voltaire, dégénéré en religion de haine et de persécution. On trouve donc dans certaines de ses œuvres (1) l'idée que des pays d'islam peuvent connaître des situations enviables.

Il convient enfin de signaler que Voltaire n'était pas insensible à certaines beautés littéraires du Coran, et on lit dans l'*Essai sur les mœurs* des phrases comme celles-ci : « Lisez le commencement du Coran ; il est sublime. » « Sa définition de

Dieu est d'un genre plus véritablement sublime. »

L'intérêt du point de vue de Voltaire est double. D'une part, il nous évite d'avoir à placer, après une période de grandeur et de pureté originelles, une période de déclin et de stagnation. Surtout, il nous rappelle qu'il est impossible de comprendre l'autre si l'on n'y trouve pas l'occasion de se juger soi-même aussi. Bien avant Voltaire, d'ailleurs, d'autres, comme Raymond Lulle et Nicolas de Cuse, avaient déjà tenté cet effort de compréhension vraiment « philosophique ». C'est seulement à ce prix que pourront se résoudre les délicats problèmes posés par l'identité et la modernité, par la tradition et le renouvellement.

(1) Lire en particulier le *Dîner du comte de Boulainvilliers et Femmes*, soyez soumise à vos maris.

Le Monde DE L'EDUCATION

« Ne faites pas cette enquête... »
« C'est un sujet scandaleux... »
« Ça ne nous regarde pas. »

POURQUOI CES REACTIONS ?

L'AMOUR AU LYCÉE

Deux jeunes journalistes - Christine Garin et Yves-Marie Labé - ont mené l'enquête sur ce sujet difficile. Et racontent leurs surprises.

A LIRE ABSOLUMENT
En vente partout. Numéro de mai : 10,50 F

الكتاب الأول

هنا من الامم المتحدة

Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

Chili

De violents affrontements ont eu lieu pendant la « journée de protestation civile »

Deux morts à Santiago

Santiago du Chili (A.F.P.). - La journée de « protestation civile » organisée mercredi 11 mai par la Confédération des syndicats des mineurs du cuivre a fait deux morts, de nombreux blessés, et a donné lieu à quelques cinq cent cinquante arrestations, selon un bilan officiel (le Monde du 13 mai).

Deux jeunes gens ont été tués par balles par la police dans la banlieue de Santiago, où se déroulaient des affrontements entre plusieurs centaines de manifestants, qui avaient incendié des papiers, et les forces de l'ordre. Les deux victimes ne participaient pas aux manifestations. Le premier a reçu une balle en plein cœur, tirée par des agents qui s'étaient crus attaqués par des manifestants. Le second a été atteint d'une balle à la tête alors qu'il se trouvait sur le pas de sa porte.

De nombreuses personnes ont été blessées, mais il était impossible, ce vendredi, de connaître leur nombre exact et la gravité de leurs blessures.

Selon les autorités, quelque cinq cent cinquante personnes ont été arrêtées au cours de cette journée de protestation sans précédent depuis la prise du pouvoir par les militaires en 1973. Dans la seule capitale, trois cent cinquante personnes (dont un prêtre catholique, le Père Luis Velazuela, et trente-quatre féministes) ont été arrêtées. En vertu de

la législation en vigueur, elles peuvent être détenues devant les tribunaux ordinaires ou militaires, ou encore détenues au secret sans procès devant ces instances judiciaires.

Les premiers incidents avaient éclaté mercredi, en début d'après-midi, en face du palais de justice et aux abords d'un campus universitaire.

Après une accalmie, les incidents devaient reprendre peu après 23 heures locales et se poursuivre jusqu'à l'aube de jeudi. De très nombreux manifestants formés en cortège parvenaient alors jusqu'aux abords du palais présidentiel de la Moneda, du ministère de la défense et de la direction générale des carabiniers. Les forces de l'ordre n'ont pu reprendre qu'à l'aube le contrôle de la situation au centre de la capitale et à la périphérie, où les affrontements ont revêtu une grande violence.

Pour M. Eduardo Rios, dirigeant de l'Union démocratique des travailleurs (U.D.T.), l'une des trois principales centrales syndicales chiliennes, « le gouvernement devra désormais écouter les travailleurs ». « Notre mécontentement s'est exprimé pour la première fois de façon organisée depuis dix ans et constitue la preuve de la maturité des travailleurs chiliens », a-t-il ajouté.



(Dessin de PLANTU.)

DIPLOMATIE

APRÈS LA VISITE DE M^{me} CRESSON AU MAROC

Des atténuations seraient apportées au contrôle des changes pour les touristes français

Casablanca (A.F.P.). - Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du tourisme, a indiqué jeudi 12 mai en inaugurant la 30^e Foire internationale de Casablanca « qu'il n'était pas question que la France renonce à ses programmes de financement en faveur des pays en développement ». Ces programmes, qui se traduisent par la négociation de grands contrats, « font partie de notre politique Nord-Sud, nécessaire malgré les réticences du ministère de l'économie », a poursuivi M^{me} Cresson, précisant toutefois que « les deux tiers des créances contractées seraient difficilement récupérées ». M^{me} Cresson, qui était accompagnée par M. Azzedine Goussons, ministre marocain du commerce, de l'industrie et du tourisme, a souligné que la France tentera de plaider la cause du Maroc auprès de la C.E.E. en ce qui concerne les échanges qui relèvent de la réglementation communautaire.

Le ministre français a également discuté avec les autorités marocaines de plusieurs grands projets en cours de négociation : l'énergie de faisabilité de la première tranche de 600 mégawatts d'une centrale nucléaire, dont la signature est imminente, l'équipement du port phosphaire de Jorf-Lasfar, la construction d'un nouveau port à Agadir et d'un hôpital à Casablanca. Ces projets, inscrits dans le plan quinquennal marocain 1981-1985, sont retardés ou pourraient même être remis en cause, en raison des problèmes de financement et des niveaux d'endettement du Maroc.

Mme Cresson est également venue avec ses partenaires marocains qu'un groupe de travail mixte se réunira rapidement pour mettre en place des « procédures techniques d'atténuation » des répercussions du contrôle des changes sur le flux de touristes français au Maroc. Les négociations pour cet été seraient en baisse de 30 %, alors que le nombre de touristes français au Maroc est d'environ quatre cent mille par an.

EN TUNISIE

M. Mexandeau a assisté à la mise en place de la deuxième chaîne de télévision francophone.

De notre correspondant

Tunis. - M. Louis Mexandeau, ministre délégué chargé des P.T.T., qui effectue une visite de trois jours en Tunisie, a assisté jeudi 12 mai à la mise en place de la deuxième chaîne de la télévision, qui commencera à fonctionner le 12 juin.

Cette nouvelle unité de la télévision tunisienne, dont la création a été financée par la France à concurrence de 110 millions de francs (60 millions de subvention du Trésor, le reste en crédits publics et privés), sera essentiellement francophone et alimentée principalement par des programmes de la télévision française. Mais, pour être fidèle à sa vocation internationale, elle diffusera également des émissions en ar-

glois, en allemand. Des productions tunisiennes y trouveront aussi leur place. Dans un premier temps, la deuxième chaîne ne sera capée qu'à Tunis et dans sa banlieue, mais elle couvrira l'ensemble du pays d'ici à la fin de 1985.

M. Mexandeau, qui a été reçu à Carthage par le président Bourguiba, s'est rendu aussi à Sousse et à Sfax pour inaugurer de nouveaux centraux téléphoniques équipés par la firme C.T.E.-Alcatel. Ces centraux sont les premiers éléments d'un programme de modernisation du réseau téléphonique tunisien par une entreprise française. - M.D.

Pérou

L'opinion critique les lenteurs de l'enquête sur le massacre de huit journalistes en janvier

Les dirigeants des partis péruviens d'extrême gauche ont fermement condamné, jeudi 12 mai, à Lima, l'organisation révolutionnaire du Sentier lumineux, responsable, selon les autorités, de la mort de plus de huit cents personnes depuis 1980. Selon la police, quatre enseignants ont été tués jeudi près d'Ayacucho par des militants du Sentier lumineux. Cependant, l'enquête officielle sur l'assassinat en janvier de huit journalistes dans le département d'Ayacucho traîne en longueur, ce qui suscite de nombreuses protestations.

Correspondance

Lima. - Huit journalistes péruviens et leur guide ont été massacrés à Uchucay, dans les Andes péruviennes, le 25 janvier. Les reporters voulaient vérifier un communiqué de l'armée selon lequel des paysans auraient lynché, l'avant-veille, sept guérilleros du Sentier lumineux. Près de quatre mois se sont écoulés depuis ce crime collectif... et rien. Pas un seul dénonciateur. Pas un seul responsable. L'enquête judiciaire plétine. « Pourquoi le gouvernement permet-il que cet assassinat reste impuni ? Interrogent les parents des victimes. Pourquoi le général Noel, responsable politique et militaire d'Ayacucho, entretient-il l'exercice de la justice ? La version officielle de cette tragédie est ambiguë et inconsistante ».

Le général Noel avait, dans une conférence de presse, expliqué que les journalistes avaient abordé la communauté indienne en agitant un drapeau rouge frappé du marteau et de la faucille, et en lançant des « vitupères » à la guérilla. Les paysans, très irrités, auraient pris les journalistes pour des miteilles et les ont donc, d'ordinaire, reportés et guérilleros. D'où la terreur méprisée.

Une commission d'enquête, désignée par le président Belaunde, et présidée par l'écrivain Mario Vargas Llosa, a apporté quelque lumière sur ces événements. Bien que ce rapport n'ait qu'une valeur morale, il dément la version du général Noel et il souligne le phénomène de la violence à Ayacucho, qui met en danger le processus démocratique du Pérou engagé le 28 juillet 1980.

La commission a la conviction absolue que « l'assassinat des journalistes a été commis par les paysans d'Uchucay », sans la participation des forces de l'ordre. Elle a donc décidé de poursuivre les auteurs collectifs, pris individuellement par les paysans, a été grandement influencé, peut-être même de façon décisive, par le fait que les Sinchis (1) les ont incités à le faire... Ce qui, d'un point de vue moral et juridique, pose un délicat problème au régime démocratique ».

Des excès se sont produits, et la commission a estimé qu'ils ont contribué à créer un climat de méfiance et de haine qui a donné lieu au massacre des journalistes. En ce qui concerne les exactions des Sinchis, la liste des griefs est longue : détentions injustifiées, mauvais traitements, larcins sous la protection du couvre-feu.

« Est-ce que les forces de l'ordre d'un système démocratique peuvent combattre la subversion avec des méthodes non démocratiques ? La fin justifie-t-elle les moyens ? (...) La Constitution et les lois doivent être respectées, parce que l'alternative, c'est accepter les règles de jeu de la violence. C'est permettre que le terrorisme engendre la guerre... même s'il la perd », conclut le rapport.

La commission n'avait pas à se substituer à l'enquête policière (elle a néanmoins été étonnée par la « passivité surprenante » de la police pour résoudre les faits) ni au procès judiciaire. Or l'enquête n'a pas fait un seul pas en avant depuis la publication de ce rapport.

Le président de la Cour suprême, M. José María Galvez, s'est plaint de l'absence d'appui du pouvoir exécutif et de la police pour exercer la justice à Ayacucho. « Si des mesures ne sont pas prises, les délits seront impunis, a-t-il déclaré. Dans le cas d'Uchucay, les forces de l'ordre n'ont pas l'ordre d'arrestation dicté contre les cinq principaux auteurs du massacre. Le général Noel a répondu qu'il avait un an devant lui pour ce faire... Quant aux Sinchis arrivés sur les lieux du crime, le juge ne peut obtenir leur déposition, car ils ont été tués ».

La proposition du président de la Cour suprême de poursuivre les auteurs de ces crimes d'avocats et de journalistes qui refusent de tirer un rideau sur l'affaire des huit journalistes massacrés.

NICOLE BONNET.

(1) Sinchis, unités spéciales de lutte antiguérilla.

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE

Le Costa-Rica expulse trois dirigeants d'une organisation antisandiniste

Le gouvernement du Costa-Rica a décidé d'expulser trois dirigeants de l'opposition armée au régime sandiniste du Nicaragua, a annoncé jeudi 12 mai un communiqué du conseil de sécurité nationale de San-José.

Selon le communiqué, qui réaffirme la « politique de neutralité » du Costa-Rica, les expulsions frappent M. Fernando Chamorro, du même nom que son père, le principal dirigeant des Forces armées révolutionnaires du Nicaragua (FARN), ainsi que MM. César Aviles et Juan Zavala, membres de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE). Ces deux derniers dirigeants étaient déjà détenus par les services de la sécurité nationale de San-José.

Les FARN, dirigés par M. Fernando Chamorro, ont quitté il y a quelques mois l'ARDE, dirigée, elle, par MM. Eden Pastora, l'ancien commandant « Zero » et ancien vice-ministre de la défense du Nicaragua jusqu'à sa rupture avec le gouvernement sandiniste en 1981, et Alfonso Robelo, ancien membre de la junte sandiniste et dirigeant du patronat nicaraguayen.

L'ARDE dispose de camps au nord du Costa-Rica et a multiplié ces dernières semaines ses attaques contre l'armée sandiniste sur le territoire nicaraguayen.

A Panama, les quatre ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie, Panama) ont examiné la demande du Costa-Rica pour l'établissement d'une « force de paix » sur sa frontière avec le Nicaragua. Les ministres sont divisés. Alors que le Panama, le Mexique et la Colombie se sont opposés à cette demande, il semble que le Venezuela l'appuie, a-t-on indiqué de bonne source.

Le Costa-Rica a déposé, le 5 mai, une demande auprès de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) pour l'envoi d'une « force de paix ».

composée de contingents des quatre membres du groupe de Contadora, à sa frontière avec le Nicaragua.

Au Salvador, des conseillers militaires américains seraient impliqués dans le massacre d'El-Mozote perpétré en décembre 1981 dans le nord-est du pays et au cours duquel plus de mille personnes avaient été tuées, a affirmé jeudi 12 mai un sous-officier capturé par la guérilla. Le Front Farabundo Martí a rendu publiques jeudi les déclarations du sergent Marco Tulio Moran Burgos, capturé par la guérilla le 22 avril dans le département de Chalatenango et qui était membre du bataillon d'élite Atlacatl ayant participé aux opérations militaires de décembre 1981. Le sous-officier affirme que deux Américains sont venus prendre des notes sur les lieux de la tuerie, aussitôt après la destruction de la localité d'El-Mozote dans le département de Morazan.

Selon le sergent, l'un des deux Nord-Américains, remarquant qu'une femme enceinte et un enfant étaient encore en vie, aurait demandé de l'aide pour allumer un four qui se trouvait à proximité. « Lorsque le feu a pris dans le four, a-t-il ajouté, l'Américain a jeté la femme et l'enfant pour les brûler vifs. » - (A.F.P., A.P., Reuters.)

Le Nicaragua a demandé au directeur général du GATT de servir de médiateur dans son différend avec les Etats-Unis, après la décision de Washington de réduire de 90 % les importations de sucre en provenance de Managua, a annoncé, jeudi 12 mai, l'ambassadeur nicaraguayen auprès des Nations unies. La procédure au GATT (accord général sur les tarifs et le commerce) prévoit, en effet, qu'on puisse saisir le directeur général pour une mission de médiation entre deux parties signataires de l'accord. - (A.F.P.)

SELON UN RAPPORT DU PENTAGONE

La guérilla aurait massacré une centaine de civils dans un village salvadorien

Washington (A.F.P.). - Près de cent civils, dont des femmes et des enfants, auraient été tués, dimanche 8 mai, lors d'une attaque de la guérilla salvadorienne contre le village de Cinquera, selon un rapport qui circule au Pentagone.

Ce rapport, transmis par des officiers américains au Salvador, se base sur le récit d'un pilote non identifié qui, bien que blessé, aurait réussi à s'échapper après avoir assisté au « massacre » dans cette localité de cinq cents habitants tombée aux mains de la guérilla. Selon ce rapport, « des différends politiques » exacerbés par « des querelles de famille » auraient été à l'origine du massacre.

Six à sept cents guérilleros auraient participé à cette opération, et un détachement militaire salvadorien d'environ quarante hommes aurait également été exterminé « et ses armes prises, indique le rapport, qui précise qu'un observateur américain a pu

se rendre à Cinquera après les combats.

Selon cet observateur, « au moins seize soldats (...) qui se sont rendus après un combat de six heures ont été roués de coups, ont eu les pouces attachés derrière le dos et ont été conduits à une tranchée au nord de la ville pour être tués ».

« Les guérilleros ont menacé de mort tous les habitants qui refuseraient d'abandonner immédiatement Cinquera », où des scènes de pillage ont eu lieu, affirme encore le document.

« La guérilla salvadorienne a affirmé, jeudi 12 mai, qu'un groupe de quinze pilotes des Etats-Unis mène « des opérations de bombardement et de reconnaissance » dans les zones contrôlées par les guérilleros. Selon la radio du Front Farabundo Martí de libération nationale (F.F.L.M.), des avions supersoniques ont mitraillé la région de Guazapa, au nord de la capitale, et lancé des bombes au phosphore. » - (A.F.P.)

Etats-Unis

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE RECOMMANDE L'EXTRADITION EN U.R.S.S. D'UN ANCIEN GARDIEN DE TREBLINKA

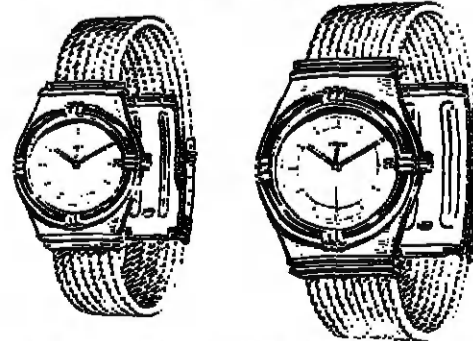
Washington (A.F.P.). - Le ministère de la justice a recommandé jeudi 12 mai l'extradition en Union soviétique de John Demjanjuk, originaire d'Ukraine et déchu de sa nationalité américaine en 1981 pour avoir, selon les autorités américaines, caché son passé d'ancien nazi. Selon le ministère de la justice, Demjanjuk, qui est âgé de soixante-trois ans, était l'un des responsables de la chambre à gaz du camp de Treblinka (Pologne), où il était connu sous le surnom d'« Ivan le Terrible ».

Demjanjuk, émigré aux Etats-Unis en 1952 et qui avait obtenu la nationalité américaine six ans plus tard, a toujours affirmé que ces accusations étaient fausses.

Son avocat a déclaré jeudi qu'une expulsion en U.R.S.S. signifierait la condamnation à mort de son client.

Force 10. Précision Fred.

Quand un homme de la mer devient joaillier, il transforme un câble marin en une montre d'or et d'acier. Il est fier de participer avec elle au défi français pour la Coupe America en la faisant naviguer à bord de France 3.



FRED
JOAILLIER

4 rue Royale - Parc 81 - Tel. 260.30.45 - Le Clavier, 74, Champ-Elysees - Hôtel Montien, Paris - 21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loeux, Monte-Carlo - Hôtel Babylon, Saint-Tropez - Aéroport d'Orly - 20, rue du Marche, Genève - New York - Beverly Hills - Houston - Dallas.

PROCHE-ORIENT

Une mission de l'ONU est chargée de s'informer sur les pertes civiles en Iran et en Irak

Le secrétaire général des Nations unies a décidé d'envoyer prochainement en Iran et en Irak une mission de l'ONU pour s'informer sur les pertes civiles dans les deux pays. Cette décision, rendue publique jeudi 12 mai par le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, intervient à la suite d'une requête en ce sens de l'Irak, que l'Irak a accepté en demandant qu'elle soit étendue à la situation des populations civiles irakiennes.

Depuis quelques semaines, l'Irak avait commencé à informer systématiquement les Nations unies des at-

taques irakiennes dont est victime sa population civile en demandant qu'elles soient condamnées par le Conseil de sécurité. Près d'une centaine de civils irakiens ont été tués depuis le 30 avril dernier au cours de bombardements effectués généralement à l'aide de missiles et visant en particulier Desfoul, la capitale du Khuzistan du Nord. Celle-ci a été de nouveau bombardée jeudi soir par des missiles sol-sol irakiens, qui ont fait, selon un bilan partiel, près de quatre-vingts tués ou blessés. Dans la matinée, la ville ira-

nienne d'Andimeshk, à une dizaine de kilomètres au sud de Desfoul, avait été touchée. Selon le quotidien *Etielat*, les quartiers résidentiels d'Andimeshk ont été frappés de plein fouet par deux missiles sol-sol, qui ont fait quinze tués et cent vingt blessés.

Bagdad a adressé jeudi un avertissement au gouvernement japonais, lui « conseillant » de ne pas s'engager dans la reconstruction du complexe pétrochimique du port de Bandar-Khoumeini, détruit au début de la guerre du Golfe. Cette menace intervient alors qu'une délégation

pétrolière iranienne se trouve à Tokyo pour négocier les contrats de livraison de brut iranien au Japon et la reprise des travaux de construction du complexe de Bandar-Khoumeini. D'autre part, dans une interview publiée jeudi par l'hebdomadaire *Al Watan al Arabi*, paraissant à Paris, le président irakien Saddam Hussein a accusé certains dirigeants arabes du Golfe, qu'il n'a pas nommés, de « tenter de sous-doyrer » le gouvernement iranien, au lieu de soutenir pleinement l'Irak. (A.F.P.)

Un entretien avec M. Tarek Aziz

(Suite de la première page.)

Cela étant, les négociateurs français ne pouvaient que souhaiter aboutir en raison de l'importance de la coopération bilatérale. En effet, les contrats civils et militaires, garantis actuellement par la Cotace (organisme d'assurance pour les exportateurs), représentent pour l'Irak environ 35 milliards de francs et le « risque réel », qui devrait être indemnisé en cas de non-paiement est évalué officiellement à 7 à 8 milliards. Enfin, sur le plan politique, la France ne souhaite pas que Bagdad soit vaincu, une victoire de Téhéran risquant de modifier considérablement l'équilibre des forces dans le Golfe et dans l'ensemble du Proche-Orient. Paris perdrait en outre sa « mise » en Irak, perte qui s'ajouterait aux déboires subis en Iran après l'avènement de la Révolution islamique.

M. Tarek Aziz, qui a l'art de simplifier les dossiers les plus complexes, explique : « Je ne nie pas les problèmes, mais je tiens à ce que les choses soient claires. Je ne suis pas venu emprunter. Jusqu'ici nous avons toujours payé rubis sur l'ongle. Enfin, notre développement militaire est à l'image de notre développement civil. Il se fait en profondeur et nos contrats avec la France sont des contrats à long terme qui dépassent le cadre de la guerre actuelle.

Concrètement que proposez-vous ?

« Nous disons que si nous avions eu de nouveaux clients nous aurions obtenu de meilleures conditions que celles que nous avions acceptées avant d'être en difficulté. En outre, depuis le dernier trimestre 1982, la France ne nous a pas acheté un baril de pétrole alors qu'autrefois elle enlevait chez nous 25 millions de tonnes. Nous lui proposons 2,5 à 3,5 millions de tonnes sur le brut que nous produisons.

Nous pourrions ainsi honorer en 1983 environ 90 % de nos échéances et régler le solde en 1984. Sinon, il faudrait trouver d'autres aménagements. Nous pourrions payer par exemple 40 % en 1983. A l'intention des sociétés françaises M. Tarek Aziz évoque la situation de l'homme qui, faisant construire une maison, a des difficultés lorsqu'elle en est à la moitié. « Ou bien, dit-il, il trouve un compromis avec l'entrepreneur et il achève les travaux. Ou bien il règle ce qu'il doit, arrête la construction et l'achève quand il en a les moyens. »

M. Tarek Aziz explique que les Irakiens, qui étaient de bons payeurs, ont été les premiers surpris quand ils se sont trouvés confrontés à des difficultés, à la fin de 1982. « Depuis, nous avons trouvé des arrangements avec les sociétés allemandes, japonaises, britanniques et autres, qui ont préféré consentir des facilités de paiement pour ne pas perdre le matériel engagé et ne pas mettre du personnel au chômage. De toute façon, quand la situation redeviendra florissante, nous favoriserons ceux qui ont coopéré avec nous dans les moments difficiles.

La France n'est-elle pas en droit de s'inquiéter de l'avenir, alors que l'Irak vous livre une guerre d'usure dans l'espoir de ruiner votre économie et de faire tomber le régime ?

L'Irak fait un mauvais parti. Les khéménistes ont commencé par nous livrer une guerre idéologique. Ils ont échoué. Puis ils ont affirmé qu'ils nous battraient sur le plan militaire. Ils ont encore échoué : nous avons ramené nos troupes sur les frontières internationales en juin 1982. Depuis le 13 juillet, ils ont lancé quatorze offensives, en vain. Aujourd'hui, ils nous livrent une bataille économique, ils échouent. L'Irak a d'énormes ressources éco-

nomiques. En revanche, personne n'a confiance dans l'économie irakienne.

En janvier, vous disiez que l'aide des pays du Golfe était de l'ordre de 20 milliards de dollars et non de 50 milliards. A-t-elle augmenté depuis ?

« Non. Ou fort peu. Elle se situe surtout sur le plan du pétrole (vendu au nom de l'Irak). Elle demeure bien faible par rapport aux enjeux stratégiques. Les pays riverains savent que nous défendons la sécurité dans le Golfe et que sans nous ils seraient éboulevés par les fanatiques irakiens.

Vous avez rencontré à Paris le secrétaire d'Etat américain... Qui, mais seulement en tant que collègue (M. Tarek Aziz a été nommé ministre des affaires étrangères en janvier dernier). Nous souhaitons faire connaissance.

La marée noire

Avez-vous parlé du rétablissement des relations diplomatiques entre Bagdad et Washington ?

« Non. Mais nous avons estimé utile d'établir une meilleure compréhension entre nos deux pays. Je lui ai surtout exposé le point de vue de l'Irak sur la guerre du Golfe. Tout le monde estime aujourd'hui que la poursuite de ce conflit est absurde et a pour cause l'émiettement de l'Irak. Il est temps que les membres du Conseil de sécurité adoptent des résolutions qui ne soient pas de simples vœux mais aient un caractère contraignant pour ramener la paix. Il faudrait que les textes prévoient des sanctions en cas de non-compliance. M. Shultz a accueilli ma suggestion de façon positive et je pense que les Etats-Unis prendront une initiative.

Le Comité international de la Croix-Rouge a publié un rap-

port critiquant sévèrement l'Irak, mais aussi, dans une moindre mesure votre pays, accusé d'avoir déplacé des populations civiles du Khuzistan.

« Je ne veux pas critiquer le C.I.C.R., qui a fait un travail admirable et que nous avons aidé financièrement à s'acquiescer de sa mission. Nous préparons un mémorandum pour lui répondre. Je pense qu'il y a eu un malentendu et une mauvaise communication avec les autorités locales. Il y a deux cas. D'une part, compte tenu de la guerre civile qui sévit au Kurdistan irakien, des milliers de Kurdes se sont réfugiés chez nous. D'autre part, les Arabes de l'Arabistan (Khuzistan), qui avaient coopéré avec les troupes irakiennes, en ont fait autant par crainte des représailles irakiennes. Pourquoi les aurions-nous obligés à venir chez nous ? Pour les nourrir et ajouter un fardeau économique à nos problèmes ?

On reproche à l'Irak d'avoir adopté une position intransigeante qui ne facilite pas la lutte contre la marée noire dans le Golfe. Les riverains sont inquiets.

La marée noire n'a fait de dégâts que sur les rives irakiennes, elle n'a pas atteint les rives arabes. On dit que le pétrole menaçait la guerre, elle, que les hommes. Les Irakiens ont détruit nos installations pétrolières dans le Sud et nous empêchent d'exporter notre pétrole. Devons-nous les laisser réparer leurs puits, alors qu'ils ne nous épargnent pas ? Il est temps de s'intéresser à la guerre et d'y mettre un terme. Si nos frères arabes veulent à avoir des problèmes de ravitaillement en eau, nous sommes prêts à les aider. »

Propos recueillis par PAUL BALTA.

Jérusalem estime que l'accord israélo-libanais équivaut presque à un traité de paix

De notre correspondant

Jérusalem. — L'accord entre Jérusalem et Beyrouth pourrait être signé la semaine prochaine. C'est du moins ce que l'on indique de source israélienne. Les trois délégations — israélienne, libanaise et américaine — qui ont mené les pourparlers depuis le mois de décembre devaient se réunir ce vendredi 13 mai à Natsanya (au nord de Tel-Aviv) pour mettre la dernière main au texte élaboré durant la récente mission du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Selon des milieux proches du cabinet israélien, plus rien ou presque ne s'opposerait à la signature du document car, après une nouvelle navette entre Jérusalem et Beyrouth, la médiation américaine, M. Philip Habib, a rapporté en Israël le 12 mai des réponses satisfaisantes à la plupart des demandes d'« éclaircissement » faites par le gouvernement israélien une semaine plus tôt. Seul un élément concernant le statut du commandant Saad Haddad ferait encore problème du point de vue israélien, mais le gouvernement libanais aurait fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de rouvrir la discussion.

La cérémonie de signature devrait être assez discrète. Ce sont les chefs des délégations israélienne et libanaise aux pourparlers, M.M. David Kincho et Antoine Fattal, qui apposeront leur paraphe et non les ministres des affaires étrangères, comme l'avaient suggéré un moment les dirigeants israéliens. Ceux-ci, pour ne pas mettre davantage le gouvernement de Beyrouth dans l'embarras alors que les pressions syriennes se font de plus en plus sentir, ont renoncé à donner plus de relief à cette cérémonie.

A Jérusalem, on tient à souligner que l'on peut se permettre cette « nouvelle » concession, car l'accord, finalement, comporte des clauses qui ressemblent assez au contenu d'un traité de paix que le gouvernement de M. Begin avait d'abord exigé. Cette présentation ne correspond évidemment pas à celle des dirigeants libanais, qui veulent, au regard du monde arabe et des Syriens en particulier, réduire l'importance de cette convention qu'ils n'apprécient à passer avec Israël en déclarant qu'il ne s'agit que d'un simple prolongement de l'accord d'armistice conclu après la guerre d'indépendance d'Israël. Mais il est vrai que certains passages du docu-

ment mis au point par M. Shultz paraissent donner plutôt raison à l'interprétation israélienne.

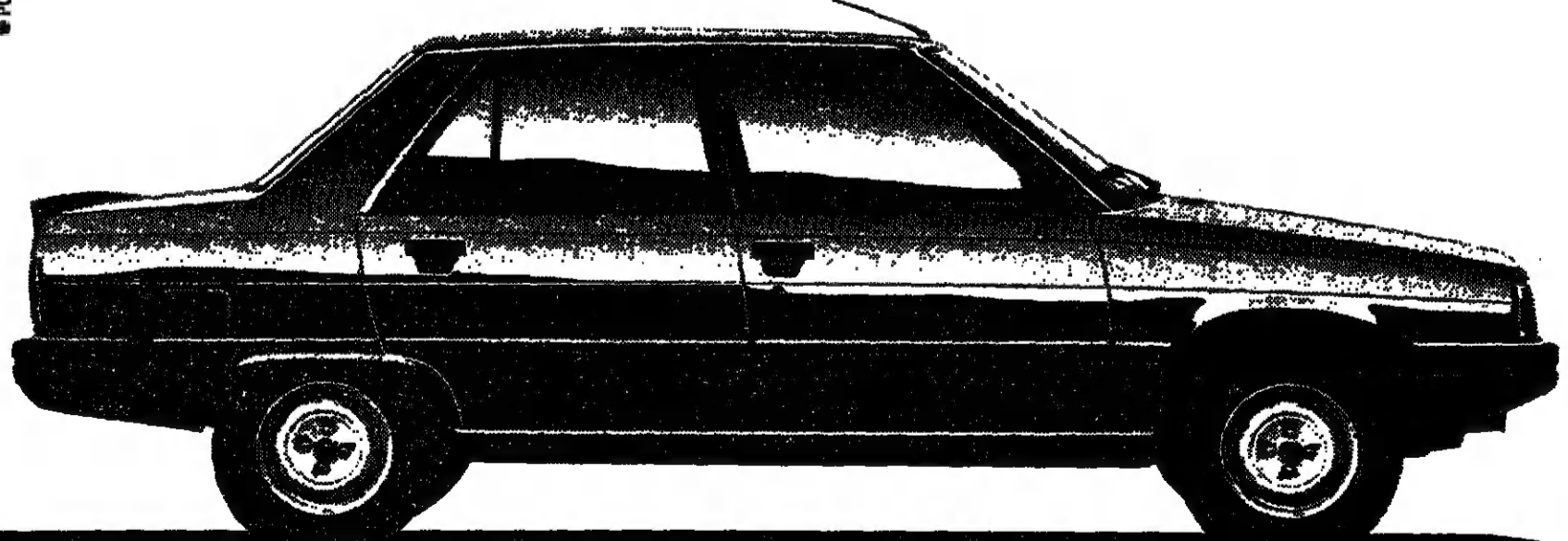
En effet, dès l'article premier, le texte précise que l'état de guerre « n'existe plus » entre les deux pays et que ceux-ci s'engagent à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de chacun. Pour les libanais cela équivaut pratiquement à une « reconnaissance d'Israël ». Le Liban devenant ainsi, après l'Egypte, le deuxième Etat arabe à se livrer officiellement à un tel constat. Mais pour les Israéliens il y a plus précieux encore, un point que les dirigeants libanais auront sans doute des difficultés à minimiser : chacun des deux pays s'engage à ne pas servir de base pour des actions ou une propagande hostiles à l'autre, c'est-à-dire que le gouvernement libanais ne peut plus en principe accepter la présence de l'O.L.P. sur son territoire comme il l'avait fait dans les « accords de Caire » conclus en 1969 avec l'organisation palestinienne. Aux yeux des Israéliens, ces accords se trouvent de cette façon annulés. Mais surtout, cette clause très détaillée stipule qu'en cas où des actes hostiles seraient quand même menés par une quelconque organisation militaire ou terroriste, le pays victime serait en droit de réagir ou de prendre les mesures qui lui sembleraient nécessaires à sa sécurité. Et le texte ajoute que ces mesures pourraient être éventuellement « préventives ». C'est, en réalité, reconnaître à Israël le droit d'intervenir de nouveau militairement au Liban si les différentes « garanties de sécurité » prévues dans l'accord, s'avèrent inefficaces du point de vue israélien. Même si Israël, depuis des mois, a fait un certain nombre de concessions, il obtient là gain de cause.

Les Israéliens attendent que, à l'approche de la signature de l'accord, les Syriens fassent encore monter davantage la tension en Liban. Ils n'en veulent pour preuve que le nouvel incident qui s'est produit, le 11 mai, dans la Bekaa, sur le front qui sépare les armées syrienne et israélienne et au cours duquel un soldat israélien a été tué. C'était la première fois depuis cinq mois qu'un incident mortel se produisait dans cette région.

FRANCIS CORNU.

REDACTED

REDACTED



Avec la Renault 9 Diesel, Renault a su allier toutes les qualités d'une berline de haut de gamme (esthétique, tenue de route, confort, espace, équipement) à l'économie du Diesel. Un diesel moderne c'est-à-dire performant (140 km/h), très silencieux et économique (4,4 l à 90 km/h - 5,8 l en moyenne). Enfin son régime moyen confère à ce moteur une longévité exceptionnelle. Aujourd'hui, alors que l'essence augmente, il est plus que jamais important que la route coûte moins cher. Renault 9 GTD : 55 300 F. Prix clés en main au 10.02.83. Millésime 83. **RENAULT présente elf**

QUAND L'ESSENCE AUGMENTE, LA ROUTE COUTE MOINS CHER EN RENAULT 9 DIESEL.

Consommations de gazole aux 100 km à vitesse stabilisée : 4,4 l à 90 km/h - 6,3 l à 120 km/h - 6,9 l en cycle urbain.

REDACTED

VOIR TOUS LES HALOGENES

READY MADE

L'ARG

EUROPE

Pologne

APRÈS L'ATTAQUE DE L'HEBDOMADAIRE SOVIÉTIQUE « TEMPS NOUVEAUX »

L'équipe du général Jaruzelski réaffirme sa stratégie de consolidation du régime

Varsovie. — La mise en accusation par le magazine soviétique *Temps nouveaux* de Polityka et, à travers cet article, des lanceurs de la normalisation polonaise se sera décidément soldée par un échec, peut-être provisoire, mais spectaculaire. L'attaque lancée le 6 mai par le magazine soviétique visait à amener le numéro un polonais à se séparer d'hommes (M. Rakowski surtout) considérés dans les appareils du bloc communiste comme trop intellectuels pour être parfaitement fiables. Elle tendait aussi à faire brusquer l'entreprise de remise au pas de la Pologne. Elle aura finalement été l'occasion pour l'équipe du général Jaruzelski non seulement d'affirmer sa solidarité, mais de réaffirmer une stratégie de consolidation du régime dont le temps et la prudence sont des éléments essentiels.

Non content de rejeter les accusations directes de *Temps nouveaux* (1), Polityka présente, en effet, dans son dernier numéro une véritable défense et illustration de la politique des autorités faite par ceux-là mêmes qui la conduisent. Le général Jaruzelski en personne — et certainement pas sans son accord — est mis à contribution par la publication de longs extraits de ses discours consacrés à sa conception de « l'entente » nationale. Juste au-dessus, un article rend éloquemment compte du premier congrès du Mouvement patriotique de renouveau national (PRON), le mouvement créé par le pouvoir pour organiser le dialogue avec tous ceux qui accep-

De notre correspondant

Le « plateau patriotique et constitutionnel ».

En première page, débute une longue interview de M. Rakowski, principal cible de *Temps nouveaux*. Le vice-premier ministre explique que, si la « politique d'ouverture » du gouvernement tendue dans les milieux culturels s'est heurtée à une « hostilité plus forte que prévue », elle n'en reste pas moins actuelle. « Il faut s'en tenir à la ligne choisis, celle de l'entente et de la lutte [sic] pour vivre pacifiquement et sans répit des ententes avec les créateurs qui se tiennent encore aujourd'hui de côté », conclut M. Rakowski, après avoir rejeté sur les intellectuels et les artistes la responsabilité des « mesures administratives » prises contre eux.

Le porte-parole du gouvernement signe un article

En page 6, c'est l'armée qui a la parole par la voix d'un homme très proche du général Jaruzelski, le colonel Kwiatkowski, directeur du centre d'analyse d'opinion publique, l'organisme de sondages du gouvernement. Sur six colonnes, le colonel se félicite du rôle pris par l'armée dans l'appareil d'Etat (ce qui n'est pas très aimable pour le parti), en soulignant que les militaires sont « des cadres sûrs, car préparés au plus difficile, la défense de la nation et de l'Etat ». Il cite un passage en exemple d'efficacité des généraux Mroz, qui supervise l'action des commissaires militaires, Janiszewski, secrétaire général du gouvernement, et Dzielan, qui est, lui, chef du département des cadres au comité central du parti, c'est-à-dire chargé du contrôle de l'appareil du POU.

Les chroniques de deux des journalistes les plus vivement pris à partie par *Temps nouveaux* sont bien en place, et le porte-parole du gouvernement, M. Urban, signe de son nom une dense analyse de la situation, d'où il ressort que la « stabilisation progressive », lui-même ancien journaliste de Polityka, comme M. Rakowski qui en a été longtemps rédacteur en chef, M. Urban signait depuis de longs mois ses articles d'un pseudonyme pour qu'il n'y ait pas de confusion entre ses opinions propres et celles du gouvernement. Il n'y a donc pas d'ambiguïté. Ce sont bien les dirigeants qui s'expriment par sa plume, et leur point de vue est exactement à l'opposé de celui de *Temps nouveaux*.

Alors que l'hebdomadaire soviétique se scandalisait des manifestations du 1^{er} mai, M. Urban y voit, lui, l'annonce de « la victoire de la ligne liée au nom du général Jaruzelski », dans la mesure où ses adversaires sentant la situation leur échapper « sont pris d'inquiétude et font des mouvements brusques ». Il estime que le sentiment de la population, selon lequel la période d'après le coup d'Etat serait « provisoire », est en train de se dissiper pour faire place à une vision de la politique du pouvoir comme « facteur déterminant de l'avenir de la Pologne ». La preuve de cette évolution serait que les « conseillers » de M. Walesa tentent de le « maigrier en homme prêt à l'entente » dans le cadre de l'Eglise — et qui s'agit-là « d'une performance inégalable, d'une gravité exceptionnelle et qui n'a rien à voir avec l'éthique et l'esprit socialistes ».

Sous le titre « Avec des ciseaux contre la vérité », la revue roumaine reproche à la *Literatura Gazeta* d'avoir déformé des passages du livre pour les mettre hors de leur contexte en leur donnant « des significations nouvelles inexistantes ». Il s'agit-là « d'une performance inégalable, d'une gravité exceptionnelle et qui n'a rien à voir avec l'éthique et l'esprit socialistes ».

Cet optimisme pourtant ne doit pas faire oublier quelques problèmes. L'attitude d'abord des « cercles politiques » agissant « dans le cadre de l'Eglise » et qui « estiment que la motivation fondamentale de la coopération avec le pouvoir était de conduire à la visite du pape », car ils ont « l'idée mythique que ce pèlerinage déterminera le sort du pays ». Ces cercles, déplore M. Urban, poussent donc actuellement (que la visite est annoncée) à baisser le ton vis-à-vis de l'Etat en contradiction avec les « démarches jusqu'à présent pleinement modérées et équilibrées du cardinal-primat ».

Second problème, mais « d'ordre secondaire » : le refus des milieux culturels d'accepter « la main qui

leur est tendue » et l'écho donc d'une politique « conciliante » et « tolérante ». Troisième problème enfin : l'attitude des « groupes du mouvement révolutionnaire » (il s'agit là des défenseurs de l'orthodoxie), qui, rangés dans les « forces hostiles », par M. Urban,issent qu'il est temps de « modérer la ligne de l'entente et accentuer la ligne de la lutte [sans] se sentir gênés par l'absence des troupes qu'ils pourraient emmener dans le combat ». On ne saurait mieux rabrouer tous ceux qui, dans le parti, ont pu se sentir expropriés par *Temps nouveaux*.

La conclusion tient dans un espoir formulé sous forme de certitude : « La ligne fondamentale du développement de la Pologne populaire après le 13 décembre a le soutien de tous nos alliés, qui apprennent à regarder les difficultés et les curiosités polonaises d'un œil patient et compréhensif, mais déjà sans inquiétude profonde ». Autrement dit : pas de fuite intensive camouflée, laissez-nous faire, puisque d'ici à l'automne — M. Urban en a l'espoir — tout ira bien.

BERNARD GUETTA.

(1) Cet article (*Le Monde* du 13 mai) avait circulé sur Internet avant la parution du journal et l'on avait pu croire dans un premier temps qu'il constituerait la seule réaction.

(2) Allusion à la lettre adressée le 6 mai à la Diète par M. Walesa et des dirigeants des autres syndicats dissous en octobre dernier. M. Molon, secrétaire général de la fédération du bâtiment des anciens syndiqués dits « de branche », qui étaient proches du pouvoir avant le coup d'Etat, fait en raison de cette initiative l'objet d'une procédure disciplinaire au sein du parti, dont il est membre.

Union soviétique

LE CARICATURISTE SYSSOEV EST CONDAMNÉ A DEUX ANS DE PRISON

Moscou (U.P.I.). — Le caricaturiste Viatcheslav Syssouev a été condamné à deux ans de prison, a annoncé l'agence Tass le jeudi 12 mai. Selon l'agence soviétique, il a été condamné « en raison de ses attaques contre le régime soviétique et de ses attaques contre le régime soviétique ». Syssouev, qui était proche du pouvoir avant le coup d'Etat, fait en raison de cette initiative l'objet d'une procédure disciplinaire au sein du parti, dont il est membre.

[Appartenance à l'école des peintres non conformistes, Syssouev est en butte aux persécutions des autorités depuis plusieurs années. Ses caricatures ridiculisant la réalité soviétique sont bien connues. Ainsi, dans l'album *La vie est devenue meilleure* (Moscov), ses petits personnages à la tête en forme de boîte à chaussures en défilent en stégas stalinien, certains aspects des Jeux olympiques de Moscou, etc. Dès octobre 1979, se sentant « comme un loup traqué », accusé de pornographie après une série de ses œuvres, Syssouev passe dans la clandestinité et s'installe à Moscou jusqu'à son arrestation le 8 février dernier (*Le Monde* du 15 février). Dans un appel que nous avons publié le 4 mars, il rappelait qu'il était « un artiste honnête » qui se bornait à faire tout ce qu'il pouvait « pour l'art libre russe ». Un fonctionnaire du K.G.B. avait annoncé en avril à sa femme que Syssouev et ses œuvres seraient soumis à une expertise pour déterminer s'il s'agissait de pornographie ou d'antisovietisme.]

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

46, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 315.44.00
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier
Parking gratuit.
Catalogue gratuit sur demande

Grande-Bretagne

Mme Thatcher met en garde ses partisans contre l'excès de confiance

L'alliance des sociaux-démocrates et des libéraux a présenté son programme

De notre correspondant

Londres. — La Chambre des communes devait être dissoute ce vendredi 13 mai, et les partis fourbissent leurs dernières armes avant le lancement officiel de la campagne électorale. M^{me} Thatcher prononce son premier grand discours au congrès du parti conservateur d'Ecosse, où l'ancien traditionnel des travaillistes est en train de fondre. En prenant congé, jeudi, du groupe parlementaire conservateur, le premier ministre a cependant mis en garde ses collègues contre les dangers de l'euphorie et de l'excès de confiance, même si les sondages prédisent aux Tories une victoire confortable.

La bataille ne fait que commencer. C'est une consolation pour l'alliance entre les libéraux et les sociaux-démocrates qui part bonne dernière, avec moins de 20 % des intentions de vote, un chiffre inférieur à ses résultats — modestes — aux récentes élections locales. L'alliance a déjà perdu contre les deux grands partis dans l'attribution du temps d'antenne à la radio et à la télévision. Elle réclamait une égalité de traitement : elle n'a obtenu que les quatre cinquièmes du temps alloué aux travaillistes et aux conservateurs.

Les libéraux et les sociaux-démocrates se doivent pourtant de capter l'attention des médias par des initiatives originales s'ils veulent retrouver la popularité obtenue au début de leur association, il y a près de deux ans. Ils ont déjà pris de vitesse leurs concurrents travaillistes et conservateurs par la publication du programme électoral présenté jeudi à la presse.

Intitulé « Travailler ensemble pour la Grande-Bretagne », le document vise à proposer une solution de compromis réaliste au « dogmatisme » des deux grands partis. Il propose l'institution de la représentation proportionnelle afin de « restaurer la confiance dans le processus démocratique » et une décentralisation du pouvoir, avec la création d'un Parlement en Ecosse et d'assemblées régionales au Pays de Galles et en Angleterre, si les intéressés en font la demande.

Dans le domaine économique, l'alliance tente de concilier une politique réaliste de relance et la lutte contre l'inflation. Elle se propose d'injecter 3 milliards de livres (33 milliards de francs) supplémentaires dans l'économie, par une augmentation des dépenses publiques et des réductions d'impôts, soit une augmentation d'environ un tiers du déficit public. Cette relance devrait permettre de créer un million d'emplois en deux ans.

Pour une « taxe anti-inflation »

L'alliance voit dans la politique des revenus le meilleur antidote contre l'inflation. Les entreprises qui ne respecteraient pas les directives d'augmentation annuelle de salaires, mises au point après consultations entre le gouvernement, le patronat, les syndicats et les associations de consommateurs, seraient soumises à une « taxe anti-inflation ». Les sociaux-démocrates et libéraux proposent une réforme fiscale qui simplifie et unifie le système d'impôts sur le revenu et l'ensemble des transferts sociaux. Ils se prononcent en outre pour la dénationalisation des entreprises par création de comités d'entreprise dans les sociétés occupant plus de mille salariés et l'organisation de votes à bulletin secret avant les grèves.

Partisans convaincus de la participation britannique au Marché commun, l'alliance a adopté, sur les problèmes de défense, une position de compromis entre ses diverses

■ M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, achève, ce vendredi 13 mai, une visite à Madrid au cours de laquelle, jeudi, il a été reçu par le roi Juan Carlos. Il a été reçu par le premier ministre, M. Felipe Gonzalez, et il a en un tête-à-tête de trois heures avec son collègue espagnol, M. Moran. Les entretiens ont principalement préparé la seconde rencontre ministérielle franco-espagnole (après celle de La Celle-Saint-Cloud en janvier), qui se tiendra l'été prochain au château de la Granja, dans la province de Ségovie. — (A.F.P.)

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

composantes, les libéraux étant plus proches des thèses unilatérales du mouvement pacifiste que les sociaux-démocrates. Aussi le programme électoral annonce-t-il l'annulation de la modernisation de la force de frappe britannique avec des fusées Trident, l'exclusion des fusées Polaris existant actuellement dans les négociations entre Soviétiques et Américains, l'ajournement de toute décision sur le déploiement des missiles de croisière en attendant l'issue des négociations de Genève et la création d'une zone démilitarisée dans le centre de l'Europe.

Les dirigeants de l'alliance estiment que ce programme peut être comparé avec la grande œuvre réformatrice du gouvernement libéral à

la veille de la guerre de 1914-1918. Mais la plupart des observateurs, même ceux qui sont généralement bien disposés à l'égard de l'alliance, ne partagent pas cet enthousiasme. Ils soulignent, au contraire, le ton « tiède » du document qui constitue une base de négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition plus qu'un véritable programme de gouvernement.

Sauf retournement total de situation, l'alliance ne peut plus guère espérer former le prochain cabinet. Tout au plus peut-elle prétendre devenir un partenaire indispensable dans un Parlement où aucun parti ne détient la majorité absolue. Dans ce cas, ses préférences iraient, de toute évidence, à une collaboration avec les conservateurs modérés.

DANIEL VERNET.

Allemagne fédérale

A L'OCCASION DU CONGRÈS PACIFISTE

Cinq députés « verts » ont tenté une manifestation à Berlin-Est

De notre envoyée spéciale

Berlin-Ouest. — On commençait à bâiller dans les salles du Centre des congrès de Berlin-Ouest, où trois mille délégués des mouvements pour la paix d'Europe et d'Amérique discutaient depuis quatre jours du désarmement quand les « verts » ouest-allemands, fidèles à leur réputation, sont venus troubler jeudi la belle ordonnance de cette conférence.

Dans la salle où s'ouvre la séance plénière, on a laissé volontairement inoccupées quelques chaises pour rappeler que les représentants des mouvements pacifistes ou dissidents des pays de l'Est n'ont pas obtenu d'autorisation de sortie pour venir à Berlin. Une autre chaise est vide à la tribune, celle de Petra Kelly. Emoi dans l'assemblée quand on annonce que la militante du parti vert vient d'être arrêtée à Berlin-Est, ainsi que quatre autres députés écologistes qui étaient allés manifester pacifiquement avec elle sur l'Alexanderplatz. Les nouvelles, assez rapidement, se font plus rassurantes : on apprend bientôt qu'on a relâché les enfants terribles, qu'ils arrivent.

Ils arrivent en effet, suivis de peu par les caméras de télévision, qui s'étaient assez peu montrées jusqu'à cette conférence. Les salles de discussion sont désertées, les équipements de traduction simultanée délaissés, et tout le monde se retrouve dans le hall pour écouter le récit à bâtons rompus de l'héroïque épopée en secteur oriental.

Ils sont allés déplier deux banderoles sur l'Alexanderplatz, dont l'une disait : « Désarmement à l'Ouest et à l'Est tout de suite ! » et dont l'autre reprenait le slogan, banni par les autorités, des pacifistes dissidents est-allemands : « Transformez les épées en socs de charrues ! ».

Après avoir distribué des fleurs aux badauds, les cinq manifestants sont sommés de circuler, refusent, et sont conduits dans un commissariat. Là, on leur présente des excuses lorsqu'on les reconnaît et on les renvoie de l'autre côté du mur non sans que Petra Kelly ait expliqué aux policiers que la R.D.A., si elle prétend

vouloir la paix, devrait mener vis-à-vis de Moscou la même action que les mouvements pacifistes occidentaux à l'égard de l'O.T.A.N.

L'un des députés « verts » explique très sérieusement qu'il pense « avoir contribué par cette action à élargir les possibilités d'action du mouvement pacifiste est-allemand et avoir démontré que des manifestations sont possibles même dans un pays où règne le socialisme réel ».

Dans le hall du Palais des congrès, on s'empoigne. Une militante anglaise a beau trouver des accents désespérés pour annoncer que le camp pour la paix de Greenham Common vient d'être évacué par la police, on ne l'entend pas. Certains des organisateurs laissent libre cours à leur fureur contre les « verts » : « Vous nous avez roulés pour vous faire votre propre publicité. Voilà un an que nous travaillons avec vous pour essayer que les pays de l'Est soient représentés à cette conférence et vous ne nous avez même pas informés de votre action ».

Les représentants du parti social-démocrate ouest-allemand sont les plus déçus : « Vous prenez prétexte de ce qui se passe en R.D.A. pour faire un carnaval. Ce n'est vraiment pas le bon moyen de dialoguer avec l'Est ». Même les « alternatifs » berlinois se désolent : « Puisque de telles actions ne peuvent avoir pour effet que d'attirer des représailles sur les pacifistes dissidents est-allemands ».

Ken Coates, représentant de la Fondation Russell, à l'origine de cette conférence internationale, sait calmer les esprits : il rend hommage à l'esprit d'initiative des « verts » qui devraient animer l'ensemble du mouvement, puis il condamne leur ignorance : « Vous n'avez pas consulté ceux à qui votre geste était destiné et qui vous en auraient dissuadés. Vous venez de faire une erreur, mais cette erreur nous montre à quel point il est impossible de discuter, à quel point cette conférence est nécessaire ».

CLAIRE TRÉAN.

VOIR TOUS LES HALOGENES

Des lampadaires qui éclairent toute une pièce. Confiez votre choix au spécialiste de l'éclairage **READY MADE**.

38 et 40, rue Jacob
75006 PARIS.
Tél. 260.84.25 et 28.01.

L'ARGENT

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt-à-porter grandes tailles.

46, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 315.44.00
Ouvert du lundi au samedi de 9 h 30 à 19 h
Métro Parmentier
Parking gratuit.
Catalogue gratuit sur demande

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

JOYAUX D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

ARAX

JOAILLIER-FABRICANT - ACHAT-VENTE
10 rue la Boétie 75008 Paris Tél. 265.25.60

Je souhaite recevoir gratuitement le catalogue en couleur des bijoux ARAX

M
Adresse

AFRIQUE

Mozambique

La diplomatie de Maputo évolue vers un véritable non-alignement

De notre envoyé spécial

Maputo. - Les Etats-Unis portent cette année leur représentant diplomatique à Maputo au rang d'ambassadeur, tandis que le Mozambique envisage d'ouvrir assez vite une chancellerie à Washington. Cette double démarche témoigne d'un réchauffement des relations entre les deux capitales d'autant plus significatif qu'il y a un peu plus de deux ans - en mars 1981 - le Mozambique expulsait quatre diplomates américains dénoncés comme « agents de la C.I.A. ». Washington avait riposté aussitôt en suspendant pour six mois son aide alimentaire.

Il y eut brouille mais pas rupture. En octobre dernier, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, rencontra longuement à New-York son homologue mozambicain, M. Joaquim Chissano. On discuta quelques malentendus, et ce fut le « dédicé ». Une première délégation du département d'Etat vint à Maputo en décembre, une seconde en janvier avec, à sa tête, l'« Africain » du président Reagan, M. Chester Crocker. Dans la foulée, le président Samora Machel reçut une mission du Congrès américain venue explorer les possibilités d'aide économique à son pays. En février, le gouverneur de la Banque centrale de Maputo, M. Prakash Ratilal, se rendait aux Etats-Unis. Depuis, de discrets contacts ont été maintenus, notamment à Paris.

Chacun a mis du sien pour hâter cette réconciliation. Ainsi le ministre mozambicain de l'information soulignait, en décembre, que le recours de son pays à l'aide militaire soviétique n'avait pas résulté d'un « choix dilatoire », mais seulement du refus opposé par l'Occident en 1977 aux requêtes du Frelimo. Au même moment, on remarquait l'absence de toute attaque explicite contre les Etats-Unis dans un communiqué concernant la visite à Maputo du vice-président cubain.

Côté américain, le « signal » prit la forme d'un article du département d'Etat publié en janvier dans une petite revue spécialisée, *Africa Report*. On pouvait y lire, à propos de la rébellion armée au Mozambique : « La Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) n'est qu'une organisation militaire dépourvue de tout programme politique hormis sa volonté de renverser

le gouvernement en place. Elle reçoit l'essentiel de son soutien de l'Afrique du Sud ». Washington épousait ainsi la position mozambicaine selon laquelle les rebelles de la R.N.M. ne pourraient survivre longtemps sans l'appui logistique de Pretoria. L'ambassade américaine à Maputo, mettant les points sur les « i », confirmait que cet article reflétait bien la « conviction » des Etats-Unis.

Maputo attendait des pays occidentaux qu'ils « expriment sans équivoque leur soutien au Mozambique face à l'agression sud-africaine ». Fin janvier, M. Machel reçut pendant trois heures les ambassadeurs des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Ceux-ci firent savoir qu'ils soutiendraient Maputo « par la consultation et le dialogue ». Washington fit un nouveau geste en condamnant le raid sud-africain au Lesotho. Aujourd'hui les rapports entre les Etats-Unis et le Mozambique n'ont jamais été aussi détendus.

La R.N.M. ne s'y est pas trompée, qui, dans un récent commentaire radiodiffusé, dénonçait « la naïveté et le manque de conscience de ceux qui veulent influencer l'opinion et l'administration américaines », évoquant « ceux qui croient en l'Occident et sont trahis par lui », avant de conclure non sans amertume : « Washington, contrairement à Moscou, ne sait pas ce qu'il veut ».

Maputo attend évidemment de l'administration Reagan qu'elle exerce de vives pressions sur Pretoria et l'incite à cesser tout soutien à la R.N.M. Les Américains, eux, affirment souhaiter le retour à la « stabilité » en Afrique australe et user de leur influence en ce sens. Mais ils admettent ne pas pouvoir dicter sa politique régionale à l'Afrique du Sud.

Premier client du Mozambique, les Etats-Unis souhaitent y diversifier leurs intérêts. Des affaires viennent périodiquement étudier les perspectives d'investissement (pêche, énergie). Des appels d'offres ont été lancés concernant dix-sept permis d'exploration pétrolière offshore pour lesquels les com-

pagnies américaines sont bien placées. Washington a accordé cette année plus de 40 000 tonnes de céréales, dont la moitié en réponse à une demande pressante provoquée par la sécheresse persistante. L'aide financière bilatérale, interdite par le Congrès en 1980, pourrait reprendre assez rapidement. Washington encourage Maputo à rejoindre le F.M.I. et la Banque mondiale.

L'assistance technique primordiale de l'Occident

L'Occident assure les deux tiers des échanges du Mozambique. Son assistance technique est primordiale. Plus de cinq cents coopérants et experts italiens, par exemple, travaillent dans le pays. M. Machel doit se rendre cette semaine à Londres où l'attendait sa « grande amie » Margaret Thatcher (1). Quant aux Scandinaves, amis traditionnels du Frelimo, ils se montrent maintenant de plus en plus exigeants sur la viabilité des projets qu'ils financent.

C'est envers la convention de Lomé que le Mozambique a accompli son geste le plus spectaculaire. Lors d'un accord d'aide alimentaire conclu avec Bonn en juin dernier, Maputo a, en effet, pour la première fois reconnu « la clause de Berlin » (2). Cet obstacle juridique désormais surmonté, le Mozambique comme l'Angola participent aux négociations en vue du renouvellement de l'accord d'association C.E.E.-A.C.P. Nul ne doute qu'ils adhéreront ensuite à la convention. Le gouvernement de M. Machel semble avoir oublié les réticences nourries naguère envers l'association. Son « oui à Lomé » donnera tout son sens à l'aide communautaire destinée aux projets de développement régionaux. En attendant, Bruxelles a fait un premier geste en accordant 33 millions de francs à Maputo.

En contrepoint, l'entrée du Mozambique au Comecon n'a jamais paru aussi lointaine. Le Frelimo pousse depuis des années sur le seul de cet organisme. De temps à autre, on évoque, à Maputo, la perspective d'une « intégration progressive dans la sphère économique socialiste ».

Mais Moscou reste hostile à un fléchissement de la famille qui obligerait le Comecon à remplir une mission d'aide au tiers-monde.

D'un alignement sans servilité, la diplomatie mozambicaine semble évoluer par petites touches vers un véritable non-alignement. Si-il actif. Au moment où il sollicite de plus en plus l'aide financière et technique du monde capitaliste, le Mozambique donne à l'U.R.S.S. un minimum de gages idéologiques. Sur la Pologne, le Vietnam où l'Afghanistan, Maputo éprouve les thèses du Kremlin. Il ne lui en coûte guère. M. Machel, qui s'est rendu trois fois à Moscou depuis 1980, fut le premier chef d'Etat africain à rencontrer M. Andropov après son arrivée au pouvoir. Mais l'on ne qualifie plus à Maputo d'« allié naturel » les pays communistes européens, et le Mozambique se rapproche de la Chine, qui était représentée au quatrième congrès du Frelimo alors qu'elle avait boudé le problème en 1977. On parle même d'un possible accord d'aide militaire avec Pékin.

Nul ne s'attend, bien sûr, à un renversement d'alliances. Le Mozambique marxiste-léniniste n'est pas la Somalie, ne serait-ce qu'à cause de la proximité obsédante d'une Afrique du Sud puissante et agressive. Il n'empêche que les dirigeants du Frelimo rappellent sans cesse à leurs hôtes venus d'Occident le prix qu'ils attachent à préserver leur totale autonomie d'action à l'égard de tous. « Les Mozambicains sont des manigaches de l'indépendance », note un diplomate. Est-ce pour les rappeler à la solidarité prolétarienne qu'à chaque date soviétique - Fête nationale, congrès du parti, etc. - quelques bâtiments de la flotte soviétique viennent ostensiblement mouiller dans le port de Maputo ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Le voyage du président Machel a été reporté à la demande de Londres en raison des élections du 9 juin. Le président Machel ne perdra pas une occasion de chasser les louanges du « meilleur premier ministre britannique depuis quinze ans » à qui il reste reconnaissant d'avoir hâté l'indépendance du Zimbabwe.
(2) Cette clause du traité de Rome inclut Berlin-Ouest dans le territoire communautaire.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LE MINISTRE ANGOLAIS DE L'INTERIEUR a laissé entendre qu'une troisième session de discussions entre Luanda et Pretoria aura lieu à la fin mai, a rapporté, mercredi 11 mai, l'agence angolaise de presse Angop. D'autre part, un sommet des chefs d'Etat de la « ligne de front » a eu lieu jeudi à Dar-es-Salaam. Angop a signalé que l'aviation sud-africaine avait bombardé, le 25 avril, deux localités du Sud angolais, blessant quatre personnes. Enfin l'*Etoile rouge*, quotidien de l'armée soviétique, a accusé jeudi Pretoria de préparer « une nouvelle agression d'urgence contre l'Angola », à quelques jours d'une visite à Moscou du président Dos Santos. (A.F.P., U.P.L.)

Brésil

LE GÉNÉRAL FIGUEIREDO, président du Brésil, a déclaré mercredi 11 mai à Brasilia, qu'il avait reçu délégation du parti gouvernemental pour désigner lui-même le candidat de ce parti à l'élection présidentielle prévue en janvier 1985. Tous les membres du gouvernement et du parti « officiel » P.D.S. (parti démocratique et social) ont décidé de soutenir le candidat désigné par le président Figueiredo, qui a, d'autre part, confirmé sa décision de maintenir pour l'élection présidentielle de janvier 1985 le système électoral indirect en vigueur depuis 1964. Le prochain président serait donc élu par un collège composé des parlementaires du Congrès national et de représentants des assemblées des Etats. (A.F.P.)

Philippines

UN PRÊTRE CATHOLIQUE, le Père Lucero, a été arrêté, jeudi 12 mai, dans un séminaire de la banlieue de Manille pour « subversion », a indiqué le Groupe d'intervention en faveur des prisonniers philippins (T.F.D.P.). Selon cette association humanitaire privée, le Père Lucero a été interpellé par « trois hommes en civil », en vertu d'un mandat d'arrêt présidentiel datant d'un an. Le T.F.D.P. n'a pas précisé quelle unité de l'armée philippine a procédé à l'arrestation du Père Lucero, et dans quel cadre il a été enlevé. Selon le T.F.D.P., le Père Lucero faisait partie des suspects impliqués dans l'affaire du Père Edgardo Kangleon, fondateur d'un centre d'action sociale dans la province de Samar (centre des Philippines), considéré par les autorités comme une permanence communiste. Trois prêtres catholiques, accusés de plusieurs meurtres, avaient déjà été arrêtés vendredi dernier dans le centre des Philippines (le Monde du 10 mai). (A.F.P.)

Cambodge

LE PRINCE NORODOM SI-HANOUK a reçu, mardi 10 mai, les lettres de créance de l'ambassadeur du Pakistan près le « gouvernement démocratique du Kampuchéa » qu'il présida. La cérémonie s'est déroulée à Phum-Thmey, en territoire cambodgien, non loin de la base khmère rouge de Phnom-Malei. (Reuter, U.P.L.)

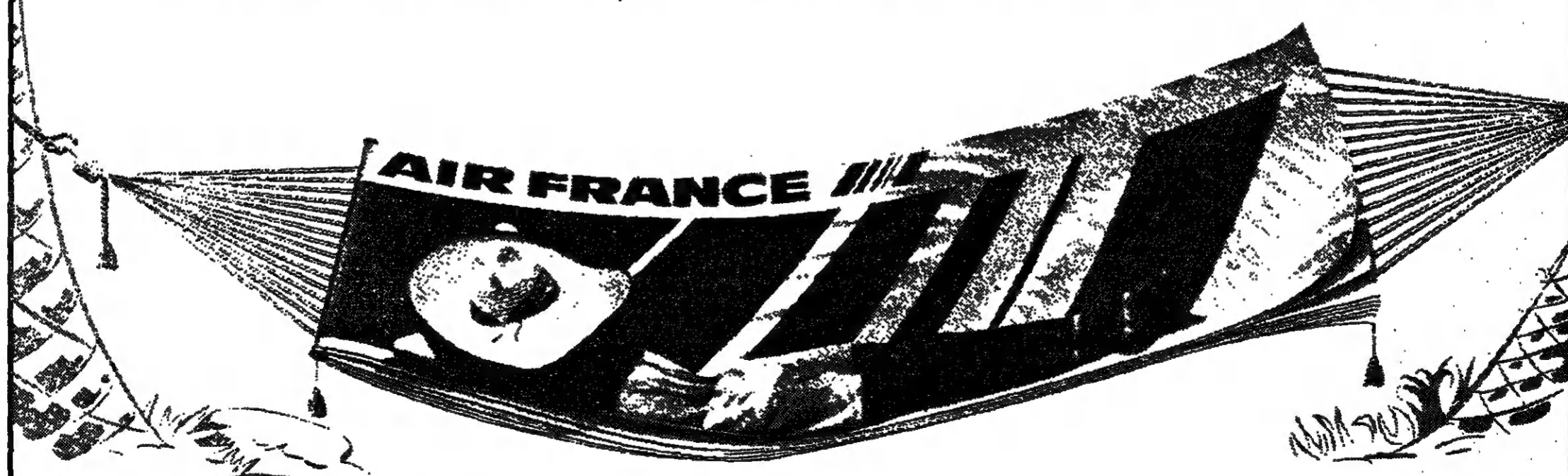
Uruguay

M. ANTOINE BLANCA, ambassadeur de France résidant en Amérique latine, s'est déclaré « raisonnablement optimiste » quant à l'issue du processus de retour à la démocratie en cours en Uruguay, à l'issue, jeudi 12 mai, des élections officielles à Montevideo. Il s'est déclaré impressionné par le degré de responsabilité des nombreuses personnalités gouvernementales, civiles et militaires, de même que politiques et syndicales, autorisées ou non, qu'il a rencontrées dans la capitale uruguayenne. Des élections générales sont prévues en Uruguay en novembre 1984. (A.F.P.)

Algérie

avec COREADIS
plus de 20000 véhicules
plus d'immobilisation d'engins
véhicules - électroménager
ou machines.
Tout l'outillage,
toute les pièces disponibles
chez COREADIS 236-07-36
BP 72 PARIS 75022 CEDEX 11
Celle contre remboursement

POUR UNE POIGNÉE DE DEVISES.



TOUTE LA ZONE FRANC, TRANQUILLE!

Les vacances en zone franc, c'est tranquille !
Tranquille parce que vous ne touchez pas à votre allocation devises, quelle que soit la durée de votre séjour.
Tranquille parce que Air France-Vacances vous y emmène à des prix pour tout le monde.
Tranquille parce que Air France-Vacances vous assure le transport aérien sur des lignes régulières.
Prix du transport aérien aller-retour :

LA RÉUNION :	6180 F	LA GUYANE :	4490 F
LA GUADELOUPE :	3975 F	LA MARTINIQUE :	3975 F
DAKAR :	3300 F	AJACCIO :	930 F
BASTIA :	930 F	NICE :	820 F

Tarifs aller et retour au départ de Paris valables jusqu'au 27 juin pour les Antilles et 30 juin pour la Réunion. Vente et transport soumis à des conditions particulières. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages ou votre agence Air France.

AIR FRANCE VACANCES + HÔTEL FACILE!

Vous pouvez réserver, dès l'achat de votre billet d'avion, une chambre en demi-pension pour le nombre de jours que vous désirez. Cette possibilité vous est proposée sur de nombreuses destinations soleil où la vie n'est pas chère et où vous n'aurez pas à dépenser toute votre allocation devises.
Air France-Vacances + hôtel, facile ! Exemple :

ATHÈNES : Prix du transport aérien aller-retour 1800 F + séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension 1225 F dont 880 F en devises	DJERBA : Prix du transport aérien aller-retour 2055 F + séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension 1015 F dont 810 F en devises
MARRAKECH : Prix du transport aérien aller-retour 2580 F + séjour d'une semaine en hôtel, en 1/2 pension 805 F dont 645 F en devises	LISBONNE : Prix du transport aérien aller-retour 1890 F + séjour de 3 jours en hôtel, en 1/2 pension 645 F dont 515 F en devises

AIR FRANCE-VACANCES

DES PRIX POUR TOUT LE MONDE.

هكوان الوطن

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Grandes et petites manœuvres dans l'opposition

**M. BILLÈRES (M.R.G.)
VA ABANDONNER
DÉFINITIVEMENT
LA VIE POLITIQUE**

(De notre correspondant.)

Tarbes. — M. René Billères, sénateur M.R.G. des Hautes-Pyrénées, ancien ministre, a annoncé récemment qu'il abandonnerait définitivement la vie politique dans quelques mois.

M. Billères ne se représentera pas aux élections sénatoriales en octobre prochain. Il a désigné « son héritier spirituel » : M. François Abadie, maire de Lourdes, président départemental du M.R.G., secrétaire d'Etat au tourisme dans les deux premiers gouvernements Mauroy.

M. Billères n'a pas cessé de patronner avec bonheur la carrière politique de M. François Abadie. Animateur des Jeunesses radicales des Hautes-Pyrénées, M. Abadie fait d'abord partie du cabinet de M. Billères lorsque, après la libération, celui-ci, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, devient ministre de l'éducation nationale.

De la libération à 1973, entraînant M. Abadie dans son sillage, M. Billères est constamment resté député des Hautes-Pyrénées. Il anime, aux côtés de MM. Mitterrand et Defferre, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.).

En 1973, M. Billères renonce à son siège de député. Par ce premier retrait de la vie politique, il favorise l'élection de M. André Guérin, alors secrétaire fédéral du P.S. Ce retrait ne dure pas. En 1974, M. Billères est élu sénateur des Hautes-Pyrénées.

MM. Billères et Abadie, pendant la collaboration de ce dernier aux deux premiers gouvernements Mauroy, n'ont cessé de rappeler, dans leurs responsabilités respectives, que le M.R.G. devait garder sa spécificité et sa liberté de langage à l'égard du puissant P.S. Depuis son départ du gouvernement, M. Abadie est resté silencieux. Mais il est vraisemblable qu'il sortira de sa réserve, le 5 juin prochain, lors du congrès départemental du M.R.G. : M. Billères lui donnera, à cette occasion, une investiture solennelle. Le second candidat du M.R.G. aux élections sénatoriales sera M. Hubert Peyon, sénateur sortant, président du conseil général des Hautes-Pyrénées.

GILBERT DUPONT.

Dans un an, le 20 mai 1984, se dérouleront les élections à l'Assemblée des Communautés européennes de Strasbourg afin de renouveler les quatre-vingts députés représentant la France et qui ont, pour la première fois, été élus le 10 juin 1979.

Bien que la campagne électorale soit loin d'être engagée et bien que cette échéance soit, pour le moment, tout à fait absente des préoccupations de l'opinion publique, les états-majors des partis politiques ont déjà commencé d'envisager les tactiques possibles.

Certains se demandent si ces élections, intervenant presque à la mi-temps du septennat de M. Mitterrand, ne seront pas aussi un test de politique intérieure.

C'est dans cette éventualité que le R.P.R. a été le premier à lancer l'idée d'une liste unique de l'opposition complétée par le souhait de voir M^{me} Simone Veil prendre la tête de cette liste éventuelle. M. Chirac pensait accomplir une démarche irréprochable en appelant ainsi ses propres partisans à voter pour celle qui conduisait, il y a quatre ans, la liste « giscardienne » dont les options différaient sensiblement, à l'époque, de celles défendues par la liste DIFE (Défense des intérêts de la France en Europe), conduite par MM. Chirac et Debré. La plupart des responsables du R.P.R. et les « barons » du gaullisme consultés se montraient tout à fait favorables à cette solution.

Cette bonne volonté éconômique n'a toutefois pas eu le temps de se développer et encore moins de se concrétiser. M. Valéry Giscard d'Estaing puis l'U.D.F. ont rappelé à M. Jacques Chirac que non seulement les conceptions européennes de l'U.D.F. et du R.P.R. diffèrent, mais qu'il est préférable, pour attirer davantage d'électeurs, que les diverses composantes de l'opposition se présentent séparément.

Les partisans de M. Giscard d'Estaing se disent, en privé, convaincus qu'une liste U.D.F. recueillera davantage de suffrages que la liste R.P.R., et ils espèrent ainsi reprendre sur leur allié l'avantage qu'ils ont perdu aux dernières élections municipales (1). Surtout, ils craignent l'autorité politique qu'acquerrait sur le plan intérieur français la personnalité qui, à la tête de la liste unique de l'opposition, remporterait la victoire, si cette dernière devait être de grande ampleur.

Toutefois, M. Lecamuet, président de l'U.D.F., reconnaît que « si la dégradation de la situation économique, sociale et politique est telle que les Français ne supportent plus les nuances et veulent transformer cette élection en plébiscite », l'U.D.F. pourrait se trouver contrainte à se rallier à l'idée d'une seule liste.

Si, pour le moment, l'U.D.F. refuse l'union pour les élections européennes, elle pourrait, pour éviter de trop graves reproches, com-

poser ce refus de l'union en se montrant plus conciliante avec le R.P.R., qu'elle rencontre le jeudi 19 mai, pour établir une « plate-forme politique commune ».

Reste donc, si l'hypothèse de listes séparées se confirme, aux diverses formations de l'opposition à choisir leurs leaders respectifs.

Mme Simone Veil n'a toujours pas fait connaître ses intentions. Depuis deux ans, ses relations avec M. Chirac se sont plutôt resserrées, tandis que ses rapports avec M. Giscard d'Estaing semblent se distendre.

Au sein du R.P.R., M. Jacques Chirac ne souhaite pas refaire l'expérience de 1979 et conduire de nouveau une liste aux élections européennes. D'autant que, aujourd'hui, le R.P.R. a sensiblement évolué sur ce sujet. Il s'est rendu compte que l'Assemblée de Strasbourg n'était pas, à l'usage, l'hydre supranationale qu'il dénonçait naguère. Ses représentants à Strasbourg se montrent aujourd'hui plus favorables à l'instauration de politiques communes par secteurs d'activité.

L'hypothèse Chaban

Le R.P.R. demeure néanmoins toujours à la recherche d'un homme susceptible de conduire — éventuellement — sa liste en mai 1984. Divers noms ont donc été avancés, dont celui de M. Jacques Chaban-Delmas. Le maire de Bordeaux avait marqué sa préférence pour une liste unique de l'opposition conduite par M^{me} Simone Veil, estimant que ce serait la meilleure solution. Il n'a jamais — du moins publiquement — envisagé d'autres solutions. Toutefois, certains rumeurs ont tenté d'accréditer l'idée d'une candidature de M. Chaban-Delmas à la tête d'une liste R.P.R.

Les partisans de cette thèse avancent que l'ancien premier ministre a toujours été, plus que d'autres, favorable à la construction européenne et que ce comportement s'accommoderait fort bien d'un gaullisme incontestable. Ils soulignent que ses relations avec M. Chirac se sont peu à peu normalisées. Ils font remarquer que la place du député de la Gironde est sans équivoque dans l'opposition. En effet, si celui-ci entretient depuis de nombreuses années des relations personnelles avec M. Defferre, qui fut avec lui dans la Résistance, et avec M. Debré, qui fut auprès de lui à Matignon en 1959, il n'a plus de rapports avec M. Mitterrand depuis son entrevue avec le chef de l'Etat

fin mai 1981, alors qu'ils se connaissent depuis la guerre et qu'ils ont siégé dans le même gouvernement Mendès France en 1954.

De surcroît, le président de la République a fait savoir discrètement qu'il n'avait pas apprécié que M. Chaban-Delmas ait récemment écrit qu'il « devrait se soumettre aux contraintes indiscutables ou se démettre » (Le Monde du 29 avril).

Ceux qui doutent de l'hypothèse Chaban — remarquant que le maire de Bordeaux prend bien garde de se mettre en avant sur ce sujet et veille à ne pas prêter à équivoque. Ils se demandent si l'ancien premier ministre se contenterait d'un simple siège de député à Strasbourg puisqu'il ne peut être assuré de devenir président de cette Assemblée. Ils supposent, enfin, que le député R.P.R. de la Gironde, qui a su conserver de bonnes relations avec tous les courants de son parti et

aussi avec ses alliés, nourrit des ambitions à la fois plus nationales et plus lointaines.

Si, en effet, l'opposition devient majoritaire aux élections législatives de 1986, ne se classerait-il pas alors parmi les rares hommes qui pourraient négocier avec l'actuel président de la République les modalités d'une cohabitation ? Ne préfère-t-il pas, malgré tout, rester « en réserve de la République » plutôt que prendre du service actif dans l'Europe ?

Toutes ces interrogations montent, en tout cas, que l'opposition n'a pas encore abattu son jeu, ni même choisi ses cartes pour la partie qui se jouera en mai 1984.

ANDRÉ PASSERON.

(1) Le 10 juin 1979, la liste U.D.F. de Mme Veil a recueilli 27,87 % des suffrages et la liste DIFE de M. Chirac 16,24 %. Le P.S. conduit par M. Mitterrand a obtenu 23,42 % et le P.C. dirigé par M. Marchais 20,42 %.

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10-30

L'ARGENT DE
ROBERT
BRESSION

PRIX DE LA LIBERTÉ 1983

Léonide
BORODINE

Récit
d'une époque
étrange

traduit du russe par Andrée Robel

GALLIMARD *nrf*



NEUTRE A 99,4 %. On parle beaucoup du coefficient de pénétration dans l'air. Mais il y en a un autre dont on parle moins, le coefficient de déportance. C'est lui qui permet de rester sur la route, d'éviter qu'une moitié de la voiture vienne plus vite que

l'autre. Le maximum est atteint quand le poids est idéalement réparti entre l'avant et l'arrière, avec un centre de gravité très bas. La recherche de ce maximum fait partie de l'entraînement des Porsche. Se dépasser est une course qui ne finit jamais.

PORSCHE 944

PORSCHE 944 163 CH DIN 220 KM/H 7 L à 90 KM/H 8,7 L à 120 KM/H 14 L EN VILLE (NORMES U.D.C.) SOCIÉTÉ IMPORTATEUR MITSUBISHI + PORSCHE 24 LES BETHUNES, 95310 ST-DENIS L'UMANOISE TEL. 03 37 92 02 PRECONISATION 17 PLATE 3006

POLITIQUE

Les déclarations de M. Lecanuet

(Suite de la première page.)

Certes, reconnaît M. Lecanuet, un président peut invoquer des périls pour justifier une dissolution. C'est ce que le général de Gaulle a fait en 1968 mais c'était pour dire : «gardez-moi ma majorité et amplifiez-la. Or, dans l'hypothèse où nous nous plaçons, il faudrait que M. Mitterrand dise : délivrez-moi de cette majorité incapable de redresser le pays... Je ne vois pas comment il peut tenir un tel langage».

C'est ainsi que, rejetant d'une part les solutions non conformes à une certaine «éthique» démocratique, d'autre part d'un recours à la dissolution de l'Assemblée nationale, M. Jean Lecanuet en arrive à «redouter vraiment» que l'on aboutisse à des «actes de violence plus importants, à des comportements d'intolérance plus vifs». Et parce qu'il estime que la France se met sur les voies de la République de Weimar, il constate qu'«heureusement on ne voit pas apparaître la tête d'un dictateur».

Au fond, explique M. Lecanuet, ces deux années confirment ce que j'avais dénoncé dès l'origine : l'antagonisme, l'irrationalité, la contradiction interne, entre la marche vers un collectivisme — quelles que soient les atténuations du discours de la gauche à cet égard pour rassurer — et le désir prédominant chez les socialistes de rester dans une société de libertés. Je crois que quand les idées sont contradictoires, l'action ne peut être qu'anarchique.

S'il condamne avec violence le communisme, tandis qu'il considère que le socialisme n'est qu'une «logomachie», M. Lecanuet veut que l'on «accepte de comprendre» que son anticommunisme n'est pas «épidermique», qu'il ne traduit pas une «attitude de réaction». «Je crois aux idées, dit-il, et contrairement à beaucoup d'analystes français, je dirais que le parti communiste garde une structure forte, une cohérence. Nous voyons très bien le genre d'économie, de société, d'organisation politique qu'il veut imposer. Je comprends cette cohérence mais j'abhorre ce genre de vie».

L'idéal pour M. Lecanuet, c'est, rappelle-t-il, la «démocratie sociale», autrement dit «une organisation de la société qui a une subordination économique réglée par les conditions et les pulsions du marché. La différence avec un libéralisme conservateur est dans le réglage du moteur économique. Tout est dans l'art qui consiste à provoquer des prélèvements de redistribution».

Cet idéal est-il réalisable aujourd'hui ? M. Lecanuet ne le pense plus. «La probité m'oblige à dire que même cet idéal-là doit être mis en suspens pour un long moment de guérison de l'économie puisque nous avons atteint des taux de prélèvements déjà trop élevés à la fin du septennat présidentiel et qu'ils deviennent franchement abusifs aujourd'hui avec la gestion socialiste-communiste».

Une phase de dégoût

Pour pallier les risques de voir se multiplier les comportements «irrational» ou les actes de violence, l'ancien ministre est persuadé que l'opposition doit tenir le seul langage réaliste : celui «de l'effort, de la compétition, de la lutte». Encore faut-il que ce langage «quitte à ce qu'il soit tenu par des bouches nouvelles qui le rafraîchissent», puisse être entendu. C'est là un autre sujet d'inquiétude pour le président de l'U.D.F. qui refuse de tels remèdes. Notamment parce qu'ils traversent une «phase de dégoût», qu'ils sont tentés par le «repli sur soi». Une telle attitude s'explique, selon lui, en raison de cette «propension qu'ont eue les Français à croire que les hommes politiques sont un peu des magiciens». Ainsi, après s'être dit, en 1974, que M. Cocard d'Estaing devait avoir un «truc», après avoir été déçu, ils ont voulu «essayer» les autres. Au-

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., dans un entretien avec le *Courier de l'Ouest* publié vendredi 13 mai, estime qu'il «serait ridicule de voir dans les manifestations actuelles de mécontentement contre le pouvoir un complot de l'opposition. Les seuls qui puissent faire partir François Mitterrand, ce sont les Français eux-mêmes. Ce ne sont pas les hommes politiques de l'opposition...»

M. Pinton précise que lors de sa prochaine rencontre, le 19 mai, avec le R.P.R., en vue de l'élaboration d'une plateforme commune, l'U.D.F. «exprimera le vœu que ce rappel de nos principes s'accompagne de la décision de mettre en place un certain nombre de commissions mixtes sur des grands sujets de société que nous voulons approfondir».

aujourd'hui, ils peuvent penser que, puisqu'il n'y a pas de «trucs», ni la droite ni la gauche ne peuvent régler leurs difficultés, et qu'il n'y a donc pas de remèdes, pas d'issue politique.

Pourtant «les remèdes existent, ce sont ceux de l'effort», affirme M. Lecanuet, qui note que certains propos de M. Chevènement rejoignent les siens (le *Monde* du 10 mai 1983), notamment quand l'ancien ministre de l'Industrie, abandonnant le traditionnel langage socialiste, parle de la nécessité de soulever le peuple de gauche et de droite à la fois, au-dessus de lui-même.

Moi et M. Rocard...

«Les Français, explique encore M. Lecanuet, veulent un pays d'évolution vers un mieux-vivre. Ils voudraient qu'un homme comme moi et M. Rocard puissent s'entendre. Ils voudraient que la droite sectorielle, égoïste, satisfait d'elle-même, autocratique, ne mène pas ce pays, et qu'il soit surtout préservé de la déchéance économique, de l'abaissement du rôle que nous pouvons jouer dans le monde, d'un risque de glissement d'une France qui deviendrait une Pologne. C'est ce que veulent les Français à 70 %. Ce qui est monstrueux, s'exclame-t-il, c'est que nous n'arrivons pas à joindre ces courants. Voilà la véritable incapacité de la majorité comme de l'opposition». Cette analyse explique que M. Lecanuet garde l'espoir réaliste, même s'il n'entrevoit pas de quelle manière il peut être réalisé, d'un «très grand centre, ouvert», qui peut prendre un jour «une autre terminologie». Un grand centre qui «rejette les communistes et ce qui restera de leurs alliés et les conservateurs-conservateurs». «Mais, ajoute-t-il, quel sera l'homme qui saura faire accepter ces idées ? Je n'en sais rien. Il faut qu'il ait un homme et la circonstance qui lui permette d'émerger».

Bien qu'il réserve son opinion sur l'opportunité du recours à la proportionnelle, M. Lecanuet se plaît à rêver — à condition que soit mise en place une «proportionnelle loyale» — lors des élections législatives à une «entente entre des courants du genre de celui de l'U.D.F. et des courants de gauche modérée». Et le R.P.R. dans tout cela ? M. Lecanuet ne veut pas l'exclure de cette démarche, dans la mesure, sans doute, où il ne paraît pas opportun au président de l'U.D.F. de suggérer un renversement des alliances.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

M. PIERRE BÉRÉGOVOY A ANTENNE 2

« Je ne réaliserai pas d'économies qui mettent en péril la protection sociale et le droit à la santé »

Au cours de l'émission «L'heure de vérité», le 12 mai sur Antenne 2, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a évoqué la question de la retraite à soixante ans, c'est un droit et ce n'est pas une obligation. (...) Lors- que nous avons adopté cette disposition (...), nous avons constaté qu'à l'horizon de 2005 le rapport entre les actifs et les inactifs resterait le même qu'aujourd'hui. Après 2005, le problème peut se poser. Mais il peut se poser parce que ce sont aujourd'hui les actifs qui financent, par des cotisations sociales, la retraite des inactifs. (...) On peut envisager l'hypothèse, à partir de 2005 — ce n'est pas tout à fait pour demain — où les machines prendraient leur part au financement des retraites et de la protection sociale.

Après avoir réaffirmé que l'inflation ne devrait pas dépasser 5 % en 1983 et que le déficit du commerce extérieur est une «grosse difficulté», qui est «encore devant nous», M. Bérégovoy en vient aux

problèmes de la Sécurité sociale. Il estime que le forfait journalier hospitalier a été institué «avec l'idée d'établir une justice entre ceux qui l'on soigné à domicile et ceux qui sont soignés à l'hôpital».

Le ministre poursuit : «Nous avons eu un déficit de 6 milliards de francs en 1981, un déficit du même ordre en 1982 et en 1983 (il sera) de l'ordre de 4 à 5 milliards selon les prévisions. Le budget de la Sécurité sociale est de l'ordre de 550 milliards (...) nous déficitons annuel ne dépasse pas 1 %. Ce n'est pas considérable, mais il est, en effet, inacceptable de considérer que le déficit pourrait perdurer d'année en année. (...) Il n'y a pas trente-six solutions. On bien on augmente les recettes, donc les cotisations, ou bien on essaie de maîtriser les dépenses, et c'est ce que nous tentons de faire. (...) Nous avons réalisé des économies importantes. (...) Je ne réaliserai pas d'économies qui mettent en péril la protection sociale et le droit à la santé des Français. Parce que je considère que ce droit doit être garanti».

M. Bérégovoy estime que la réduction de la demande intérieure aura un effet «mécanique» sur le chômage de l'ordre de 60 000 à 80 000 chômeurs de plus. Dans ce domaine, estime le ministre, «il faut faire preuve d'imagination. (...) Il faut raisonner à la base, sur le terrain. Dans les régions, par exemple, on peut sans doute prendre des initiatives et créer des emplois. (...) Nous n'allons pas diminuer la durée du travail par la voie légale. (...) Par contre, nous allons encourager les entreprises et les syndicats à discuter et à voir sur le terrain ce que l'on peut faire (...) Moi, je suis partisan du dialogue social, car je crois à l'efficacité du dialogue. Je recommande donc aux représentants du C.N.P.F. et des syndicats de discuter branche par branche, entreprise par entreprise, c'est le bon chemin pour aboutir à une réduction de la durée du travail qui effectivement maintienne, j'y tiens beaucoup, la compétitivité de nos entreprises».

L'optimisme du ministre des comptes

Dès son arrivée au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy s'est fonné une image responsable et réaliste de «ministre des comptes». Le 12 mai, sur Antenne 2, il a confirmé cette réputation. L'ancien syndicaliste compte. Mais n'a-t-il pas, dans deux domaines importants de l'action gouvernementale, fait preuve d'un optimisme quelque peu excessif ? Ainsi, abordant le problème du financement de la retraite à soixante ans, il a affirmé que les difficultés ne pourraient se poser qu'à partir de 2005 puisque, à cette date, «le rapport entre les actifs et les inactifs resterait le même». Les projections démographiques montrent, en effet, qu'après une progression du nombre de chômeurs de soixante mille à quatre-vingt mille, l'augmentation devrait en fait être de l'ordre de soixante-quinze mille. Mais, avant même les nouvelles mesures de rigueur, nous devons, malgré le «traitement social» du chômage, sur une courbe ascendante d'environ cent mille chômeurs de plus en un an. On comprend que de telles perspectives «soulent» le ministre. On discerne moins bien les moyens mis en œuvre pour contrer une telle tendance.

M. Bérégovoy s'est également livré à un exercice comptable plus difficile sur le chômage. Selon lui, l'effet mécanique du second plan de rigueur devrait aboutir à une augmentation du nombre de chômeurs de soixante mille à quatre-vingt mille. L'augmentation devrait en fait être de l'ordre de soixante-quinze mille. Mais, avant même les nouvelles mesures de rigueur, nous devons, malgré le «traitement social» du chômage, sur une courbe ascendante d'environ cent mille chômeurs de plus en un an. On comprend que de telles perspectives «soulent» le ministre. On discerne moins bien les moyens mis en œuvre pour contrer une telle tendance.

Au cours de l'émission, le ministre a cependant voulu se présenter avant tout comme l'homme du dialogue social. Belle ambition ! A cet égard, il s'est montré rassurant envers les cadres — pas de sociétés «à nivellement», — a défendu le droit au travail et a loué l'esprit de responsabilité de la classe ouvrière. Mais ses propos risquent d'apparaître en contradiction avec une réalité qu'il n'est pas toujours facile de dialoguer social. Si la sortie du blocage des salaires a été très encadrée — au point de limiter la marge de manœuvre de la politique contractuelle, — la mise en œuvre du deuxième plan de rigueur s'est opérée sans la moindre concertation préalable avec les organisations syndicales et patronales.

Si le dialogue social doit d'abord se nourrir dans les entreprises — telle est la voie pour la réduction de la durée du travail, l'objectif des trente-cinq heures en 1985 n'étant même plus évoqué... —, il serait bon pour le gouvernement de donner l'exemple en le pratiquant lui-même. C'est là aussi une question de crédibilité.

MICHEL NOBLECOURT.

ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA C.G.T.

M. Séguin donne sa version des événements de mai 1968

M. Georges Séguin, ancien secrétaire général de la C.G.T., déclare, dans l'*Humanité* dimanche 13 mai, qu'«il n'y a aucune comparaison possible entre les manifestations de certains milieux étudiants, agricoles, patronaux (d'aujourd'hui) et les grands mouvements de mai 1968». A cette époque, explique M. Séguin, il s'agissait, tant dans les milieux universitaires que dans les milieux ouvriers, d'une réaction puissante contre la domination du pays par un pouvoir réactionnaire, au service des grands intérêts industriels et financiers.

«Il a fallu attendre 1981 pour que la volonté de changement que mai 1968 portait puisse se concrétiser», déclare M. Séguin. Aujourd'hui, ajoute-t-il, «il s'agit de manifestations qui peuvent, dans certains cas, avoir une légitimité revendicative, mais qui, pour l'essentiel, sont inspirées ou dominées par la volonté de remettre en cause les conquêtes de mai 1968». L'ancien secrétaire général de la C.G.T. souligne que ces mouvements ne rencontrent aucune solidarité chez les ouvriers, au contraire de ce qui s'était produit en mai 1968.

M. Séguin reprend, à ce sujet, la version des événements qu'il avait

donnée dans un article publié par l'*Humanité*, le 9 mai. Sous le titre «Un important point d'histoire», M. Séguin relate la rencontre des organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., FEN, UNEF et SNE-Sup, le 11 mai 1968, après les affrontements violents entre policiers et étudiants, la nuit précédente, au quartier Latin. Selon l'ancien secrétaire général, la C.G.T. avait alors proposé d'appeler à une grève générale de vingt-quatre heures et à des manifestations le 13 mai, ce qui avait provoqué le «stupor» des autres participants à la réunion. «Ils n'imaginaient pas, explique M. Séguin dans l'*Humanité* dimanche, que la situation permettait de soutenir une telle proposition».

Cette version a été contestée, dans le *Matin* de Paris du 10 mai, par M. Alain Geismar, secrétaire général du SNE-Sup en 1968. Celui-ci a rappelé que, dès 4 heures du matin, le 11 mai, M. Daniel Cohn-Bendit, l'un des animateurs du mouvement étudiant, avait lancé à la radio «un appel aux confédérations syndicales pour qu'elles organisent une grève générale le 13».

M. Eugène Descamps, secrétaire général de la C.F.D.T. en 1968, a confirmé pour sa part que la proposition de grève générale, au lieu d'un

simple débrayage, était bien venue de la C.G.T., mais il a souligné que le principe d'une manifestation avait été accepté le 10 mai, la date en étant fixée au 14, et que c'était la C.F.D.T. qui avait proposé d'avancer cette manifestation au 13 mai.

Les sifflets chez Renault

M. Séguin évoque, d'autre part, dans l'*Humanité* dimanche, le meeting du stade Charley, «qui fut, dit-il, une attaque outrancière, violente, contre la C.G.T.». Au sujet des négociations de Grenelle avec le patronat et le gouvernement, l'ancien secrétaire général de la C.G.T. déclare que ces derniers «avaient conscience de la position qu'occupait la C.G.T. dans la conduite de la grève».

Il raconte : «A la fin de la négociation, Georges Pompidou m'a dit : «dites-leur d'arrêter la reprise du travail, compte tenu de tout ce que vous avez obtenu ? Je lui ai dit : non. Parce que nous n'avons jamais lancé un mot d'ordre national de grève. Ce sont les travailleurs qui se sont déterminés sur les lieux de travail. Nous allons donc faire un

compte rendu objectif du résultat des négociations. Les travailleurs décideront».

M. Séguin dément avoir été sifflé par les travailleurs de Renault lorsqu'il leur avait présenté les résultats des négociations. «Si j'avais voulu inciter à la reprise du travail, déclare-t-il, ce n'est pas là que j'aurais allé. Mais, par exemple, chez les ouvriers de la confection qui avaient leurs salaires plus que doublés. Bien avant que je n'arrive à Billancourt, les ouvriers de chez Renault avaient voté la continuation de la grève, après l'écoute à la radio des déclarations des uns et des autres depuis la rue de Grenelle. J'ai donc fait ovationner les succès revendicatifs arrachés et siffler les insuffisances des résultats de la négociation. Ce n'est pas la C.G.T. qui a été contrainte, c'est le gouvernement et les patrons. Nous avons, à partir de ce fameux meeting, encouragé les travailleurs, profession par profession, où les négociations continuaient, à maintenir le mouvement de grève pour obtenir, au-delà des conclusions de Grenelle, les revendications qui n'avaient pas été obtenues à l'échelle nationale».

pas exemptes de «phénomènes de récupération politique». Chargé au sein du parti des relations avec les fédérations, M. Quilès a raconté cent trente fois et responsables bretons du P.S. Il a été décidé d'organiser le 11 juin à Saint-Brieuc une réunion entre les élus socialistes des villes de l'Ouest de plus de dix mille habitants.

M. Paul Quilès, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré le 12 mai, à Mur-de-Bretagne (Côtes-du-Nord), que les socialistes doivent «prendre en compte certains des aspects» des manifestations de mécontentement. Il a souligné que ces manifestations n'étaient

Un premier ministrable

M. Pierre Bérégovoy, qui était, jeudi soir 12 mai, l'invité de «L'heure de vérité», s'est défendu d'avoir jamais «programmé sa carrière». C'est ce que disent tous les hommes politiques. Mais il est vrai que d'autres y ont pensé et continuent d'y penser pour lui. Cette carrière s'est en effet développée du jour où l'actuel ministre des affaires sociales s'est placé dans le sillage de M. François Mitterrand. Il figura parmi ses plus proches collaborateurs depuis 1979. Il est désormais, avec M. Laurent Fabius, l'un des principaux atouts du chef de l'Etat, l'un des possibles successeurs de M. Pierre Mauroy.

Cette situation de «premier ministrable» lui a imposé un exercice difficile, parce que contradictoire. Il s'est montré prudent, parce qu'il lui faut être plus loyal que tout autre à l'égard de M. Mauroy et Delors, dont il ne partage pas toutes les options, comme à l'égard de M. Jospin, dont il est convaincu «qu'il saura, comme François Mitterrand hier, fédérer les socialistes».

Cette formulation même, qui suggère que les socialistes souffrent de n'être pas suffisamment rassemblés, indique bien que M. Bérégovoy doit aussi se singulariser et montrer qu'il sait aller au-delà de la conciliation, le mété et le dialogue. De ce point de vue, l'émission est venue, pour lui, à point nommé : au moment où tous les autres, premier ministre ou premier secrétaire, sont le cible des critiques, la tâche devient plus aisée.

De fait, il est apparu comme un visage neuf, n'hésitant pas, pour peu que l'on prête attention à ses propos, à dire les choses telles qu'elles sont, à poser les problèmes sans les masquer. «Il faudra trouver, a-t-il expliqué, par exemple, d'autres formes de cotisations que celles existantes sur les salaires pour financer la protection sociale».

M. Bérégovoy dispose, en la matière, d'un atout : il est à l'aise dans le maniement des dossiers techniques ; il est aussi bon pédagogue.

Son discours visait, au reste, plusieurs auditeurs. Le grand public d'abord : c'est le point faible. S'il a pris du galon et aspire à en prendre davantage dans la République de M. Mitterrand, il n'est pas encore l'un des grandes figures de la vie nationale. (Sa «cote de confiance», mesurée par le baromètre mensuel de la *Sofres*, n'atteint que 23 %.) Or un président peut difficilement faire sortir de la tranchée un homme dont l'armure, en termes d'opinion publique, manque d'épaisseur. Il lui faudra donc multiplier les occasions de combler ce handicap.

Le ministre des affaires sociales s'adressait aussi aux socialistes, pour leur conseiller de «se rassembler» lors du prochain congrès. Avis à ceux qui, dans le «courant Mitterrand» comme ailleurs, songent à créer les conditions d'un affrontement interne au P.S. Il est vrai que se présenter aux militants comme l'homme de la synthèse est non seulement utile mais indispensable : M. Mauroy en sait quelque chose.

Enfin, M. Bérégovoy parlait au chef de l'Etat, auquel il a rendu un hommage appuyé, comme un élève s'adresse à son maître. Voyez ce que je sais faire : tel était, en substance, le message.

J.-M. C.

ELIMINEZ sans produits chimiques **MOUSTIQUES** et insectes volants indésirables

Appareil breveté inventé à la fois une source lumineuse pour attirer les insectes et une source sonore pour les repousser. Actionneuse à pile pour les insectes. Actionneuse à pile pour les moustiques. Actionneuse à pile pour les moustiques. Actionneuse à pile pour les moustiques.

Paris et région : **THIEBAUT** 30, rue de la Madeleine, 75008 Paris, tel. (1) 742.29.03

Province : **Désinsecteur B.R.C.** BP 602 - 44026 Nantes Cedex 18 - tel. (40) 49.42.64

950 F TTC - Franco 985 F

Documentation B12 sur demande

Fontainebleau
IX^e Biennale des
Antiquaires
6 MAI - 15 MAI 1983

مركز الامم المتحدة

NE 2

Un premier ministre

LES PARADIS NE SONT PAS TOUS PERDUS.

INDIE

GOLFE DU BENGAL

SRI LANKA (CEYLAN)

GOLFE DE MANNAR

Océan Indien

UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

JEFF TOURS. KUONI. JUMBO. MILLE TOURS. AIRTOUR EURO 7. VOYAGE CONSEIL. MVM. GALLIA. NOVATOIRS.

POURQUOI NE PAS DÉCOUVRIR CEYLAN PENDANT VOS VACANCES D'ÉTÉ : UTA ET 9 GRANDS ORGANISATEURS DE VOYAGES* S'OCCUPENT DE TOUT, CONFORMÉMENT À LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION SUR LE CONTRÔLE DES CHANGES.

Pourquoi ne pas découvrir Ceylan pendant vos vacances d'été : UTA et neuf grands organisateurs de voyages s'occupent de tout, conformément à la nouvelle réglementation sur le contrôle des changes.

Les marchés parfumés de safran et d'épices, les longues plages de l'Océan Indien, les bouddhas sommeillant au milieu de la jungle... Cela pourrait bien s'appeler le paradis : il a pour nom Ceylan.

Et c'est à Ceylan qu'UTA vous emmènera pour vos vacances d'été. Sans que vous ayez à vous occuper de quoi que ce soit. Tout est prévu, pensé, organisé avec le concours des meilleurs organisateurs de voyages, afin que tout se déroule dans des conditions idéales. Transport, séjour, repas... Tout est payable à Paris, en francs français. Et le coût fort modeste de la vie ceylanaise vous permettra de garder la plupart de vos devises pour flâner dans les échoppes.

Ainsi, partez tranquille avec UTA, et à bord, vous aurez quelques heures pour apprécier l'inappréciable : le service à la française.

Consultez UTA ou votre agence de voyages.

UNE DISPARITION

Identification d'une victime

Elle est morte et enterrée mais François l'attend toujours. La 12 juillet 1982, Christine avait abandonné sa loge de concubine pour un café au bar d'en face, un soir d'été, en plein jour (le Monde du 23 février). Un baiser sur le front de l'enfant, elle avait quitté, sans passer devant l'écran qui diffusait la finale de la Coupe du monde de football, son 2, rue Pascal, à Paris et n'était jamais revenue.

Le lendemain, François Fresquet avait pris leur fille par la main. Ils étaient allés dans les commissariats, les hôpitaux. Partout. Des semaines et des mois s'écoulaient ainsi. Ils refaisaient ensemble le chemin, l'assaut des bureaux, des services... Longtemps après ils demandaient encore : « Vous ne vous souvenez pas ? Une femme blonde ? ». « Il y en a tant, l'été est loin », répondaient les gens du quartier.

Ils rentrèrent donc chez eux. François fit installer le téléphone et ils passèrent l'hiver dans la loge. « Toujours rien ? » s'informaient les habitants de l'immeuble à l'heure du courrier. « Elle reviendra bien un jour », espérait le concubine qui tenait une version : « Christine a été enlevée par des proxénètes. Elle réussira à leur échapper. Elle était si belle... ». Avec le temps François, le rudyneur, l'enfant de l'Assistance, aimait de plus en plus sa chère disparue. « Voyez ces fleurs... » Il se promettait de l'attendre aussi longtemps que le pauvre bouquet de mimosa acheté par Christine un après-midi de juillet ne tomberait pas en poussière.

Puis, un matin d'avril 1983, la police judiciaire de Versailles est venue cueillir Fresquet sans ménagement. « Ils m'ont montré

une bague. Sur le coup, j'ai cru reconnaître celle que j'avais offerte à Christine, mais la pierre brillait davantage. » On a placé Fresquet en garde à vue : « J'étais soupçonné de meurtre. Ils m'ont dit : « Tu ne reverras plus Christine », mais ils ne m'ont pas permis de reconnaître le corps. »

François, libéré faute de la moindre preuve, sorti, persuadé qu'elle n'était pas vraiment morte. Non, Christine n'était pas cette victime non identifiée, découverte étranglée et nue, le 14 juillet 1982, dans la région d'Etampes, là où deux autres femmes avaient été assassinées dans des circonstances analogues. La mystérieuse « affaire d'Etampes »... M^{me} Lebon, la bi-joutière, avait été formelle pour tant : « C'est bien la bague de Christine. » Mais lui, déjà, ne voulait plus savoir. « Quand elle reviendra, nous prendrons un appartement, ici c'est trop petit. Nous nous disputons trop souvent. » Et François s'installe un peu plus dans l'attente, en fermant bien la loge, cette fois, pour que les messages du drame n'entrent plus.

Mais le 2 mai 1983, ils sont revenus frapper à la porte pour lui répéter : « C'est bien elle. On l'a identifiée maintenant. Elle a été assassinée. » Vaine démarche : « Les concubines, parait-il, n'ont aucun droit, et ses parents l'auraient donc enterrée sans que je le sache. Comment y croire ! Une bague, ça suffit une bague ? ». La bouquet de mimosa, l'espérance de François, est resté bien en évidence sur la table : il n'a plus le cœur de le jeter.

CHRISTIAN COLOMBANI.

EDUCATION

AVANT LE DÉBAT SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le gouvernement multiplie les mises en garde contre les agissements de l'extrême droite

Après les dernières manifestations de protestation contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur et les violences auxquelles elles ont donné lieu, le gouvernement multiplie les mises en garde à l'égard de l'extrême droite. En écho aux menaces de châtiment du premier ministre (le Monde du 13 mai), M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, dénonçait quelques heures plus tard, le jeudi 12 mai dans la soirée, sur Antenne 2, « les agitateurs d'extrême droite qui créent le désordre ».

L'un et l'autre ont insisté sur la nécessité de garantir la « sécurité des biens et des personnes ». L'un et l'autre ont voulu marquer la

distinction entre ces « groupes extrémistes » et la masse des étudiants, dont le « sentiment d'injustice » peut être « bien compréhensible ». L'un et l'autre ont souligné leur volonté « de dialogue et de concertation » pour surmonter les difficultés. Ils ont indiqué que les étudiants courent un risque dont ils n'ont peut-être pas conscience : celui de servir de prétexte à la violence.

Ces propos faisaient suite aux incidents qui se sont produits le mercredi 11 mai à Paris, à l'occasion d'une manifestation d'étudiants d'Assas (le Monde du 13 mai). Il y a eu cent trente interpellations. Huit manifestations ont été mises à la disposition de la police judiciaire.

Trois d'entre eux ont été défilés au parquet pour port d'armes. Il s'agit de MM. Marc Bonchet, vingt-quatre ans, Eric Colas, dix-neuf ans, et Vincent Lelong, dix-neuf ans. Ils devraient être jugés le mercredi 18 mai.

La Ligue communiste révolutionnaire estime qu'« il est grand temps de réagir » et de « ne pas laisser la rue à la droite ». Elle appelle à manifester à Paris, le mercredi 18 mai, à 18 heures, du métro Châteauboulevard à la place de la République. « Le changement, ajoute la L.C.R., passe aussi par une riposte radicale aux prévisions des rattachés du 10 mai et aux insolences des apprentis Pinochet. »

A TOULOUSE-I

Violence, peur et incertitude

De notre correspondant

Toulouse. — Structure de plastique et de métal à demi calcinée, la guirlande de l'appareil ne surveille plus l'entrée principale de l'université des sciences sociales de Toulouse-I. Des grilles tordues, des murs couverts de slogans contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur, d'injures racistes ou d'avertissements, cette université toulousaine, la troisième après le Mirail et Paul-Sabatier par le nombre d'étudiants, connaît une fin d'année particulièrement mouvementée.

Depuis le 27 avril dernier qu'elle est entrée en rébellion contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur, les incidents n'ont cessé de se multiplier, notamment dans le premier cycle de la faculté de droit. Au point que le président de l'université, M. Michel Despeux, décidait,

le 10 mai, d'écarter de huit jours l'année universitaire.

Critiqué par la gauche étudiante, qui a vu dans cet acte une « provocation et une aide objective aux grévistes », le président d'université refuse d'entrer dans la polémique. « Je constate que je suis critiqué de tous les côtés. Mais mon souci, c'est d'assurer la sécurité des personnes et de permettre la tenue des examens en juin. »

C'est précisément le nouveau terrain de discord au sein de l'université. On ne parle plus, ou presque, de la réforme Savary. Les mouvements qui animaient la grève, UNI (« unitaire », le syndicat des enseignants), CREF (Jeunes Communistes), CREF (Jeunes Communistes), tentent maintenant, par tous les moyens, d'obtenir le report des exa-

mens au mois de septembre. Ils ont reçu, comme sur leur décapotisation du projet ministériel, l'appui du Syndicat autonome des enseignants, très largement majoritaire à la faculté de droit. Ce syndicat qui menace de faire la grève des examens. Certains enseignants ont annoncé la couleur : « Je ne donnerai pas les sujets », a déjà prévenu un professeur de premier cycle de droit, sous prétexte que sa fille a été bouclée par des policiers au cours d'une manifestation.

Le climat qui règne dans cette université en dit long. Ils ont l'air bien sages, ces étudiants qui refusent de parler à proximité des locaux universitaires de peur d'être reconnus. « Oui, nous avons peur, peur de dire ce que nous pensons, peur de faire entendre notre voix dans les amphithéâtres. Indifférents à tout engagement politique ou syndical, ils se veulent simplement, le temps d'un rendez-vous tardif, « la voix de la majorité silencieuse », comme ils disent.

Surtout, ils dénoncent la terreur que font régner dans l'enceinte universitaire quelques deux cents à trois cents jeunes gens qui mènent le mouvement de contestation.

Avec ou sans examen ?

« Il faut les voir se balader en plein jour, jouant des phallus sur un coup de pouce ambrosien. Il faut savoir comment ils ont vidé les amphithéâtres où se tenaient les cours, à coups de gourdin et avec des capsules lacrymogènes. Et d'ajouter : « Ils n'hésitent pas à menacer, et nous savons qu'ils sont capables de tout. »

Il est vrai que, depuis quelques jours, les bandes d'étudiants qui descendent dans les rues de Toulouse ont prouvé leur détermination. Rien à voir avec les manifestations bon enfant des carabins. Ceux-là jouent à la guérilla urbaine, mettent le feu aux poubelles, attaquent postes de police et bâtiments administratifs et n'ignorent rien des tactiques de harcèlement. Au cours de leur dernière expédition nocturne, dix-neuf d'entre eux ont été interpellés, des militants connus pour leur appartenance à l'extrême droite toulousaine, confirme le commissaire Laurent, responsable des services de police.

A l'université des sciences sociales de Toulouse, l'implantation des groupes d'extrême droite est importante. Composés de fils de bonne famille, ils sont parvenus à dicter leur loi à une université de douze mille étudiants. « Avec la complicité des professeurs les plus conservateurs, explique une jeune étudiante ; le chantage à l'examen, ça marche très bien. Certains dénoncent les votes amphithéâtres par amphithéâtre, les savants sans publicité, c'est en deux heures et qui ne concernent que la minorité s'élevant présente sur le campus. »

Une courte majorité d'étudiants soutient la tenue au juin des examens. Les menaces de la contestation ne sont pas d'abord. Le vote a été obtenu par la participation d'un cinquième seulement des inscrits. Et le président de l'université ignore toujours s'il pourra organiser les épreuves, même en les reportant de dix jours.

GÉRARD VALLÈS.

M. MAUROY : des grèves minoritaires et limitées

A l'occasion du congrès de la Ligue française de l'enseignement (le Monde du 13 mars), M. Pierre Mauroy a évoqué, jeudi 12 mai, à Marly-le-Roi (Yvelines), l'« inquiétude bien compréhensible » des

« Le gouvernement, a affirmé le premier ministre, comprend cette inquiétude et s'efforce justement d'y répondre par un effort général d'adaptation de notre système éducatif. »

« Lorsque des difficultés ponctuelles surgissent, nous nous efforçons toujours de les surmonter par le dialogue et la concertation. En revanche, nous ne cédons pas à ceux qui seraient tentés de transformer l'expression de leurs revendications en manifestations portant atteinte à l'ordre public et à la sécurité des personnes et des biens. »

« Je souhaite que chacun s'applique à faire preuve de la même mesure et de la même ouverture que le gouvernement. Pour autant, je demande aux étudiants de prendre conscience du risque qu'ils prennent, lorsque leurs revendications servent de prétexte à des groupes d'extrême droite qui descendent dans la rue pour y installer le désordre. »

« At-j'ai besoin d'ajouter devant vous, avec les souvenirs qui sont ceux de la Ligue de l'enseignement, que ces groupes extrémistes seront châtiés comme le République sait le faire envers ceux qui ne la respectent pas. »

« Je n'oublie pas en effet que le mouvement de grève dans le monde étudiant est non seulement minoritaire mais limité. Déjà les examens

ont commencé. Sur sept cent cinquante unités d'enseignement et de recherche, trente-huit seulement ont été affectées, à un moment ou un autre, par des arrêts de travail, dont trente-trois U.E.R. de droit et sciences économiques. (...) Question de l'enseignement supérieur comme elle est, et non comme certains rêvent de la transformer, c'est-à-dire en chaos. »

« Si nous devons aujourd'hui procéder à une rénovation, c'est parce que les adaptations indispensables n'ont pas été faites hier. (...) Relancer les défits de la crise actuelle suppose donc un exceptionnel effort de formation des femmes et des hommes. Un effort de formation technique et intellectuelle bien sûr, mais également une formation de citoyen et de responsable. Le DE Plan fait d'ailleurs de cet objectif une priorité pour les cinq années qui viennent. (...) »

« Comment, a ajouté M. Mauroy, le gouvernement pourrait-il accepter que la France ne se situe qu'au huitième rang pour la proportion de jeunes par classe d'âge qui poursuivent des études supérieures ? Depuis quinze ans, nous avons perdu du terrain dans ce domaine, et c'est particulièrement grave. Il n'est pas non plus supportable de constater que près de la moitié des 2 millions de chômeurs ont moins de vingt-cinq ans, et que quatre cent cinquante mille d'entre eux ne possèdent pas de formation de base digne de ce nom. (...) La France a besoin de techniciens. Elle a besoin d'ingénieurs. »

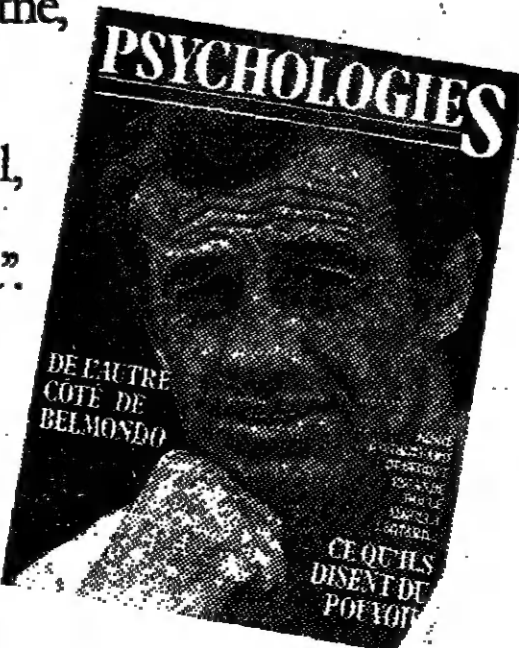
ROBERT FABRE.
A QUOI PENSE-T-ON
QUAND ON DESCEND
DU TRAIN EN MARCHE ?

Psychologies, un nouveau magazine vous révèle chaque mois les gens tels qu'ils sont, ce qu'ils font, ce qu'ils pensent. Belmondo, Dubedout, Baudrillard, Desarthe, Fabre, Séguéla, Douce, Léotard, Escaude, Françoise Gaspard, un sexologue...

Psychologies, un nouveau mensuel, parce que comme le titre Pierre Dumayet dans sa chronique « les gens sont comme ça ».

PSYCHOLOGIES

Un nouveau magazine est arrivé chez votre marchand de journaux.



École d'Été de Science de l'Information

« L'INDEXATION AUTOMATIQUE DES DOCUMENTS TEXTUELS »
14-23 septembre 1983

INSCRIPTION : MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DBMIST, 3, boulevard Pasteur, 75015 Paris (France)
Date limite de dépôt des demandes : 14 mai 1983

مكتبة الامم المتحدة

[illegible]

DES LOISIRS
VAUX

ET DU TOURISME

*** LE MONDE - Samedi 14 mai 1983 - Page 11

EN DOUCEUR

De 1 600 F à 13 500 F la semaine

Les prix indiqués ci-dessous concernent une semaine de location. Les sociétés nommées sont généralement implantées sur plusieurs domaines de navigation. Le permis de navigation est obligatoire pour les bateaux à moteur. Le carburant est à la charge du locataire; compter environ 400 F par semaine. La caution varie entre 500 F et 2 200 F. Les vélos sont en supplément; environ 100 F la semaine.

● **Midi-Pyrénées.** - Blue Line. Le port, 21320 Pouilly-en-Auxois, tél. : (68) 23-17-51. Départ Castelnau-d'Aud sur la Garonne. Vedette 4 places. Du 4 juillet au 27 août, 5 560 F; juin, 4 490 F. Bateau 10 places. Mêmes périodes, 8 990 F et 7 440 F.

● **Bourgogne.** - Burgundy Line. Le port, 21320 Pouilly-en-Auxois, tél. : (68) 90-83-10. Pénichette 8 places. Juillet-août, 13 500 F; juin, 10 300 F. Locaboat. Départ Joigny et Beaulieu. Vedettes 3 places. Du 2 juillet au 26 août, 3 150 F; du 11 juin au 2 juillet, 3 150 F.

● **France-Côtes.** - Locaboat. Quai du Port-au-Bois, 89500 Villeneuve-sur-Yonne, tél. : (66) 87-31-41. Départ Arzal. Vedette 4 places. Du 9 au 16 juillet, 3 600 F; du 23 juillet au 20 août, 4 512 F. Bateau de 12 places, pour les mêmes périodes, respectivement 8 460 F et 10 584 F.

● **Bretagne.** - Euro-Cruisers. Vivre sur l'eau. Quai du Port-au-Bois, 89500 Villeneuve-sur-Yonne, tél. : (66) 87-31-41. Départ Arzal. Vedette 4 places. Du 9 au 16 juillet, 3 600 F; du 23 juillet au 20 août, 4 512 F. Bateau de 12 places, pour les mêmes périodes, respectivement 8 460 F et 10 584 F.

● **Bassin de la Maine.** - Bréhaud plaisance. Départ Leval. Péniche pour 4 places. Du 2 juillet au 26 août, 2 200 F; du 11 juin au 1^{er} juillet, 1 600 F. Pour les mêmes périodes de location. Tourisme fluvial angevin. Départ Angers. Caraberge

- respectivement 2 000 F et 1 800 F. Caraberge - 2 500 F et 2 100 F.
Maine et Anjou rivières. Départ Chenilès-Changé et Châteaufort-sur-Sarthe. Pénichette 6 places, respectivement 5 740 F et 4 760 F.

● **Service commun de réservation du bassin de la Maine.** 49022 Angers Cedex, tél. : (41) 82-99-34.

● **Champagne-Ardenne.** - La double éolée, rue Alfred-Musset, 52100 Saint-Dizier, tél. : (25) 06-20-56. Départ Saint-Dizier. Cabin-cruiser 3 places. Du 27 juin au 27 août, 3 300 F; du 6 juin au 25 juin, 1 900 F. Cabin-cruiser 4 places, mêmes périodes, respectivement 2 700 F et 2 200 F.

● **Alsace-Lorraine.** - Navis-France, 172, boulevard Barthier, 75017 Paris, tél. : (1) 622-10-86. Départ Lutzelbourg. Bateau 5 places. Du 2 juillet au 26 août, 5 775 F; du 28 juin au 1^{er} juillet, 3 310 F. Bateau 16,25 m, mêmes périodes, respectivement 6 700 F et 3 950 F.

● **La Charente.** - Quinzour, 19, rue d'Albion, 75009 Paris, tél. : (1) 300-26-51. Départ Saint-Siméon. Vedette 4 places. Du 2 juillet au 9 septembre, 4 440 F; du 1^{er} juin au 1^{er} juillet, 3 720 F. Vedette 11 places, mêmes périodes, respectivement 5 520 F et 4 110 F.

● **Région parisienne.** - C.C.N.B. Plaisance, 107, rue du 11-Novembre, 93330 Neuilly-sur-Seine, tél. : (1) 308-26-51. Départ Neuilly-sur-Seine. Catamaran TR9 18 CV. Juillet-août, 2 900 F; juin-septembre, 2 300 F. Pour les mêmes périodes week-end (2 jours), respectivement 1 243 F et 986 F.

● **Nord-Picardie.** - Base du Pré-du-Hém, avenue Marcel Sangnier, 95000 Armentières, tél. : (20) 77-43-99. Départ Armentières. Vedette 4 places. Du 15 juin au 15 août, 2 940 F; du 15 août au 2 octobre, 2 450 F.

Un magazine
des chemins d'eau

Les Éditions de l'Écluse, à Dijon, publient le n° 2 du magazine fluvial, qu'elles ont créé pour rendre compte de l'actualité technique, économique et touristique des voies navigables.

Cette publication comble un vide puisque rien n'existait, dans ce domaine, pour le grand public. Elle satisfera les vacanciers, les écoles, les historiens qui aiment fréquenter ces chemins d'eau séculaires et qui en souhaitent la préservation.

Au sommaire du dernier numéro : le permis « rivière », pas si terrible; quatre bateaux pour camper; les prix; location; laissez-moi pour l'an 2000; habiter une péniche.

Le numéro 14 F, en vente chez les dépositaires de journaux ou par abonnement annuel (5 numéros) : 65 F. Éditions de l'Écluse, 64, rue Jean-Jacques-Rousseau, 21000 Dijon.

U.S.A. 2 850 F
AIRCOM SETI
25, rue la Boétie, 75008 Paris
tél. : 268.16.70 + LIC A962

ILE-DE-FRANCE

La féodalité en ses châteaux

AVEC le livre passionnant qu'il vient de faire paraître sur les châteaux forts en Ile-de-France du onzième au treizième siècle (1), M. André Chatelet a fait œuvre d'orfèvre. Qui sait, en effet, que dans un rayon de 80 kilomètres autour de Paris, le promeneur peut retrouver le souvenir de quelques deux cents forteresses du Moyen Âge ?

L'auteur révèle un patrimoine d'une région qui n'a pas - dans ce domaine - la réputation de celui de l'Alsace, de l'Auvergne ou des Corbières. Fondé sur une recherche et une connaissance du terrain minutieuses, cet ouvrage concilie l'histoire de cette architecture monumentale et une réflexion sur son évolution. Un guide original pour l'apprenti chartiste en quelque sorte.

An travers des 499 pages que compte ce livre, M. André Chatelet présente les châteaux ou évoque les sites castraux qui ont hérisé, du onzième au treizième siècle, le centre politique du royaume de France. 165 photos, 75 plans, 115 notices descriptives et 10 cartes font revivre ces forteresses féodales dont la construction eut lieu sous les règnes de Robert II le Pieux, Henri I^{er}, Philippe I^{er} et Louis VI, soit de 996 à 1137.

Vieilles pierres du Vexin couronnées de lierre, tours et remparts de Seine-et-Marne, la hâte,

donjons de l'Essonne rongés par le vent, motes et sites oubliés, parfois labourés, racontent l'histoire mouvementée de cette région. Aux marches de l'Ile-de-France, se dressent toujours les châteaux qui ont baptisé - à tort - obscurs. A quelques kilomètres du Louvre, l'épopée féodale a encore de beaux restes dans le Vexin, le sud du Beauvaisis, le Valois, la Gâtine et les deux Brie française et champenoise notamment.

« La haine, la cupidité ou simplement la négligence ont fait mal les châteaux d'Ile-de-France. M. Chatelet, qui ajoute : « Une meilleure intelligence, la réduction des passions, le recul de l'ignorantisme, parfois leur laisseront sans doute une meilleure survie mais la parcimonie des financiers s'en accorde mal. » « Vieilles pierres » est un livre qui s'agit de bien des gens méprisés, même parfois parmi ceux qui devraient être chargés de leur protection. N'assure pas un enseignement de valeur culturelle. »

JEAN PERRIN.

(1) Châteaux forts et remparts de l'Ile-de-France. Ed. Gré. Prix : 245 F.

2 heures de Paris
Deauville
EN NORMANDIE

HOTEL DU GOLF

police au prix d'un trois
avec SA NOUVELLE PISCINE
PRIVEE, CHAUFFEE - SAUNA
Trois courts tennis

"Forfait détente"
230 f* chambre
et petit déj.
1 nuit minimum

"Forfait semaine"
2.230 f* chambre
et petit déj.
1/2 pension

TENNIS ET GOLF GRATUITS

* Prix par personne, par jour
en chambre double. TVA
service inclus.
Sauf week-ends fériés ou le mois
d'août.

Réervations :
Tél. (31) 88.19.01 - Tél. 170.448 F

CORRESPONDANCE

Les voyageurs sont-ils privilégiés ?

Dans l'article intitulé « Voyageurs et voyageurs en plein désarroi », nous rendions compte des problèmes graves que le renforcement du contrôle des changes avaient fait naître dans le monde du tourisme. Nous disions notamment que le système mis en place « privilège de la façon exceptionnelle, les agences de voyages ». Jean-Pierre Picon, P.-D.G. de l'Agence Explorateur conteste cette présentation des faits :

Parmi un certain nombre de remarques pertinentes, nous relevons la phrase suivante : « [la] complexité des changes privilège de façon exceptionnelle les agents de voyages, puisque ceux-ci peuvent, par exemple, vendre un circuit en Chine de 18 000 francs, qui s'inscrira pour 1 730 francs seulement sur le carnet de change. »

Cette information mériterait d'être expliquée, car il existe dans l'esprit du public une grave confusion quant aux droits qui ont été accordés aux voyageurs pour une période déterminée. En effet, lorsqu'un contrôle des changes rigoureux a été décidé par le gouvernement fin mars dernier, notre profession a engagé des négociations avec le ministère des finances. Nous avons émis nos catalogues, lancé nos campagnes de publicité, réservé nos hôtels, l'étranger pour la saison. Réduire le droit de transfert à 2 000 francs par personne a immédiatement arrêté la plupart de nos activités sur les pays étrangers, surtout lointains, où les touristes séjournent au minimum deux semaines.

Devant cette situation, le ministère de l'économie nous a accordé un régime particulier : nous pouvons transférer cette année, du 1^{er} avril au 31 octobre, sur les pays à devises fortes, la contre-valeur en francs de 1 730 francs transférés pour la période de 1982.

Cet arrangement est mal compris, aussi prenons-nous un exemple très simple pour expliquer que nous ne bénéficions pas d'un « privilège », mais que bien au contraire nous sommes dans une situation extrêmement difficile, quand bien même une légère amélioration existe en effet par rapport aux premières décisions gouvernementales.

Lorsqu'en avril 1982 nous avions à apporter à un de nos clients une prestation de 1 000 dollars aux États-Unis, notre banque transférait 6 135 francs (cours du dollar au 29 avril 1982 : 6,135 francs), cette année nous ne pouvons transférer que 601 francs en devises.

En avril 1983, le dollar cote en moyenne 7,30 francs. 601 francs que nous avons à notre disposition ne nous permettent donc plus que de transférer 630 dollars (4 601 francs/7,30). Ce bref calcul vaut pour un grand nombre de pays, dont les monnaies ont fluctué avec le dollar.

Nous avons donc à notre disposition 630 dollars, une prestation qui, l'an dernier, valait 1 000 dollars. Si l'on tient compte de la hausse des prix aux États-Unis, de l'ordre de 5 %, notre activité se trouve clairement réduite d'au moins 40 %.

Il nous importe donc peu de pouvoir vendre des prestations d'un prix élevé pour un prélèvement de 1 750 francs seulement sur le carnet de change. Notre problème n'est pas là. Il est que pour être en règle avec le contrôle des changes, nous ne pouvons faire partir à l'étranger, au mieux cette année, que 60 % des touristes que nous avons fait partir l'an dernier.

[Le Petit Robert donne une définition du mot « privilège » qui devrait satisfaire les agences de voyages : « Droit accordé à un individu ou à une catégorie en dehors de la loi commune. » C'est bien dans ce sens que nous avons utilisé le terme « privilège ». Les agences de voyages se trouvent donc dans une situation de monopole dans le domaine de la vente de séjours ou de circuits à l'étranger, le voyageur individuel ne pouvant, lui, emporter que 2 000 francs + 1 000 francs, soit 3 000 francs. Cette constatation d'un privilège et - non d'une faveur - n'implique en rien que les comptes des professionnels soient florissants.]

(Publicité)

P. et M. Laparra

Vous invitent à découvrir
quelques châteaux de la
Loire (chevaux tous niveaux).
Confort, bonne table, ambiance
familiale (séjours rando-
nées).

Renseignements : P. et M. Laparra
de la Touche, 86230 Sérigny
Tél. 16 (49) 86.03.86

Côte d'Azur

Grands mobil-homes de luxe pour
6 personnes; grands emplacements
en terrasse dans belle forêt de pins,
à proximité de plages ensablées.
A votre disposition piscines gratuite
et parasols. Également, tennis,
magasin, restaurant et bar. Nous
vous accueillons depuis 25 ans de
formules de vacances en famille
dans des mobil-homes. Demandez
notre documentation gratuite en
colleur à Holmarie Europe
(LM), La Pierre Verte, route de
Bagnols, 83600 Fréjus, France.
Tél. (94) 53-66-79.

VACANCES AUX USA.

L'échappée belle Pan Am.

14 JOURS EN CALIFORNIE
8100 F. TOUT COMPRIS

AVION
ALLER/RETOUR COMPRIS
HOTEL COMPRIS
REPAS COMPRIS
VOITURE COMPRENE
IMPUTATION DEVOISES: 1750 F

Oubliez les restrictions
de devises en vigueur cette année,
Pan Am vous donne les moyens de passer vos
vacances aux U.S.A.

Envolez-vous de Paris-Orly pour Los Angeles ou San Francisco dans un luxueux 747 Pan Am.

Pour 14 jours, l'Amérique est à vous, grâce aux forfaits "Vacances Fabuleuses" Pan Am.

Installez-vous dans votre voiture de location, caution, kilométrage illimité, bons d'esence, taxes locales comprises.

Prenez la route et arrêtez-vous chaque soir dans un des 500 hôtels sélectionnés par Pan Am.

Pour les repas, pas de souci. Ils sont tous inclus: petit-déjeuner, déjeuner et dîner.

"Vacances Fabuleuses": Par exemple, 14 jours tout compris en Californie: 8100 F par personne, payables intégralement en France, pour 2 adultes + 2 enfants de moins de 12 ans partageant la même chambre.

"Vacances Fabuleuses": Découvrez le nouveau monde en toute liberté avec Pan Am.

Renseignements et informations:
1, rue Scribe, 75009 Paris. Tél. 824.73.22,
et dans toutes les agences de voyages.



Pan Am. L'Expérience Avion.

Norvège : allez-y quand même !

Pour savoir que vous pouvez faire en Norvège dans les limites de la nouvelle réglementation des changes et recevoir une documentation touristique complète sur ce pays, les moyens d'accès, les différentes formules de voyages et de séjours, renvoyez cette annonce, accompagnée de 5 F en timbres, à l'Office National de Norvège, Service LM, 88, avenue Ch. de Gaulle, Neuilly-s/Seine, tél. : (1) 745.14.90



RÉSIDENCES Campagne · Mer · Montagne

BELLEVILLE
Belle maison pl.-pied, 1 chamb., jard. agrément, 450 000 F.
Dans village XIII^e. Maison bon état, 3 niveaux, poss. commerce, 180 000 F.
Terrains à bâtir à partir de 40 000 F.
Mais. de camp. l'Arcaïenne, 100 m. en l'état.
Agence Jeanne LEYGUES,
24540 MONPAZIER, T. (33) 61-61-51.

NICE CIMEZ
De un petit immeuble tr. calme, terminé depuis 3 ans, très beau 2 pos., s. de bs, cuisine équipée, 58 m² + terrasse, plein sud, vue sur mer, grand garage + 2 caves 540 000 F.

CROS-DE-CAGNES
2 pièces vacanciers 32 m² + terrasse 14 m² + jardin privé 30 m² excellente situation à 30 m des commerces et de la mer 390 000 F. - Tél. (93) 53 06 89.

MÉDOC-SOULAC-SUR-MER
LIGENT. Bâtiment ann. T. 3.
70 m² plus terrasse 50 m².
Vue sur mer. Très Meublé.
Tél. H.R. (56) 11.11.11.
H.B. (56) 48-17-19.

COTE D'AZUR
A 10 km de Toulon, au FRAMER
A 600 MÈTRES PLAGES
Tout commerces à proximité
- LES ROCHES BLEUES -
A partir de 6 500 F le m²
Grand confort T1 et T2.
AGENCE MASSÉNA, 3, rue E-Zola
83000 TOULON, Tél. 94-93-48-01 ou
04-98.

COTE BASQUE District Bayonne-Anglet-Biarritz

RÉSIDENCE Océan et Forêt avenue de la Forêt, 64000 ANGLET

En bordure du golf de Chiberta, dans une pinède à 2 km du club hippique, 100 mètres de la plage : appartements spacieux, grand standing, isolation phonique et thermique, vitrage, etc.

Livraison immédiate.

Bureau de vente sur place (59) 63-64-34
et 91, rue des Courcelles, 75017 PARIS (1) 33-44-19
PRÊTS CONVENTIONNÉS + A.P.L.

Aux portes de DEAUVILLE

LES HAUTS PRÉS DE TOUQUES - Chemin du Haut-Bois

19 maisons normandes de 2 à 6 pièces

6 100 F le m² - Ferme et définitif

PRÊT CONVENTIONNÉ BONIFIÉ - RICHELIEU

GROUPE RICHELIEU - 12, rue Molière

75001 PARIS CEDEX 01 - Tél. : (1) 296-16-00

Documentation gratuite « Touques »

Nom

Adresse

Tél.

19 JUIN. LA SARDAIGNE EST À VOUS.

La Sardaigne, sa mer non polluée, ses plages accueillantes, son soleil méditerranéen, son folklore original, sa nature préservée, tout le monde le connaît. De loin. A partir du 19 juin, découvrez-la de près et profitez-en vite. Alisarda reprend ses vols directs bi-hebdomadaires réguliers de Paris-Orly-Sud et Nice-Côte d'Azur vers Olbia-Costa Smeralda et de Paris-Orly-Sud vers Cagliari. Profitez-en économiquement parce que les tarifs visites au départ de Paris reprennent eux aussi, des tarifs spéciaux pour des vols faciles et confortables.

Brochure Sardaigne: Demandez Euroservices. Alisarda programmes Sardaigne dans les brochures générales des tour opérateurs suivants: Alisarda, Hotelplan, Jet Tours.

ALISARDA - 9, Bd de la République - 75001 PARIS - Tél. 2616150-2616180

ALISARDA

Lignes Aériennes de la Sardaigne

AU BORD DU GANGE SACRÉ

Rendez-vous à Varanasi

Sous l'arbre et blanchi par la sécheresse, un petit attroupement se serre en un cercle irrégulier. Des dizaines de regards sont braqués sur un portique de fortune, dressé au bord de la route. Des grappes d'enfants sortent en piaillant des chaumières avoisinantes et s'agglutinent à terre, des cyclo-pouses à l'arrêt servent d'abri aux curieux attirés par le spectacle impromptu. Jeunes et vieux unis dans un même émerveillement, femmes et enfants stoppés dans leurs activités routinières, ils admirent sans mot dire, le visage parfois éclairé d'un sourire, la dextérité d'une gamine d'une douzaine d'années, en haillons, se coulant à travers un cerceau de fer sans renverser le pot d'eau en équilibre sur sa tête.

La représentation est accompagnée du rythme coté d'un tambour fatigué et d'une poêle retournée frappée en cadence qui lui fait écho. Une mélodie sourde se dissout en arrière-plan dans les bruits tranquilles de la ville. Dans la poussière qui vole, les saltimbanques multiplient les tours d'adresse et attirent savamment l'attention de spectateurs amis de surprises. Ils vivent d'aumônes, cheminant de ville en ville, nomades dépenaillés surgis d'autres temps et d'autres espaces, descendants des montagnes lointaines aux confins du mythe, emportant dans leur sillage coloré souvenirs perdus et nostalgies inavouées, humbles pèlerins sans bagages arrêtés eux aussi le temps d'une halte sur une rive d'éternité. Rencontre imprévue à l'orée de la ville, prêche insolite aux retrouvailles avec Bénarès.

Varanasi. Ville déconcertante, lovée sur la rive gauche du fleuve des fleuves, ce Gange impassible qui depuis la nuit des temps rythme la vie intérieure de l'Inde. Cité sacrée, elle est partie de tant de légendes, de my-

thes, d'histoires et d'histoires qu'elle éveille, de loin, une curiosité fascinée en même temps qu'un geste instinctif de recul : comment affronter à visage découvert la présence tangible, palpable, de siècles de sagesse patiemment recherchée, accumulée par la longue chaîne des existences qui s'y sont déroulées sur les mille sentiers de la quête passionnée d'une certaine lumière ?

La chef, si chef il y a - à cœur ouvert. Car Varanasi s'offre dans toute sa déconcertante splendeur à celui qui consent à y venir, à celui qui s'y arrête et garde les yeux ouverts. Kashi l'éclatante, la resplendissante, comme on l'appelait autrefois, aux temps immémoriaux de la naissance des grands mythes, est aujourd'hui encore une ville à part, sanctifiée par des siècles de dévotion fidèle, profondément vivante du va-et-vient incessant des pèlerins, attachante par la lumière si singulière dont elle vibre, sans que l'on sache vraiment si le soleil s'y reflète, ou si c'est elle la source.

Belle, Varanasi ? Même pas, disputée, conquise, détruite, sacagée, mutilée qu'elle a été au fil des siècles. Du moins, pas de cette beauté issue de la pureté des lignes et des volumes, du mariage heureux des proportions et des espaces. Mais révélatrice, étonnante, remanée, étonnante à tous les coups. L'autre fois, elle palpitait à la cadence précipitée des pas pressés de pèlerins par milliers qui coulaient en un flot continu vers les ghâts, dans le flou obscur d'une aube à peine esquissée.

C'était lors du pèlerinage annuel de la pleine lune de novembre, et il me semblait dans cette irréalité flottante me dissocier dans un peuple d'ombres surgi de tous les pores des temples, des vendes, des échoppes minuscules, des cyclo-pouses chargées, des portes cachées d'humides masures éparpillées aux alentours des palais. Marée humaine parée de l'indéfectible aro-en-ciel des sâris, ponctuée de la blancheur classique du dhoti des hommes, rehaussée de l'ocre austère de l'habit des renouants, cheveux en bataille et signes distinctifs peints sur le front, la foule se déversait de plus en plus vite vers les escaliers menant au fleuve dans un murmure vibrant de rous, sans bousculade ni cri, dans la senteur envoiante de milliers d'offrandes florales.

Une harmonie sans faille

Les premiers cyclo-pouses frémissent, leurs conducteurs s'extirpent du cabriolet, des enfants se glissent hors des couvertures jusqu'au pélo-tonneux sur des roues le long des murs. Ils risquent un œil embué de rêve sur ce petit monde fantomatique et disparaissent derechef dans les replis de sâris défaits. Des vaches sacrées promènent leur premier regard étonné sur des rues encore endormies, les rideaux de fer des échoppes closes brillent d'un éclat mat, seuls des marchands de fleurs aux gestes ivres de sommeil s'affairant déjà, accroupis sur le sol, à confectionner les premières offrandes de la journée. A mesure que s'illumine la route du cyclo-pousse dévalant vers la rivière sacrée, la cité au-delà des âges s'éveille, s'ébroue et s'étire dans la nonchalance innocente d'un jour renaissant.

Les ghâts. Ils sont là, immuables gardiens silencieux d'un territoire où le sacré est tellement ancré dans le quotidien qu'il devient inutile d'en tracer les limites. Ils sont là, au nombre de soixante-quatre - comme il y avait soixante-quatre déités autour de la Grande Déesse - s'élevant l'un après l'autre sur plusieurs kilomètres, ornés de temples, de palais, de sanctuaires modestes et de tours altières, témoignant inlassablement d'innombrables éons vers quelques chose qui n'a peut-être pas de nom.

Et la vie tout entière suit son cours, à la fois profane et spirituel, au long des marches en pente douce où se succèdent les rites de purification, les rencontres de sadhu, les gestes des blanchisseurs, l'offrande au soleil, le bain rituel, les palmodies, la méditation muette des yogis pétris d'immobilité.

An rendez-vous de Varanasi, il y a toujours quelque chose. Quelqu'un qui attend, ou quelque'un qui est attendu. Et les points de rencontre sont légion - sur la berge sacrée, sur une barque à l'ancre, à l'ombre des grands arbres de l'Université sacrée, au seuil des sanctuaires, dans la cour d'un temple, aux pieds de l'un des trente-trois millions de dieux de l'Inde, au coin de la rue.

Shiva sans doute, Vishnou peut-être, Dourga aussi, Kâli plus loin, Ganesh à tête d'éléphant, Kriashna le Bleu, un kalidésoscope en mouvement perpétuel, un entrelacs de miroirs qui n'en finissent pas de réfléchir les aspects démultipliés de toutes les réalités. Sévère leçon de modestie dans le grand jeu de la vie et de la mort.

Mais c'est à Sarnath que les myriades de débris de ce monde désintégré de l'Inde et d'images se rejoignent, se reconstruisent et s'ordonnent en une harmonie sans faille. Ici, le grand stupa d'Asoka, à la fois massif et d'une rareté protectrice, à proximité des vestiges d'un palais royal, le parc aux gazelles témoins du souvenir toujours vivant du premier sermon de Gautama, le Bouddha. Derrière un rideau d'arbres, de nouveaux monastères revivent où de jeunes bonzes venus de Thaïlande, de Birmanie, de Sri-Lanka, d'Inde et même du Tibet s'attachent à perpétuer la longue chaîne ininterrompue de l'enseignement traditionnel.

Dans la sérénité d'un crépuscule rapide, une théorie de moines en robe safran ou grise déambulent rituellement autour du stupa, quelques-uns s'installent dans l'herbe pour lire ou converser à voix basse, d'autres se font perdus dans une contemplation rêveuse. Tandis que s'élève le murmure d'une fontaine aux abords du sanctuaire, le Milgandhi Kuti Vilhar, la terre elle-même exhale comme une atmosphère magique, faite des couleurs tendres des bougainvillées, du linéairement délicat des hautes frondaisons, du chant des oiseaux dans la feuillée, des paisibles sautels et de jacinthe, de joie profonde aussi qui s'affirme soudain. Dans la paix du soir une présence invisible et puissante plane sur ce lieu privilégié, où le monde interrompt sa ronde infinie pour devenir, l'espace d'un souffle, l'axe immobile d'un temps rendu à l'éternité, à l'accomplissement de l'être.

CLAUDE B. LEVENSON.

SANCTUAIRES

BHOUTAN

En

CHACQUE année, le neuvième jour du premier mois de l'année bhoutanaïse, c'est-à-dire entre le 15 février et le 15 mars, se déroulent les fêtes de Punakha. Elles ont pour cadre l'imposant et asperbe « dzong », siège administratif du district, à la fois monastère et forteresse, situé au confluent des rivières Pho Chu et Mo Chu. Ancienne capitale du royaume jusqu'à ce que le défunt roi Jigme Dorje Wangchuck, le « père du Bhoutan moderne », décide de faire de Thimphu, située à 77 kilomètres de là, sa capitale permanente, ce dzong continue cependant d'être, pendant les fêtes d'hiver, la communauté monastique de Thimphu.

C'est justement lorsque les charges des deux localités, près d'un millier de moines, y sont rassemblées sous la présidence du « Je Kempo », le chef religieux du Bhoutan (1), que s'y déroule la « Punakha Sera » (la procession de Punakha), qui n'est, en fait, que le dernier volet d'une fête appelée le « Punakha Domcho », instituée au dix-septième siècle par le Shabdrung Ngawang Namgyal, fondateur de la théocratie bhoutanaïse, pour sa divinité protectrice, Yeshey Gempo, c'est-à-dire Mahakala, le « Grand Noir », aspect terrible du tout-compatissant Avalokitesvara.

La procession elle-même intervient après deux jours de rites secrets - peut-être une grande série de prières accompagnées de danses - qui se déroulent à l'intérieur du dzong et auxquels les étrangers ne sont pas autorisés à assister. Il s'agit à la fois d'une bénédiction générale du peuple par les moines et de la reconstitution de l'une des victoires des Bhoutanais sur les Tibétains, au dix-septième siècle.

Lorsqu'il était venu du Tibet, en 1616, Ngawang Namgyal avait apporté avec lui de précieuses reliques de son monastère. Vouant récupérer ces dernières, les Tibétains étaient descendus jusqu'à Punakha et s'apprêtaient à attaquer le dzong. La ruse allait sauver les assiégés. Utilisant une porte secrète située à l'arrière du monastère, ils organisèrent un défilé continu, trompant ainsi les assaillants quant à leurs effectifs. Impressionnés, ces derniers se retirèrent sur la rive opposée de la rivière. C'est alors que le Shabdrung fit semblant d'y jeter les reliques si convoitées. Les Tibétains se précipitèrent aussitôt dans les flots et, ne sachant nager, s'y noyèrent.

C'est cette ruse historique que rejoignent, chaque année, les villageois de la région. Tout de rouge vêtus, armés de grandes épées, ils incarnent les « pazap », c'est-à-dire les membres de la garde royale. Miment un lendemain de victoire célébré par d'abondantes libations, ils descendent lentement, avec des gestes théâtraux et en poussant des cris impressionnants, l'escalier abrupt du dzong au pied duquel s'est rassemblée une foule colorée, où les femmes, vêtues du traditionnel « kira » (large pièce de tissu dans laquelle elles s'enroulent), font ce jour-là assaut d'élégance. Apparaîtront ensuite quatre généraux (magpons) armés, puis quatre chambellans (zimpons) qui, une fois au pied de l'escalier, seront juchés sur de capricieuses montures qui, fendant une foule rieuse et frissonnante, les emporteront vers la rivière au grand galop.

LA ROUMANIE

UNE DESTINATION TOUJOURS ACCESSIBLE.

- Plages ensablées de la mer Noire : 2 semaines, à partir de 715 F.
- 3^e semaine gratuite pour 14 dates.
- Séjour santé au bord de la mer Noire ou à Bucarest 14 jours 715 F.
- Circuits + séjours dans des sites enchanteurs (delta du Danube, Carpates, monastères, etc.), à la découverte d'un folklore authentique : 1 semaine, à partir de 880 F.
- Itinéraires au volant de votre voiture :
 - coupons-hôtel : 85 F.
 - coupons-camping : 58 F.
 - Soins imputables sur le carnet de change.

Inscriptions dans toutes les agences de voyages.
Renseignements-documentation :
OFFICE NATIONAL DU TOURISME ROUMAIN
1, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.
Tél. : 742.27.14 - 742.25.42.

DOCUMENTATION : Vacances en Roumanie, à adresser à :
M. _____
Adresse _____
Tél. _____

Jeux
échecs

N° 1020

UN TROUBLE
HALLUCINATOIRE

(Quart de finale du Tournoi des
candidats, avril 1983, Bad-Klingenberg.)
Blancs : L. PORTISCH
Noirs : V. KORCHNOI
Défense exacte - indécise.

Table of chess moves in algebraic notation, including 1. e4, 2. e5, 3. f4, 4. f5, 5. g4, 6. g5, 7. h4, 8. h5, 9. g6, 10. f6, 11. e7, 12. d6, 13. c5, 14. b4, 15. a3, 16. b3, 17. c4, 18. d5, 19. e6, 20. f7, 21. g8, 22. h7, 23. g8, 24. f7, 25. e6, 26. d5, 27. c4, 28. b3, 29. a3, 30. b4, 31. c5, 32. d6, 33. e7, 34. f8, 35. g9, 36. h8, 37. g9, 38. f8, 39. e7, 40. d6, 41. c5, 42. b4, 43. a3, 44. b3, 45. c4, 46. d5, 47. e6, 48. f7, 49. g8, 50. h7, 51. g8, 52. f7, 53. e6, 54. d5, 55. c4, 56. b3, 57. a3, 58. b4, 59. c5, 60. d6, 61. e7, 62. f8, 63. g9, 64. h8, 65. g9, 66. f8, 67. e7, 68. d6, 69. c5, 70. b4, 71. a3, 72. b3, 73. c4, 74. d5, 75. e6, 76. f7, 77. g8, 78. h7, 79. g8, 80. f7, 81. e6, 82. d5, 83. c4, 84. b3, 85. a3, 86. b4, 87. c5, 88. d6, 89. e7, 90. f8, 91. g9, 92. h8, 93. g9, 94. f8, 95. e7, 96. d6, 97. c5, 98. b4, 99. a3, 100. b3, 101. c4, 102. d5, 103. e6, 104. f7, 105. g8, 106. h7, 107. g8, 108. f7, 109. e6, 110. d5, 111. c4, 112. b3, 113. a3, 114. b4, 115. c5, 116. d6, 117. e7, 118. f8, 119. g9, 120. h8, 121. g9, 122. f8, 123. e7, 124. d6, 125. c5, 126. b4, 127. a3, 128. b3, 129. c4, 130. d5, 131. e6, 132. f7, 133. g8, 134. h7, 135. g8, 136. f7, 137. e6, 138. d5, 139. c4, 140. b3, 141. a3, 142. b4, 143. c5, 144. d6, 145. e7, 146. f8, 147. g9, 148. h8, 149. g9, 150. f8, 151. e7, 152. d6, 153. c5, 154. b4, 155. a3, 156. b3, 157. c4, 158. d5, 159. e6, 160. f7, 161. g8, 162. h7, 163. g8, 164. f7, 165. e6, 166. d5, 167. c4, 168. b3, 169. a3, 170. b4, 171. c5, 172. d6, 173. e7, 174. f8, 175. g9, 176. h8, 177. g9, 178. f8, 179. e7, 180. d6, 181. c5, 182. b4, 183. a3, 184. b3, 185. c4, 186. d5, 187. e6, 188. f7, 189. g8, 190. h7, 191. g8, 192. f7, 193. e6, 194. d5, 195. c4, 196. b3, 197. a3, 198. b4, 199. c5, 200. d6, 201. e7, 202. f8, 203. g9, 204. h8, 205. g9, 206. f8, 207. e7, 208. d6, 209. c5, 210. b4, 211. a3, 212. b3, 213. c4, 214. d5, 215. e6, 216. f7, 217. g8, 218. h7, 219. g8, 220. f7, 221. e6, 222. d5, 223. c4, 224. b3, 225. a3, 226. b4, 227. c5, 228. d6, 229. e7, 230. f8, 231. g9, 232. h8, 233. g9, 234. f8, 235. e7, 236. d6, 237. c5, 238. b4, 239. a3, 240. b3, 241. c4, 242. d5, 243. e6, 244. f7, 245. g8, 246. h7, 247. g8, 248. f7, 249. e6, 250. d5, 251. c4, 252. b3, 253. a3, 254. b4, 255. c5, 256. d6, 257. e7, 258. f8, 259. g9, 260. h8, 261. g9, 262. f8, 263. e7, 264. d6, 265. c5, 266. b4, 267. a3, 268. b3, 269. c4, 270. d5, 271. e6, 272. f7, 273. g8, 274. h7, 275. g8, 276. f7, 277. e6, 278. d5, 279. c4, 280. b3, 281. a3, 282. b4, 283. c5, 284. d6, 285. e7, 286. f8, 287. g9, 288. h8, 289. g9, 290. f8, 291. e7, 292. d6, 293. c5, 294. b4, 295. a3, 296. b3, 297. c4, 298. d5, 299. e6, 300. f7, 301. g8, 302. h7, 303. g8, 304. f7, 305. e6, 306. d5, 307. c4, 308. b3, 309. a3, 310. b4, 311. c5, 312. d6, 313. e7, 314. f8, 315. g9, 316. h8, 317. g9, 318. f8, 319. e7, 320. d6, 321. c5, 322. b4, 323. a3, 324. b3, 325. c4, 326. d5, 327. e6, 328. f7, 329. g8, 330. h7, 331. g8, 332. f7, 333. e6, 334. d5, 335. c4, 336. b3, 337. a3, 338. b4, 339. c5, 340. d6, 341. e7, 342. f8, 343. g9, 344. h8, 345. g9, 346. f8, 347. e7, 348. d6, 349. c5, 350. b4, 351. a3, 352. b3, 353. c4, 354. d5, 355. e6, 356. f7, 357. g8, 358. h7, 359. g8, 360. f7, 361. e6, 362. d5, 363. c4, 364. b3, 365. a3, 366. b4, 367. c5, 368. d6, 369. e7, 370. f8, 371. g9, 372. h8, 373. g9, 374. f8, 375. e7, 376. d6, 377. c5, 378. b4, 379. a3, 380. b3, 381. c4, 382. d5, 383. e6, 384. f7, 385. g8, 386. h7, 387. g8, 388. f7, 389. e6, 390. d5, 391. c4, 392. b3, 393. a3, 394. b4, 395. c5, 396. d6, 397. e7, 398. f8, 399. g9, 400. h8, 401. g9, 402. f8, 403. e7, 404. d6, 405. c5, 406. b4, 407. a3, 408. b3, 409. c4, 410. d5, 411. e6, 412. f7, 413. g8, 414. h7, 415. g8, 416. f7, 417. e6, 418. d5, 419. c4, 420. b3, 421. a3, 422. b4, 423. c5, 424. d6, 425. e7, 426. f8, 427. g9, 428. h8, 429. g9, 430. f8, 431. e7, 432. d6, 433. c5, 434. b4, 435. a3, 436. b3, 437. c4, 438. d5, 439. e6, 440. f7, 441. g8, 442. h7, 443. g8, 444. f7, 445. e6, 446. d5, 447. c4, 448. b3, 449. a3, 450. b4, 451. c5, 452. d6, 453. e7, 454. f8, 455. g9, 456. h8, 457. g9, 458. f8, 459. e7, 460. d6, 461. c5, 462. b4, 463. a3, 464. b3, 465. c4, 466. d5, 467. e6, 468. f7, 469. g8, 470. h7, 471. g8, 472. f7, 473. e6, 474. d5, 475. c4, 476. b3, 477. a3, 478. b4, 479. c5, 480. d6, 481. e7, 482. f8, 483. g9, 484. h8, 485. g9, 486. f8, 487. e7, 488. d6, 489. c5, 490. b4, 491. a3, 492. b3, 493. c4, 494. d5, 495. e6, 496. f7, 497. g8, 498. h7, 499. g8, 500. f7, 501. e6, 502. d5, 503. c4, 504. b3, 505. a3, 506. b4, 507. c5, 508. d6, 509. e7, 510. f8, 511. g9, 512. h8, 513. g9, 514. f8, 515. e7, 516. d6, 517. c5, 518. b4, 519. a3, 520. b3, 521. c4, 522. d5, 523. e6, 524. f7, 525. g8, 526. h7, 527. g8, 528. f7, 529. e6, 530. d5, 531. c4, 532. b3, 533. a3, 534. b4, 535. c5, 536. d6, 537. e7, 538. f8, 539. g9, 540. h8, 541. g9, 542. f8, 543. e7, 544. d6, 545. c5, 546. b4, 547. a3, 548. b3, 549. c4, 550. d5, 551. e6, 552. f7, 553. g8, 554. h7, 555. g8, 556. f7, 557. e6, 558. d5, 559. c4, 560. b3, 561. a3, 562. b4, 563. c5, 564. d6, 565. e7, 566. f8, 567. g9, 568. h8, 569. g9, 570. f8, 571. e7, 572. d6, 573. c5, 574. b4, 575. a3, 576. b3, 577. c4, 578. d5, 579. e6, 580. f7, 581. g8, 582. h7, 583. g8, 584. f7, 585. e6, 586. d5, 587. c4, 588. b3, 589. a3, 590. b4, 591. c5, 592. d6, 593. e7, 594. f8, 595. g9, 596. h8, 597. g9, 598. f8, 599. e7, 600. d6, 601. c5, 602. b4, 603. a3, 604. b3, 605. c4, 606. d5, 607. e6, 608. f7, 609. g8, 610. h7, 611. g8, 612. f7, 613. e6, 614. d5, 615. c4, 616. b3, 617. a3, 618. b4, 619. c5, 620. d6, 621. e7, 622. f8, 623. g9, 624. h8, 625. g9, 626. f8, 627. e7, 628. d6, 629. c5, 630. b4, 631. a3, 632. b3, 633. c4, 634. d5, 635. e6, 636. f7, 637. g8, 638. h7, 639. g8, 640. f7, 641. e6, 642. d5, 643. c4, 644. b3, 645. a3, 646. b4, 647. c5, 648. d6, 649. e7, 650. f8, 651. g9, 652. h8, 653. g9, 654. f8, 655. e7, 656. d6, 657. c5, 658. b4, 659. a3, 660. b3, 661. c4, 662. d5, 663. e6, 664. f7, 665. g8, 666. h7, 667. g8, 668. f7, 669. e6, 670. d5, 671. c4, 672. b3, 673. a3, 674. b4, 675. c5, 676. d6, 677. e7, 678. f8, 679. g9, 680. h8, 681. g9, 682. f8, 683. e7, 684. d6, 685. c5, 686. b4, 687. a3, 688. b3, 689. c4, 690. d5, 691. e6, 692. f7, 693. g8, 694. h7, 695. g8, 696. f7, 697. e6, 698. d5, 699. c4, 700. b3, 701. a3, 702. b4, 703. c5, 704. d6, 705. e7, 706. f8, 707. g9, 708. h8, 709. g9, 710. f8, 711. e7, 712. d6, 713. c5, 714. b4, 715. a3, 716. b3, 717. c4, 718. d5, 719. e6, 720. f7, 721. g8, 722. h7, 723. g8, 724. f7, 725. e6, 726. d5, 727. c4, 728. b3, 729. a3, 730. b4, 731. c5, 732. d6, 733. e7, 734. f8, 735. g9, 736. h8, 737. g9, 738. f8, 739. e7, 740. d6, 741. c5, 742. b4, 743. a3, 744. b3, 745. c4, 746. d5, 747. e6, 748. f7, 749. g8, 750. h7, 751. g8, 752. f7, 753. e6, 754. d5, 755. c4, 756. b3, 757. a3, 758. b4, 759. c5, 760. d6, 761. e7, 762. f8, 763. g9, 764. h8, 765. g9, 766. f8, 767. e7, 768. d6, 769. c5, 770. b4, 771. a3, 772. b3, 773. c4, 774. d5, 775. e6, 776. f7, 777. g8, 778. h7, 779. g8, 780. f7, 781. e6, 782. d5, 783. c4, 784. b3, 785. a3, 786. b4, 787. c5, 788. d6, 789. e7, 790. f8, 791. g9, 792. h8, 793. g9, 794. f8, 795. e7, 796. d6, 797. c5, 798. b4, 799. a3, 800. b3, 801. c4, 802. d5, 803. e6, 804. f7, 805. g8, 806. h7, 807. g8, 808. f7, 809. e6, 810. d5, 811. c4, 812. b3, 813. a3, 814. b4, 815. c5, 816. d6, 817. e7, 818. f8, 819. g9, 820. h8, 821. g9, 822. f8, 823. e7, 824. d6, 825. c5, 826. b4, 827. a3, 828. b3, 829. c4, 830. d5, 831. e6, 832. f7, 833. g8, 834. h7, 835. g8, 836. f7, 837. e6, 838. d5, 839. c4, 840. b3, 841. a3, 842. b4, 843. c5, 844. d6, 845. e7, 846. f8, 847. g9, 848. h8, 849. g9, 850. f8, 851. e7, 852. d6, 853. c5, 854. b4, 855. a3, 856. b3, 857. c4, 858. d5, 859. e6, 860. f7, 861. g8, 862. h7, 863. g8, 864. f7, 865. e6, 866. d5, 867. c4, 868. b3, 869. a3, 870. b4, 871. c5, 872. d6, 873. e7, 874. f8, 875. g9, 876. h8, 877. g9, 878. f8, 879. e7, 880. d6, 881. c5, 882. b4, 883. a3, 884. b3, 885. c4, 886. d5, 887. e6, 888. f7, 889. g8, 890. h7, 891. g8, 892. f7, 893. e6, 894. d5, 895. c4, 896. b3, 897. a3, 898. b4, 899. c5, 900. d6, 901. e7, 902. f8, 903. g9, 904. h8, 905. g9, 906. f8, 907. e7, 908. d6, 909. c5, 910. b4, 911. a3, 912. b3, 913. c4, 914. d5, 915. e6, 916. f7, 917. g8, 918. h7, 919. g8, 920. f7, 921. e6, 922. d5, 923. c4, 924. b3, 925. a3, 926. b4, 927. c5, 928. d6, 929. e7, 930. f8, 931. g9, 932. h8, 933. g9, 934. f8, 935. e7, 936. d6, 937. c5, 938. b4, 939. a3, 940. b3, 941. c4, 942. d5, 943. e6, 944. f7, 945. g8, 946. h7, 947. g8, 948. f7, 949. e6, 950. d5, 951. c4, 952. b3, 953. a3, 954. b4, 955. c5, 956. d6, 957. e7, 958. f8, 959. g9, 960. h8, 961. g9, 962. f8, 963. e7, 964. d6, 965. c5, 966. b4, 967. a3, 968. b3, 969. c4, 970. d5, 971. e6, 972. f7, 973. g8, 974. h7, 975. g8, 976. f7, 977. e6, 978. d5, 979. c4, 980. b3, 981. a3, 982. b4, 983. c5, 984. d6, 985. e7, 986. f8, 987. g9, 988. h8, 989. g9, 990. f8, 991. e7, 992. d6, 993. c5, 994. b4, 995. a3, 996. b3, 997. c4, 998. d5, 999. e6, 1000. f7, 1001. g8, 1002. h7, 1003. g8, 1004. f7, 1005. e6, 1006. d5, 1007. c4, 1008. b3, 1009. a3, 1010. b4, 1011. c5, 1012. d6, 1013. e7, 1014. f8, 1015. g9, 1016. h8, 1017. g9, 1018. f8, 1019. e7, 1020. d6, 1021. c5, 1022. b4, 1023. a3, 1024. b3, 1025. c4, 1026. d5, 1027. e6, 1028. f7, 1029. g8, 1030. h7, 1031. g8, 1032. f7, 1033. e6, 1034. d5, 1035. c4, 1036. b3, 1037. a3, 1038. b4, 1039. c5, 1040. d6, 1041. e7, 1042. f8, 1043. g9, 1044. h8, 1045. g9, 1046. f8, 1047. e7, 1048. d6, 1049. c5, 1050. b4, 1051. a3, 1052. b3, 1053. c4, 1054. d5, 1055. e6, 1056. f7, 1057. g8, 1058. h7, 1059. g8, 1060. f7, 1061. e6, 1062. d5, 1063. c4, 1064. b3, 1065. a3, 1066. b4, 1067. c5, 1068. d6, 1069. e7, 1070. f8, 1071. g9, 1072. h8, 1073. g9, 1074. f8, 1075. e7, 1076. d6, 1077. c5, 1078. b4, 1079. a3, 1080. b3, 1081. c4, 1082. d5, 1083. e6, 1084. f7, 1085. g8, 1086. h7, 1087. g8, 1088. f7, 1089. e6, 1090. d5, 1091. c4, 1092. b3, 1093. a3, 1094. b4, 1095. c5, 1096. d6, 1097. e7, 1098. f8, 1099. g9, 1100. h8, 1101. g9, 1102. f8, 1103. e7, 1104. d6, 1105. c5, 1106. b4, 1107. a3, 1108. b3, 1109. c4, 1110. d5, 1111. e6, 1112. f7, 1113. g8, 1114. h7, 1115. g8, 1116. f7, 1117. e6, 1118. d5, 1119. c4, 1120. b3, 1121. a3, 1122. b4, 1123. c5, 1124. d6, 1125. e7, 1126. f8, 1127. g9, 1128. h8, 1129. g9, 1130. f8, 1131. e7, 1132. d6, 1133. c5, 1134. b4, 1135. a3, 1136. b3, 1137. c4, 1138. d5, 1139. e6, 1140. f7, 1141. g8, 1142. h7, 1143. g8, 1144. f7, 1145. e6, 1146. d5, 1147. c4, 1148. b3, 1149. a3, 1150. b4, 1151. c5, 1152. d6, 1153. e7, 1154. f8, 1155. g9, 1156. h8, 1157. g9, 1158. f8, 1159. e7, 1160. d6, 1161. c5, 1162. b4, 1163. a3, 1164. b3, 1165. c4, 1166. d5, 1167. e6, 1168. f7, 1169. g8, 1170. h7, 1171. g8, 1172. f7, 1173. e6, 1174. d5, 1175. c4, 1176. b3, 1177. a3, 1178. b4, 1179. c5, 1180. d6, 1181. e7, 1182. f8, 1183. g9, 1184. h8, 1185. g9, 1186. f8, 1187. e7, 1188. d6, 1189. c5, 1190. b4, 1191. a3, 1192. b3, 1193. c4, 1194. d5, 1195. e6, 1196. f7, 1197. g8, 1198. h7, 1199. g8, 1200. f7, 1201. e6, 1202. d5, 1203. c4, 1204. b3, 1205. a3, 1206. b4, 1207. c5, 1208. d6, 1209. e7, 1210. f8, 1211. g9, 1212. h8, 1213. g9, 1214. f8, 1215. e7, 1216. d6, 1217. c5, 1218. b4, 1219. a3, 1220. b3, 1221. c4, 1222. d5, 1223. e6, 1224. f7, 1225. g8, 1226. h7, 1227. g8, 1228. f7, 1229. e6, 1230. d5, 1231. c4, 1232. b3, 1233. a3, 1234. b4, 1235. c5, 1236. d6, 1237. e7, 1238. f8, 1239. g9, 1240. h8, 1241. g9, 1242. f8, 1243. e7, 1244. d6, 1245. c5, 1246. b4, 1247. a3, 1248. b3, 1249. c4, 1250. d5, 1251. e6, 1252. f7, 1253. g8, 1254. h7, 1255. g8, 1256. f7, 1257. e6, 1258. d5, 1259. c4, 1260. b3, 1261. a3, 1262. b4, 1263. c5, 1264. d6, 1265. e7, 1266. f8, 1267. g9, 1268. h8, 1269. g9, 1270. f8, 1271. e7, 1272. d6, 1273. c5, 1274. b4, 1275. a3, 1276. b3, 1277. c4, 1278. d5, 1279. e6, 1280. f7, 1281. g8, 1282. h7, 1283. g8, 1284. f7, 1285. e6, 1286. d5, 1287. c4, 1288. b3, 1289. a3, 1290. b4, 1291. c5, 1292. d6, 1293. e7, 1294. f8, 1295. g9, 1296. h8, 1297. g9, 1298. f8, 1299. e7, 1300. d6, 1301. c5, 1302. b4, 1303. a3, 1304. b3, 1305. c4, 1306. d5, 1307. e6, 1308. f7, 1309. g8, 1310. h7, 1311. g8, 1312. f7, 1313. e6, 1314. d5, 1315. c4, 1316. b3, 1317. a3, 1318. b4, 1319. c5, 1320. d6, 1321. e7, 1322. f8, 1323. g9, 1324. h8, 1325. g9, 1326. f8, 1327. e7, 1328. d6, 1329. c5, 1330. b4, 1331. a3, 1332. b3, 1333. c4, 1334. d5, 1335. e6, 1336. f7, 1337. g8, 1338. h7, 1339. g8, 1340. f7, 1341. e6, 1342. d5, 1343. c4, 1344. b3, 1345. a3, 1346. b4, 1347. c5, 1348. d6, 1349. e7, 1350. f8, 1351. g9, 1352. h8, 1353. g9, 1354. f8, 1355. e7, 1356. d6, 1357. c5, 1358. b4, 1359. a3, 1360. b3, 1361. c4, 1362. d5, 1363. e6, 1364. f7, 1365. g8, 1366. h7, 1367. g8, 1368. f7, 1369. e6, 1370. d5, 1371. c4, 1372. b3, 1373. a3, 1374. b4, 1375. c5, 1376. d6, 1377. e7, 1378. f8, 1379. g9, 1380. h8, 1381. g9, 1382. f8, 1383. e7, 1384. d6, 1385. c5, 1386. b4, 1387. a3, 1388. b3, 1389. c4, 1390. d5, 1391. e6, 1392. f7, 1393. g8, 1394. h7, 1395. g8, 1396. f7, 1397. e6, 1398. d5, 1399. c4, 1400. b3, 1401. a3, 1402. b4, 1403. c5, 1404. d6, 1405. e7, 1406. f8, 1407. g9, 1408. h8, 1409. g9, 1410. f8, 1411. e7, 1412. d6, 1413. c5, 1414. b4, 1415. a3, 1416. b3, 1417. c4, 1418. d5, 1419. e6, 1420. f7, 1421. g8, 1422. h7, 1423. g8, 1424. f7, 1425. e6, 1426. d5, 1427. c4, 1428. b3, 1429. a3, 1430. b4, 1431. c5, 1432. d6, 1433. e7, 1434. f8, 1435. g9, 1436. h8, 1437. g9, 1438. f8, 1439. e7, 1440. d6, 1441. c5, 1442. b4, 1443. a3, 1444. b3, 1445. c4, 1446. d5, 1447. e6, 1448. f7, 1449. g8, 1450. h7, 1451. g8, 1452. f7, 1453. e6, 1454. d5, 1455. c4, 1456. b3, 14

MÉDECINE

Les étudiants en médecine se prononceront avant le 18 mai sur l'arrêt éventuel de leur grève

Les étudiants en médecine se prononceront au plus tard le 18 mai, dans chaque centre hospitalo-universitaire en grève, sur le projet de protocole d'accord remis le 11 mai à leurs représentants par les médiateurs désignés par M. Pierre Mauroy. Puis le C.I.C.N. (comité inter-C.H.U. national) réalisera la synthèse des positions de chaque C.H.U., les 17 et 18 mai, à Paris et à Lyon.

Le projet de protocole d'accord prévoit, notamment, à propos des filières, la mise en œuvre d'un

Associant les armées les instituts Pasteur et Mérieux LA « BIO-FORCE » EST CRÉÉE

Le protocole de mise en œuvre de la « bio-force », structure légère d'intervention rapide au service de la lutte contre les épidémies dans les pays en voie de développement, a été signé, jeudi 12 mai, à Lyon-Bron par MM. Charles Hernu, ministre de la défense, Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, Alain Mérieux, président de l'Institut Pasteur-Production (I.P.P.).

Cet accord, permettant d'apporter l'aide de la France à la lutte contre les épidémies à fort taux de mortalité dans les pays qui en font la demande, les instituts Pasteur et Mérieux s'engagent à mobiliser jusqu'à plusieurs milliers de litres de vaccin (contre la choléra, la fièvre jaune et la méningite à méningocoques), tandis que le service de santé des armées s'engage à prélever sur ses établissements de métropole, en particulier à Lyon, à Paris et à Marseille, le personnel spécialisé en médecine et en infirmiers.

L'armée de l'air assurera, pour sa part, les transports des matériels et des personnels, le ministère de la coopération intervenant dans le financement.

M. Hernu a souligné que la création de la « bio-force » était « avant tout la manifestation de la volonté du ministère de la défense d'accroître ses possibilités d'interventions humanitaires au profit des peuples démunis, ce qui entre dans la vocation traditionnelle de la France ».

concours communs à la fin de second cycle, comme dans le projet de loi, mais comportant deux séries d'épreuves : des épreuves communes, entrant pour 80 % dans la note finale, et des épreuves spécialisées, représentant 20 % de cette même note. Le projet prévoit en outre qu'aucun examen de fin de troisième cycle ne sera instauré.

Le gouvernement continue de demander, en préalable à la signature, l'arrêt de la grève (le Monde du 13 mai). L'accord pourrait alors être transféré en enseignement supérieur, qui doit être examiné par l'Assemblée nationale à partir du 24 mai. La date limite de dépôt des amendements est fixée au 18 mai.

Les conséquences de la grève des internes à Nice. — Du 15 mars au 5 mai, les hôpitaux nicois ont perdu 10 221 journées d'hospitalisation. Ce bilan, auquel il convient d'ajouter approximativement 4 000 autres journées pour le mois de mai, représente une perte financière de 24 millions de francs, soit 2,16 % du chiffre d'affaires annuel. Ce fléchissement se traduit, en revanche, par une économie de 3,6 millions de francs sur les dépenses de pharmacie, notamment, et d'hébergement. Les difficultés de fonctionnement qui en découlent pourraient entraîner une augmentation de 2 % du prix de la journée d'hospitalisation. — (Corresp.)

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a reçu le 12 mai une lettre de M. Pierre Mauroy dans laquelle le premier ministre confirme son accord sur le principe de la réaffectation des étudiants en pharmacie en tant qu'étudiants hospitaliers pendant la première année du troisième cycle, c'est-à-dire la cinquième année du cursus, telle qu'elle sera mise en place dans le cadre de la réforme des études pharmaceutiques.

Les responsables des étudiants en pharmacie se réuniront le 14 mai, à Paris, pour décider des suites à donner à leur mouvement, en fonction des propositions contenues dans la lettre de M. Mauroy. Cette dernière, qui a souligné, représente un « acquis favorable » mais ne concerne que l'un des points primordiaux de nos revendications.

JUSTICE

A L'APPROCHE DES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Fièvre dans la magistrature

Le ton monte dans la magistrature à l'approche des élections professionnelles qui auront lieu à partir du 17 mai. Cette fièvre électorale secoue des politiciens innombrables dans ce milieu où l'on parle généralement de « maquis ».

Accusés de « pressions politiques » par l'Union syndicale des magistrats (U.S.M., modérée), les deux autres organisations en lice l'ont très mal pris. Selon le Syndicat de la magistrature (gauche), l'Union syndicale « vit à droite ». Aux yeux de l'Association professionnelle des magistrats (droite), les silences coupables de l'U.S.M. à l'égard du pouvoir en place témoignent d'un « double jeu ». L'Union syndicale, qui paraît la mieux placée pour rassembler ces élections, est en tout cas au centre de cette querelle politico-syndicale, face à deux adversaires, l'un nettement à gauche, l'autre clairement à droite, qui ne se ménagent pas non plus.

Le but de l'opération étant de se distinguer en se différenciant, il est probable que ce remue-ménage ne s'arrêtera pas le 27 mai, après dix jours de scrutin par correspondance dont on ne connaît pas les résultats que plus tard. Enjeu du vote, les suffrages des 5 600 magistrats pour l'élection à deux degrés de leurs représentants à la commission d'avancement.

Le scrutin, qui était jusqu'ici unanime, se divise en deux tours, à lieu pour la première fois à la proportionnelle avec listes bloquées. L'Union syndicale, tout en se montrant confiante, a le plus à perdre dans cette affaire, dans la mesure où elle était la seule à présenter des candidats aux dernières élections, il y a trois ans. L'Association professionnelle, pour sa part, ne présente pas officiellement de liste, mais

Les ministres de la justice des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe se sont réunis, jeudi 12 mai à Rome, en marge de la troisième conférence internationale d'information juridique. Ils ont notamment examiné la question posée par l'adoption d'une législation commune en faveur des « terroristes repentis ». Ces derniers bénéficient dans certains États de réductions de peines en cas de collaboration avec les autorités pour la recherche des auteurs d'attentats auxquels ils ont été mêlés ou dont ils peuvent avoir connu les préparatifs.

compte en appuyer certaines, comme à Amiens. Le scrutin fournira ainsi quelques indications sur le rapport de forces à l'intérieur de la magistrature.

Jusqu'à présent, on ne connaissait que le nombre d'adhérents revendiqués par chacune des trois organisations : 1 800 pour l'Union syndicale, un millier pour le Syndicat de la magistrature et 368 pour l'Association professionnelle. Leur influence réelle est-elle proportionnelle à ces chiffres ?

Changement de majorité

L'arrivée, après la victoire de la gauche, de l'A.P.M. sur l'Union syndicale, a modifié les règles du jeu. Souponné, en raison de son âge, de grouper les « anciens privilégiés », l'Association professionnelle compte de fait, dans ses rangs, l'ancien directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte, M. Yves Rocco, l'ancien directeur des affaires criminelles de la même époque, M. Raoul Bételle, et d'autres « victimes » du changement de majorité, comme M. Jean-François Ugeux, ancien directeur de l'École nationale de la magistrature. Mais l'A.P.M. rassemble aussi des magistrats de base que ce changement de majorité a inquiétés.

Épiphénomène ou signe avant-coureur d'une opposition avec laquelle M. Robert Badinter devra compter ? Ce scrutin le dira peut-être, comme il permettra de savoir si le Syndicat de la magistrature pèse ou non de sa prétendue connivence avec le pouvoir, phénomène dont ont souffert, lors de scrutins professionnels précédents, d'autres organisations de gauche.

BERTRAND LE GENDRE.

EN BREF

Ilan Romushan, six ans, le garçonnet dans le cadavre a été découvert, le 21 mars, dans un appartement de Montpellier (le Monde du 25 mars), n'a pas été, selon les résultats de l'analyse toxicologique, empoisonné par un breuvage mortel.

L'enfant avait été trouvé sur un lit, en présence de sa mère et de sa tante prénommée. Le cadavre de la chambre et plusieurs objets rituels qui jonchaient le sol avaient fait penser aux policiers de Montpellier que la victime avait été soumise à des pratiques magiques et, éventuellement, empoisonnée. Le corps de l'enfant portait des ecchymoses et une blessure remplie d'un liquide verdâtre se trouvait à ses côtés.

Épilogue de la bagarre au bar Le Kilt, à Paris. — M. Rachid Kettani, vingt-cinq ans, gardien de la paix, a été inculpé, le 12 mai, de coups et blessures volontaires avec arme, et M. Akli Haddad, vingt-trois ans, Algérien, de coups et blessures volontaires. M. Kettani est accusé d'avoir blessé, hors service, avec son pistolet, alors qu'il était hors service et sous l'emprise de l'alcool, deux compatriotes de M. Haddad. Ce dernier est poursuivi pour avoir frappé M. Kettani et son collègue, M. Jean-Marc Evard, venu avec lui au bar Le Kilt après son service (le Monde du 13 mai).

Casse d'armes aux Mingettes. — Quatre fusils de chasse de calibre 12 à canon et crosse scies, deux fusils d'assaut 22 LR ainsi que des munitions — certains dérobés dans un armurerie de Givors (Rhône), — ont été découverts dans les parties communes d'un immeuble du quartier des Mingettes à Vénissieux. La ville située au sud de l'agglomération lyonnaise est le terrain d'affrontements réguliers entre des jeunes Maghrébins et les forces de police.

Nouvel incendie à Colombes. — Après un nouvel incendie qui s'est déclaré jeudi matin 12 mai à la cité de transit Côté d'Asie à Colombes (Hauts-de-Seine), le secrétaire d'État chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, a tenu une nouvelle réunion avec les autorités de la préfecture de Nanterre « pour accélérer le programme de relogement entrepris par le gouvernement ». Le secrétaire d'État avait en effet annoncé le 5 mai que vingt-neuf bâtiments seraient détruits après l'incendie qui, le 24 avril, avait entraîné la mort de deux personnes (le Monde du 26 avril). Le sinistre du 12 mai n'a pas causé de victime, mais a ravagé trois appartements.

Lisez

Le Monde de l'Éducation

SPORTS

JUDO

Les championnats d'Europe

La nouvelle vague rouge

Légère déception dans le camp français à l'issue de la première journée des championnats d'Europe de judo disputés au stade Cochenard de Paris : Roger Vachon et Angeli Parisi ne sont pas montés sur la plus haute marche du podium dans leur catégorie, le premier obtenant la médaille d'argent des mi-lourds (- 95 kg) et le second la médaille de bronze des lourds (+ 95 kg). Deux Soviétiques sont à l'origine de leur déconvenue, respectivement Valery Divisenko et Chabli Dikrashev. Des incidents qui montrent le sérieux de la préparation de l'équipe F.U.R.S.S. avant les prochains championnats du monde de Moscou.

L'Allemand de l'Ouest, Neunthaler, est un colosse qui en a vu de toutes les couleurs sur les tatamis de judo. Mais ce que lui a fait le Soviétique Divisenko, l'ancien vice-champion olympique ne l'avait jamais vu. Le combat venait de débuter. L'Allemand tendit le bras droit pour attraper le revers du kimono du Soviétique. Il avait à peine fini son geste qu'il avait les deux jambes de Divisenko à hauteur du visage, comme si le Soviétique faisait un « soleil » sur le bras-barre fixe. Et dans le mouvement Neunthaler roula au sol, le bras anesthésié verrouillé dans une douloureuse clé qui le contraignait à abandonner.

Eh bien sûr dans les tribunes. Le Soviétique venait, en effet, de réussir une des plus vieilles techniques du judo — répertoriée jadis sous le nom de « vingt-cinquième clé de bras » — qui est quasiment ignorée aujourd'hui. Qu'un garçon de vingt-deux ans, dont la seule renommée était jusqu'alors d'avoir gagné deux fois les championnats d'Europe juniors, ait réussi à placer cette prise à Neunthaler, qui connaît par cœur toutes les règles, tenait du prodige. Les Soviétiques, qui ont écarté de leur sélection le champion du monde Kouboulouri et le redoutable Chourov, ne pouvaient avoir fait un choix hasardeux dans la perspective des prochains championnats du monde de Moscou. C'était donc un prodige qui évoluait.

Ce Divisenko a la « technique » puissante propre à tous les milieux, mais il ajoute à la force pure une souplesse et une rapidité de chat, qui sont la nature même du judo (1). Le Norvégien Nilsen et le Hongrois Molnar, autre habitué des podiums, en firent l'expérience avant le Français Roger Vachon. Premier au 1981 et troisième en 1982 de ces championnats d'Europe, le combattant de Villiers-le-Bel, qui termine des études de professeur d'éducation physique, n'avait pas obtenu toutes les facilités pour se préparer. En finale il s'effrita dans pas à accélérer le rythme du combat dans les deux dernières minutes, comme il le fait habituellement pour conclure. Toutefois Divisenko était parvenu auparavant à projeter Vachon quatre fois en mettant à profit son déplacement latéral. Or, jusqu'à présent, le Français ne s'était quasiment jamais fait surprendre de la sorte. Preuve que le Soviétique est parvenu à adapter sa technique au comportement des adversaires les

plus divers et que le judo soviétique, généralement représenté par des loutres bossues, est en pleine révolution.

La démonstration a été complétée par la prestation de Chabli Dikrashev en lourds. Moins élégant que Divisenko, ce géant des steppes âgé de vingt-cinq ans a aussi fait preuve d'un sens de l'opportunité dont le Français Parisi fit les frais en demi-finale. Alors qu'il était nettement dominé, Dikrashev ramassa une jambe du Français pendant que celui-ci se préoccupait de contrôler ses épaules pour échapper à l'emprise des bras tentaculaires du Soviétique. Renversé, Parisi se fit alors immobiliser pour le compte.

Mais ce n'était pas seulement un accident. Car en finale le Soviétique fit tomber le Bulgare Zaprzanov, vice-champion olympique de la catégorie, avec une projection de hanche qu'on enseignait dans les clubs de débutants dès leur deuxième leçon. Leçon d'efficacité donc de ce nouveau fleuron du judo soviétique du renouveau.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Judo signifie littéralement « voie de la souplesse ».

RUGBY. — Le premier ministre sud-africain P. W. Botha, doit recevoir le 9 juin le président de la Fédération française de rugby, M. Albert Ferrasse, qui se rendra à Pretoria à la suite de l'annulation de la tournée de l'équipe de France en Afrique du Sud.

TENNIS. — Mauvaise série pour le Tchecoslovaque Ivan Lendl. Le « numéro un » mondial sur terre battue, qui s'était incliné face à l'Américain John McEnroe et au Français Henri Leconte ces dernières semaines, a une nouvelle fois échoué en huitième de finale des Internationaux de R.F.A. à Hambourg. Le 12 mai, il a, en effet, été battu par le Hongrois Balazs Taroczy (6-2, 4-6, 6-1). En revanche, le Français Georges Goven, âgé de trente-trois ans, réalise une belle performance au Tournoi de Florence : après avoir éliminé Victor Pecci, il a battu le Yougoslave Marco Orsaja (6-3, 7-6), en deuxième tour. En l'occurrence, le maître a fait aussi bien que l'élève puisque le protégé de Goven, Thierry Tulane s'est aussi qualifié pour les quarts de finale.

LU

NOUS ÉTIIONS TOUS DES TERRORISTES, de Lucien Bitterlin

La vraie histoire des « barbouzes »

Ce livre est un témoignage de première main sur un épisode mal connu de la lutte contre l'O.A.S. en Algérie, alors même que ses acteurs et leur chef avaient été rapidement effacés du nom de « barbouzes » qui devait devenir fort populaire.

Deux mois après les barricades de janvier 1980, Lucien Bitterlin, jeune élu gaulliste d'une petite commune de banlieue, âgé de vingt-huit ans, débarras à Alger. Le Mouvement pour la communauté qui deviendra le Mouvement pour la coopération l'avait chargé d'une mission impossible sous son apparence banale : tenter, à partir de Radio-Alger, de convaincre les Français de souche européenne de rallier de Gaulle ; prouver aux musulmans qu'il existait un parti français de l'Algérie algérienne alors que le plupart des gaullistes et les fonctionnaires de l'administration désertaient des partisans — discrets ou honteux — de l'Algérie française.

Brûlé à la R.T.F. où il travaillait comme producteur depuis un an, fiché par l'O.A.S. qui le désignait comme l'homme à abattre, Lucien Bitterlin organise une cellule d'action de deux cents hommes contre les commandos Delta de Roger Degueldre. Sous un titre volontairement provocateur : « Nous étions tous des terroristes » — l'auteur reprend en l'enrichissant de divers documents, son Histoire des « barbouzes », parue en 1972.

A l'époque, le livre était passé inaperçu, sans doute parce qu'il avait été publié par un petit éditeur qui a disparu depuis, et sur-

tout parce qu'il dérangeait en venant trop tôt : pour la plupart des gaullistes, l'auteur était « la honte de la famille » et pour les nostalgiques de l'Algérie française, il démontait l'ennemi. Quant à la gauche, elle le tenait à distance, le soupçonnant d'avoir été — et d'être toujours, peut-être — un agent du SAC (Service d'action civique).

Près d'un quart de siècle après les événements, c'est cette même gauche, qui, paradoxalement, aura été la première à lui rendre un hommage public. En effet, à côté d'un texte de Georges Montaron qui fait partie de ces chrétiens de gauche qui prônent l'indépendance de l'Algérie dès la première heure, l'auteur publie en postface le passage du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC consacré à sa déposition, « une de celles qui ont le plus impressionné la commission », selon le mot de son président.

Dans ce témoignage qui complète et éclaire le premier, Lucien Bitterlin qui affirme n'avoir jamais appartenu au SAC, explique que ce dernier, contrairement à ce que l'on a pu écrire, n'a guère participé à la lutte contre l'O.A.S., alors que son mouvement a servi « d'abécédaire de la violence », en entraînant dans le cycle de la violence, « la violence libérale » opposée à « la violence liberticide » pour reprendre l'expression de Maurice Duverger.

PAUL BALTA.

Éditions du Témoignage chrétien, Paris, 1982, 352 pages, 10 F.

SAMEDI DIMANCHE

- **TIMOR :**
La guérilla oubliée
- **JORDANIE :**
Vingt-cinq ans de règne du roi-soldat
- **YUGOSLAVIE :**
Allah dans l'imbroglio
- **ÉDUCATION :**
L'ordinateur : comme un livre d'exercices
- **LECTURE :**
Le retour des cendres du « Napoléon noir »

Et, avec « le Monde Dimanche », quatre pages de radio et de télévision

Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.



هكذا من الأصل

Les grandes familles

Chrétien et danseur

■ Le syndicat C.G.C. (Confédération générale des cadres) des musées nationaux a appelé à une journée de grève le lundi 16 mai au musée du Louvre. Ce personnel veut manifester son mécontentement après les récents aménagements de la situation des gardiens des musées nationaux. Vacataires de catégorie A recrutés sur concours, ils s'estiment sous-employés par leurs services et ont de ce fait vu leur rémunération diminuer.

MARCELLE MICHEL.

■ Théâtre de la Ville, 19 h 30, en alternance avec le programme Stravinsky.

[illegible]

Gabriel n'en a pas moins fait à
ordres œuvre de grand urbaniste,
réparé une ordonnance monumen-
tale qu'est une des plus belles de
Ancien Régime avec celles des
places de Nancy et de la promenade
au Peyrou à Montpellier. Cette or-
donnance d'ailleurs plus sensi-

Le plus tumultueux de ces chantiers aurait concerné Versailles, dont on voulait restructurer entièrement les façades et les bâtiments regardant vers la ville, que l'on jugeait archaïques et désordonnés. Le « grand projet » supposait de telles dépenses et de tels traces qu'il ne recut qu'un

■ Dialogues des carmélites », à Favart

Constance, dont le voix court comme un ruisseau dans la prairie; Evalyne Brunner est une M^{me} Lidoine rustique et équilibrée, rayonnante de sagesse et de bonté. Et Cressin, avec sa voix à qui reste très vite le souvenir d'un tour à tour le grandeur apérrime de M^{me} de Croissy et la soudaine, terrifiante, défection de sa personnalité face à la mort, tandis que le timbre et le rythme de sa voix nous rappellent les paroles de Nadine Dorval (insupportables quand incompréhensibles) traduit la sâvrité et l'instabilité de Mère Marie. On n'oublie pas de citer aussi ces quelques hommes qui parsèment le roman : Jean-Pierre, notamment Jean-Philippe Courtis, Christian Jean et Michel Sâchéral.

ANDRÉ FERNIGIER.
★ Michel Gallet et Yves Bochner.
Les Gabriel, Librairie Picard, 120 F.

JACQUES LONCHAMPT.
■ Prochaines représentations les 13, 16, 18, 20, 21 mai, à 19 h 30.

(1) Conseillons à ceux qui ne connaissent pas l'œuvre de lire le livret avant la représentation dans l'excellent numéro de l'*Avant-Scène-Opéra* (n° 52) qui vient de paraître et contient quantité d'études de premier ordre, en particulier une très belle analyse musicale et psychologique de Jean Solliers (146 pages, 50 F.).

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

**ESPACE
P-CARDON**
Lévis
18 mai
20 h 30
Banc.
266-17-30
S.p.e. Montréal
(Montréal)

Musique et l'Espace
Jeune école
ACTIVITÉ CULTUELLE POUR JEUNES
QUATUOR
VIOTTI
BIZANT, SCHUBERT, DVORAK

ISABELLE ADJANI / ALAIN SOUCHON / un film de JEAN BECKER
L'Été meurtrier Scénario et dialogue de **SÉBASTIEN JAPISOTT**
 avec SUZANNE FLON, MARIA MACHADO, JEFF CLIVE, EVELYNE
 JEAN-LOUIS, FRANÇOIS CLUZET, MANUEL, ROGER CARREL, MICHEL GALABRU
 Musique: Jean-Jacques Dreyfus, 1984
 Version: "Été Meurtrier" - 35 mm - 16 mm - Vidéo - 1984
 Un film produit par **CHRISTINE BEYOUT** pour Société Radiance / Cinesca / TF 1 / France Régionale

“DESCRIPTION D'UN COMBAT” // FRANZ KAFKA //
 Mise en scène de Jean-Claude Fall

36^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM

CANNES 7-18 MAI 1983



مركز امن الاصل

Samedi 14 mai

11 h 10 Journal des sourds et des malentendants.

11 h 30	Pteline 45.
12 h	■ nous deux.
12 h	■ Journal.
13 h	■ <i>Les 400 coups</i> : <i>Chouchou</i> .
15 h	5 Les jeux du stade.
17 h	Récité A 2.
17 h 50	■ Les <i>contes</i> de l'aventure.
	« Selva », le voyage dans la nuit verte, de J. Bock.
18 h 50	Jeu : Des chiffres et des <i>hommes</i> .
19 h	10 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
19 h 15	■ Emissions régionales.
19 h 30	■ Le théâtre de Bouvard.
20 h	■ Journal.
20 h 35	Variétés : Champs-Élysées.
	De M. Drucker, avec Claude Nougaro.
21 h 50	Téléfilm : Diane Lunetter.
	D'après l'œuvre de J.D. Woolfman, réalisation B. Quey- sanne, avec A. Arian, J. Spieser, J. Parent... (2 ^e partie)
22 h 5	Histoires courtes. Le point d'eau, de V. Mon- corgé.
23 h 15	Journal.

Le Cardinal.
1/3 Campari.
Gordon's Gin.
Boilly Prat Dry.
zeste de citron.

DIMANCHE 15 MAI
- M. François Guillaume, président
la F.N.S.E.A., au « Grand-
y.R.T.L. - le Monde ».
M. Alain Savary, ministre de l'éduca-
tion nationale, est reçu au « Club de la
sse » d'Europe I.

M^{me} Fernande Lecomte, épouse M
ferr, M. Yves Le Flour, M^{me} Chris
Le Bell, Madame Klein, MM. André

18 MAI 1983, à 21 h
M^{re} BLACHE, commissaire-priseur - (3) 950-55-06
EXPOSITIONS : 13, samedi 14, lundi 16 et mardi 17, de 9 h. à 12 h.
et de 14 h. à 18 h. (dim. 15 de 10/12 h. à 14/18 h.)

che, Léon Landini, Joseph Le Picirella, Roland de l'Assomption, Martial Le Bousse, Fernand Ledoux, Louis Le Floch, Bernard Legrand, Paul Le Men-
teu.

(A suivre.)

(A suivre.)

Agrégée d'histoire et géographie, professeur honoraire au lycée Camille-Sée, Marianne Ozouf était la sœur aînée de Pierre Brossolette.
31, rue Lefebvre,
75015 Paris.

Janine CHARAZAC,
ingénieur au C.N.R.S.,
nous a quittés le 16 avril 1983.
Ses amis et sa famille vous remer-
cient d'avoir été présents ces derniers
mois.

— M^{me} Huard et ses enfants, très sensibles aux marques de sympathie et l'amitié qui leur ont été exprimées lors des obsèques de

M. Pierre HUARD,
remercient toutes les personnes qui se

profondément touchés de la sympathie témoignée, remerciaient ceux et celles qui ont rendu un dernier hommage à
M^{me} ICHAY RIKA,
enterrée le 22 avril à Jérusalem.

Anniversaires

- Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame de la Gare, à Paris (13^e), le dimanche 16 mai 1965 à 10 h 30.

GILLES-LABATEUX,
appelé à Dieu le 16 mai 1980.

— Un office sera célébré au cimetière de Bagneux, le dimanche 15 mai 1983, à la mémoire du

Soutenances de thèses
DOCTORAT D'ÉTAT

- Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mardi 17 mai, à 14 h 30.
 - Louis-Liard (Sorbonne).
 - Najah Mohammad : « Histoire des

520, M. Jean-Marc Dufresne : « Le marché du hors-cote en France. »

522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

	Le 13/5	Le 14/5
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	Le 13/5	Le 14/5
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	11,00	13,00
AUTOMOBILES	11,00	13,00
AGENDA	11,00	13,00

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES
R&M 4431 B

Entreprise génie civil et
DEUX INGENIEURS BUREAU D'ETUDES
«ouvrages d'Art»
«Barrages travaux fluviaux»
R&M 10843 B

Rhône-Alpes
JEUNE CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE
R&M 21823 D

Publicis Conseil - Est -
RESPONSABLE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE
R&M 2674 C

La Hague
INGENIEUR RESPONSABLE D'UNITE
R&M 14761 B

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8 rue de Brest 75008 Paris

SOCIETE DE DISTRIBUTION DE MATERIEL OPTIQUE recherche son responsable vente

Jeune - Dynamique
Expérience souhaitée.
Rémunération en fonction de culture et de résultats.

Transmettre curriculum vitae et photo (retournée)
sous pli fermé à : 70141, CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTES DEMANDES D'EMPLOIS

adjoint

CHIEF DES SERVICES COMPTABLES
• Poste évolutif pour candidat motivé
• Connaissance de l'informatique souhaitée
• Adr. CV manuscrite et photo à :
S&L SETCO
23, rue Adolphe-Lévy 93170 Bagnolet

NORSK DATA

Constructeur ordinateurs

pour son département Comptabilité générale :

UN (E) COMPTABLE

(Notions d'anglais)

- Formation minimum bac 2 ;
- Expérience 3 ans.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

C.V. à :

Mme Legerot, NORSK-DATA

120 bureaux de la colline

92213 Suresne Cedex

Société d'Emploi

à Paris-6

recherche

UN JEUNE CADRE

ADJOINT à l'EXPLOITATION

Responsable de deux

équipes dans

une fonction

Gestion générale

expérimentation et technique

Commandement du personnel

Emploi stable

Avantages sociaux

15 mois

Adresser C.V., photo et lettre

manuscrite au

SERVICE DU PERSONNEL

C.E.G.P.

28, rue Malesherbes

75008 PARIS.

Pour les candidats travaillant

banlieue Ouest de Paris

131 ans

recherche

ANIMATEUR(ICE)

CONFIRME(E)

pour secteur socio-éducatif

Envoyer C.V. à : M. J. T.

13, av. du Président Wilson

92150 Suresne

BANQUE recherche

CAISSIERS

de CHANGE

pour Lyon

Cor. av. de la République

17, rue de la République

94207 Vincennes

Cadres qui transmettent.

emplois

internationaux

GTB maison de moyenne

importance engageant 1 ingénieur

pour fin 83/début 84 pour

l'Amble Saoune. Veuillez nous

communiquer à GTB S.A., rue de

Suez 13, 1950 Sen (Suisse).

Tél. : 19-41-27/22-81-72.

secrétaires

SHARP FRANCE

recherche

SECRÉTAIRE

DE DIRECTION

Bilingue ANGLAIS

CONFIRMÉE

Adresser C.V., photo, et lettre

manuscrite au

CHIEF DU PERSONNEL

Z.I. de Villeneuve

avenue Amélie

91320 VILLENOUVE

Seine-et-Marne

Secrétariat informatique

recherche

SECRÉTAIRE

COMMERCIALE

- dynamique ;

- parfaite maîtrise des techni-

ques du secrétariat ;

- description ;

- bons contacts humains ;

- connaissances législation

travail appréciées.

12e mois, avantages sociaux, horaire variable, restaurant d'entreprise.

Env. C.V., photo à : MEKAR

n° 2307, 112, bd Hausmann,

75008 Paris, qui transmettra.

STE INTERNATIONALE

LA DÉPENSE

RECHERCHE

SECRÉTAIRE

DIRECTION

ASSISTANTE

POUR DIRECTION PERSONNEL

PARFAITEMENT

BILINGUE ANGLAIS

(si possible états anglais)

Libre immédiatement. Exp. sou-

haitée 5-7 ans.

Ce poste exige :

- parfaite maîtrise des techni-

ques du secrétariat ;

- description ;

- bons contacts humains ;

- connaissances législation

travail appréciées.

12e mois, avantages sociaux, horaire variable, restaurant d'entreprise.

Env. C.V., photo à : MEKAR

n° 2307, 112, bd Hausmann,

75008 Paris, qui transmettra.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

RUE RICHELIEU

studio, 7^e ét., asc. imm. plane,

170.000 F. Tél. 220-23-23.

11^e arrdt F. Tél. : 826-33-00.

4^e arrdt

BO HENRI-V (Père)

châss. iv. + châte. pourtes

REFAIT LUXUEUSEMENT

550.000 F. Tél.

5^e arrdt

NEUF

CONSTRUCTION

EN COURS

IMM. TRÈS GRAND LUXE

DE 29 APPARTEMENTS

Livraison immédiate

JARDIN DES PLANTES

1 et 3 RUE POLYVAU

DU 1^{er} AU 5^e ÉTAGE

et DUPLEX-TERRASSE

Prix moyen 18.000 F le m².

Ferme et définitif.

APPARTEMENT TERNON

Tout les jours, 14 h à 18 h

sur plan et en modèle

sur plan et en modèle

6^e arrdt

JARDIN DES PLANTES

3 P. 4^e, ascenseur, PLEIN SUD

300.000 F. Tél. 225-54-51.

8^e arrdt

M. VAVIN, 5, rue Chevreuse,

imm. en cours réhabilitation,

propriétaire vend studio 2

à 8 h, s/pk, ascend, dim.

18/18 h. 720-72-71.

RUE DE VERNEUIL

chambre 2 P. salle d'eau,

ouais, cuisine, Td, matin

ou soir : 504-02-52.

9^e arrdt

M. CADET

Bel imm., asc. 2^e ét., cent.

11^e 3^e ét., iv. châte. 1 châte.

lur, entrée, cuis., bain.

21^e 3^e ét., s/pk, ascend, dim.

51, rue Rodière, ascend, dim.

dim, lunch, 18/18 h.

10^e arrdt

SUR LES RIVES

DU CANAL SAINT-MARTIN

du studio au 5 pièces

ou jour et demain 14-18 h,

samedi et dimanche 11-18 h,

14-18 h

SAINT-MARTIN

GRANDE-ALX-RELLS

182, avenue de la République

75011 Paris

Tél. : 877-18-10 p.

12^e arrdt

REUILLY-DIDEROT, bel imm.

Pierre de 1^{er} étage, 2 pces

cuis., bain, entrée, 180.000 F.

Crédit 100 % poss. 347-87-07.

REUILLY-DIDEROT, bel imm.

à saisir, 2/3 P. 7^e ét. 80 m²

vue d'ensemble, balcon

380.000 F. Tél. 330-72-71.

13^e arrdt

MÉTRO

PORTE D'ITALIE

PRÊTS

CONVENTIONNÉS

à LISIÈRE

45, avenue Jean-Jaurès

GENTILLY

2, 3, 4, 5 PIÈCES

LIVRAISON IMMÉDIATEMENT

ouvert tous les jours sauf M/M,

14-18 h

Tél. : 566-07-73.

15^e arrdt

Particulier vend dans immeuble

de caractère pierre de taille,

quartier Emile-Zola, beau

4 pièces, annexe, balcon

sur vis-à-vis, chauffage indivi-

duel 4^e étage, impeccable.

Tel. pour r.v. (sauf week-end).

833-37-11.

16^e arrdt

DAUPHINE-MALLOTT

6^e ét., terrasse, soleil, 5 P.

180 m² service, box, obs.

553-31-32.

92

Hauts-de-Seine

SEVRES

81, GRANDE-RUE

à LE PAVIS DE SEVRES

2 au 7 pièces, Commerce.

Ce jour et demain, 14-18 h,

samedi et dimanche 11-18 h.

14-19 h

Tél. : 507-13-47.

PUTEAUX

La Défense

Habitat immédiat

4 P., 91 m² + loggia 12 m²,

5^e ét. 784.000 F + park

Prêt conventionné possi-

ble, place du Judo au lundi

94, AV. DU PRÉSIDENT-VILSON

Tél. : 334-02-42.

COMME NEUVE

vend 3-16

révisé 80, 45.000 m. var

métal. (option) calendrier

4 vitres, portes, ind.

coques stériles. Prix 42.000 F.

Tél. 334-02-42.

de 1111 C.V.

CX PRESTIGE 81

cuir, moteur neuf, 88.000 F.

T. 685-52-22 les 9 h à 18 h.

appartements ventes

2^e arrdt

RUE RICHELIEU

studio, 7^e ét., asc. imm. plane,

170.000 F. Tél. 220-23-23.

11^e arrdt F. Tél. : 826-33-00.

4^e arrdt

BO HENRI-V (Père)

châss. iv. + châte. pourtes

REFAIT LUXUEUSEMENT

550.000 F. Tél.

5^e arrdt

NEUF

CONSTRUCTION

EN COURS

IMM. TRÈS GRAND LUXE

DE 29 APPARTEMENTS

Livraison immédiate

JARDIN DES PLANTES

1 et 3 RUE POLYVAU

DU 1^{er} AU 5^e ÉTAGE

et DUPLEX-TERRASSE

Prix moyen 18.000 F le m².

INFORMATIONS « SERVICES »

Foires et Salons d'antiquités

Fontainebleau : jusqu'au 15 mai, Biennale des antiquaires ;
Lyon : jusqu'au 15 mai, brocante à la Foire.
Eauze-en-Armagnac (32) : antiquités, brocante ;
Colmar : jusqu'au 16 mai, Salon des antiquaires ;
Clamart (28) : 15 mai, Foire de la brocante ;
Clamart (35) : 14-15 mai, Foire franco-britannique ;
Paris (la Chapelle) : 18-20 mai, antiquités, brocante ;
Vittel : 19-20 mai, Salon des antiquaires ;
Avignon (allée de l'Oulle) : 20-23 mai, antiquités, brocante ;
Montargis (45) : 20-23 mai, cent brocanteurs ;
Dijon (21) : 21-23 mai, Salon des antiquaires (avec experts) ;
Villeneuve-sur-Yonne (89) : 21-23 mai, brocante et collections ;
Alençon (61) : 21-23 mai, antiquités, brocante ;
Paris (Bastille) : 21 mai-5 juin, antiquités, brocante ;
Chambéry (73) : 27-30 mai, Salon des antiquaires ;
Tournus (71) : 28 mai-5 juin, des antiquaires ;
Liège (Belgique) : Salon des antiquaires ;
Paris (gare de l'Est) : 28 mai-27 juin, Foire Saint-Laurent ;
Senlis : 28 mai-5 juin, Salon des antiquaires en l'église Saint-Pierre.

ENCHÈRES

Belles ventes de mai

Au Nouveau Drouot : 26, 27 mai : arts primitifs et océaniques (M^{re} Gros, M. Jean Rondillon, export).

A New-York, chez Sotheby-Parke Bernet le 18 mai, la vente des œuvres majeures de Degas, Cézanne, Corot, Manet, Monet, Renoir, de la collection Havemeyer sera l'événement de la saison (précédé par une belle vente d'impressionnistes le 17 mai chez Christie's). Également à New-York, importante vacation consacrée à l'art nouveau et l'art déco, le 26 mai.

EN BREF

CONFÉRENCES

INTERROGATIONS SUR LA TECHNOLOGIE. - L'Association pour la diffusion de l'information et de la culture (ADIC) organise, les 21, 22 et 23 mai, au château de Ligugère, à côté de Limoges (Haute-Vienne), une rencontre sur le thème « Interrogation sur la technologie » qui a pour but de faire le point sur les mutations technologiques, les différentes techniques et l'impact de la technologie.

ADIC, R.P. 493, 63013 Clermont-Ferrand.

EXPOSITIONS

DU TÉLÉPHONE À TÉLÉTEL. - Les Télécommunications de France organisent, du 18 au 27 mai, une exposition retraçant l'histoire des télécommunications, à la préfecture de Paris (17, boulevard Morland, 75004 Paris).

De nombreux matériels et services nouveaux sont présentés aux visiteurs, tels que les nouveaux postes téléphoniques, répéteurs téléphoniques, Eurosignal, Télétel, télécopie et télécourrier.

FORMATION PERMANENTE

UNE SESSION POUR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE. - L'Association pour la promotion et le développement industriel (APRODI) organise du 30 mai au 11 décembre une session de formation pour les dirigeants et cadres d'entreprises, chômeurs ou en congé formation, désirant s'orienter vers le conseil en P.M.I. ou la reprise d'entreprise saine ou en difficulté. Une expérience de plusieurs années en entreprises est requise.

(*) Pour s'inscrire, envoyer un C.V. avant le 15 mai à APRODI, 85, avenue Kléber, 75016 Paris. Tél. 1737-51-49.

URBANISME

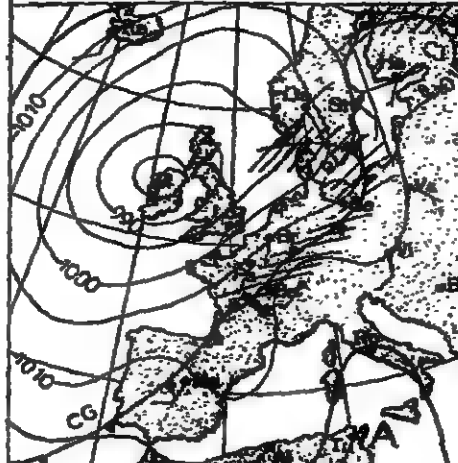
UNE REVUE SUR LES CENTRES-VILLES. - Un nouveau mensuel, Centre-Ville magazine, tiré à 10 000 exemplaires, diffusé à Paris et dans une douzaine de villes, vient d'être lancé. Comportant cinquante-deux pages, format new, réalisé en offset noir et blanc et en quadrichrome, Centre-Ville se veut « le magazine des villes, et non des municipalités : il ne se réclame en effet d'aucun parti, d'aucun homme, ni d'aucune faction. Il est parfaitement indépendant, sur le plan financier comme sur le plan idéologique. En outre, il ne s'occupe nullement des problèmes administratifs, ou techniques, des villes. Ce n'est pas le journal des maires. »

* Rédigé par les Éditions S.A.R.L., 7, rue Ernest-Picard, 75007 Paris.

club de beauté Nelly
 42, avenue de la République - 92000 Nanterre - Tél. 1 204-01-40

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13.5.83 À 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 13 mai à 0 heure et le samedi 14 mai à 0 heure.

La dépression centrée sur les îles Britanniques continuera à diriger sur la France un temps médiocre souvent humide et des vents de sud-ouest.

Samedi : de la Méditerranée à la vallée du Rhône, aux Alpes, au Jura, à la Franche-Comté et aux Vosges, temps nuageux très marqué avec des pluies intermittentes. Sur les montagnes, ces pluies seront plus abondantes. Des Pyrénées et de l'Aquitaine au Massif Central, aggradation orageuse dès le matin puis de foudre, grêle, vent fort. Sur le reste de la France, soit à peu près les régions au sud-ouest de La Rochelle-Nancy, ciel très changeant avec moult éclaircies et de temps passagers. Localement quelques averse se produiront encore, elles seront plutôt localisées au bordure de la Manche. Le matin, les températures seront de 6 à 7 degrés dans l'intérieur, de 9 à 10 degrés sur les côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée.

L'après-midi, de 13 à 15 degrés sur la moitié nord-ouest, de 16 à 20 degrés sur la moitié sud-est.

Le vent restera en sud-ouest, il soufflera en rafales sans les grains.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à Paris, le 13 mai, à 8 heures, de 1007,5 millibars, soit 755,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 mai ; le second le minimum de la nuit du 12 mai au 13 mai) :

Ajaccio, 21 et 11 degrés ; Biarritz, 14 et 10 ; Bordeaux, 13 et 8 ; Bourges, 14 et 6 ; Brest, 13 et 9 ; Caen, 15 et 9 ; Charbourg, 13 et 8 ; Clermont-Ferrand, 17 et 9 ; Dijon, 15 et 8 ; Grenoble, 20 et 10 ; Lille, 15 et 8 ; Lyon, 19 et 10 ; Marseille-Marinade, 22 et 16 ; Nancy, 15 et 7 ; Nantes, 15 et 9 ; Nice-Côte d'Azur, 19 et 15 ; Paris-La Bourget, 15 et 9 ; Pau, 17 et 11 ; Perpignan, 25

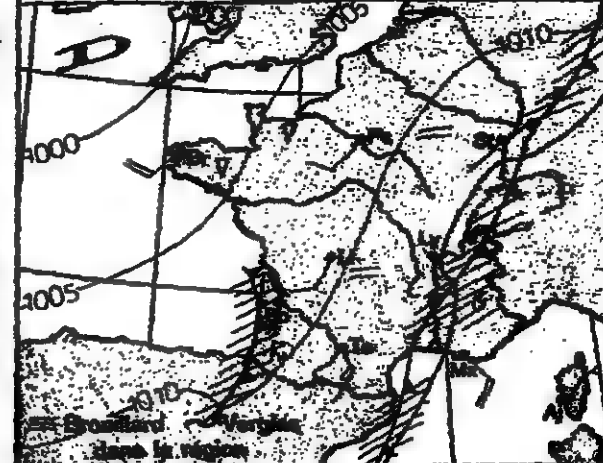
et 13 ; Rennes, 15 et 8 ; Strasbourg, 18 et 10 ; Toulon, 15 et 7 ; Toulouse, 18 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 14 degrés ; Amsterdam, 13 et 8 ; Athènes, 23 et 17 ; Berlin, 19 et 12 ; Bonn, 15 et 5 ; Bruxelles, 14 et 8 ; Le Caire, 32 et 17 ; Les Canaries, 24 et 16 ; Copenhague, 13 et 8 ; Dakar, 24 et 19 ; Djakarta, 25 et 16 ; Genève, 19 et 10 ; Jérusalem, 24 et 14 ; Lisbonne, 17 et 9 ; Londres, 14 et 8 ; Luxembourg, 12 et 6 ; Madrid, 19 et 11 ; Moscou, 22 et 11 ; Nairobi, 24 et 16 ; New-York, 16 et 10 ; Palma-de-Majorque, 23 et 9 ; Rome, 23 et 16 ; Stockholm, 16 et 7 ; Téhéran, 29 et 18 ; Tunis, 26 et 13.

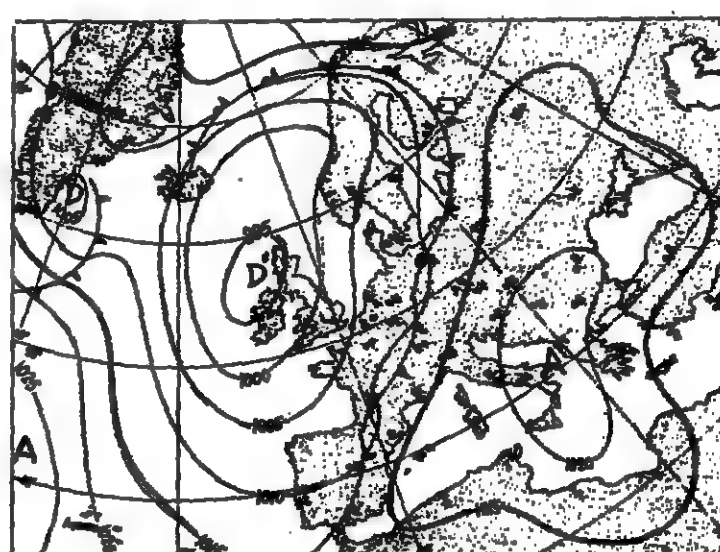
Prévisions pour le dimanche 15 mai

Les basses pressions stationnaires sur le proche océan continueront de diriger un

PRÉVISIONS POUR LE 14.5.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 14 MAI À 0 HEURE (G.M.T.)



flux de sud-ouest instable sur l'Europe occidentale.

Dimanche, les perturbations orageuses affecteront principalement les régions allant de la Méditerranée aux Alpes et à l'Alsace. Le temps y sera médiocre avec pluies d'orage parfois abondantes sur le Sud-Est et les Alpes. Les maximums évolueront entre 17 et 20 degrés, un peu plus de 20 degrés sur la Corse. Une lente amélioration viendra par l'ouest, le soir.

Partout ailleurs, le temps restera encore incertain. Ciel variable avec éclaircies parfois longues - mais les menaces d'averses subsisteront. Les températures de l'après-midi seront de 15 à 16 degrés en moyenne, de 18 à 21 degrés vers les Pyrénées.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES -

DEMANCEHE 15 MAI

« Collines de la Comédie-Française », 10 à 30, porte administrative, place Colette (Casse nationale des monuments historiques).

« Ecole militaire », 15 heures, métro Ecole-Militaire (Commissariat d'Etat et d'Enseignement).

« Synagogue rue des Rosiers, ouest des Blancs-Manteaux », 16 heures, 3, rue Malher (Vieux Paris).

CONFÉRENCE

15 mai, 15 rue de la Boucherie, J. Raillard : « Maxime et ses ombres occultes » (Artisans de l'esprit).

Les mots occultes se trouvent page 17.

ASSOCIATION DE L'UNION NATIONALE POUR LES INTÉRÊTS DE LA MÉDECINE

« U N I M »

Association inscrite près le Tribunal d'Instance de METZ

Volume LI n° 4

1, rue Lançon - 57000 METZ

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les adhérents sont priés de bien vouloir assister à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'Association qui se tiendra le 21 mai 1983, à 16 heures, dans les salons de l'Hôtel FRANTHEL, Rue du Canada à CANNES, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Rapport d'activité du Conseil d'Administration ;
- 2) Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 ;
- 3) Quitus aux Administrateurs ;
- 4) Fixation du droit d'entrée et de la cotisation pour l'année 1984 ;
- 5) Renouvellement d'Administrateurs ;
- 6) Divers.

Le Président.

Guide pratique des styles en ameublement

Tom II

A l'opposé de l'encyclopédie, ce guide veut être un recueil pratique de connaissances fondamentales présentées sous une forme schématisée. Comme le tome précédent, il était étudié les sièges, les commodes, les consoles, les bureaux et les tables, ce volume - qui s'intéresse cette fois aux lits, armoires, chaises, buffets et dressoirs, balais, coffres et cabinets, aux petits meubles enfin (peupliers, sièges, chaises, tables à ouvrage) - renseignera minutieusement le lecteur amateur de meubles de style, à l'aide de dessins d'une fidélité scrupuleuse et d'un texte clair, précis, attirant l'attention sur le détail significatif permettant de distinguer le vrai du faux, le lit Empire du lit Charles X.

Face au lecteur muni de ces deux tomes du GUIDE PRATIQUE DES STYLES EN AMEUBLEMENT, antiquaires et brocanteurs s'ont qu'à bien se tenir !

45 F T.T.C.

Éditions SOLAR

Au Crédit Agricole, l'épargne a plus d'un intérêt dans son sac.

Tout le monde ne met pas ses œufs dans le même panier : à chacun ses placements, à chacun ses intérêts.

Le Crédit Agricole a donc mis au point des solutions d'épargne adaptées à chacun, selon ses besoins et ses objectifs.

Chacune de ces formules d'épargne possède ses avantages spécifiques : possibilités de déductions

fiscales, revenus réguliers, intérêts minimum garantis, intérêts progressifs, etc.

Cette large gamme de produits permet à chacun de « personnaliser » son épargne et d'en profiter pleinement.

Savoir répondre aux attentes de ses clients, c'est la vocation du Crédit Agricole.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens près de chez vous.

Crédit Agricole.



هك من الرسل

Le Monde

économie

CONJONCTURE

La préparation du sommet de Williamsburg et les réactions à la proposition de M. Mitterrand de conférence monétaire internationale

Alors qu'à Washington on continue à garder le silence sur la proposition faite lundi à Paris par M. François Mitterrand de réunir une conférence internationale pour préparer une réforme du système monétaire, on note un certain nombre de réactions à l'initiative prise par le président de la République française.

Dans une déclaration publiée à Bruxelles, M. Willy de Clercq, ministre belge des finances, estime que « le retour à un système durable de parités monétaires fixes semble techniquement exclu à court terme. Un tel système ne peut durer que dans la mesure où les politiques et les performances économiques des pays concernés sont convergentes. C'est précisément à la suite de divergences de ce type que les accords de Bretton-Woods ont été dénoncés. Cependant, ajoute le ministre belge, le revirement de la politique belge, il y a un an environ, doit être considéré comme le signe positif le plus récent d'une certaine tendance à la convergence ».

■ New-Delhi, un porte-parole du gouvernement indien a approuvé l'appel lancé lundi par le président François Mitterrand pour une « reconstruction de l'ordre économique international » passant par la croissance économique, la stabilisation des échanges et le développement du tiers-monde. Le porte-parole a

ajouté que l'Inde s'est particulièrement réjouie de la remarque faite par M. Mitterrand selon laquelle aucune reconstruction économique internationale n'est viable « et la situation économique et financière des pays du Sud n'est pas débloquée ».

■ A l'occasion d'une conférence de presse donnée à Montréal où il participait à un colloque présidé par l'ancien président de la R.F.A., M. Walter Scheel, M. Raymond Barre a déclaré : « Si on cherche un vaste accord international sur les monnaies et les taux de change, on n'y parviendra pas. Mais l'ancien premier ministre a exprimé sa conviction qu'il y avait une possibilité d'agir à l'heure actuelle en autorisant les banques centrales à coopérer entre elles pour réduire les fluctuations erratiques des taux de change ».

■ A Tokyo, le ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, de retour à Paris où il avait participé à la réunion de l'O.C.D.E., a déclaré en substance que les divergences d'opinion entre les États-Unis et la France sur les monnaies et les taux de change sont une situation qui ne peut durer. Les chefs d'État et de gouvernement des sept « E.U. », France, R.F.A., Royaume-Uni, Italie, Canada, Japon, ».

SOCIAL

Le cheminot et le contribuable

L'affaire des mille cinq cents suppressions d'emplois à la S.N.C.F. mérite qu'on s'y arrête, pas à cause de l'importance de la « charrette » (il s'agit de 1 500 emplois sur 253 000 salariés, soit 0,59 %, mais parce qu'elle place en situation délicate le plus en vue des ministres communistes, parce qu'elle fait entrer les syndicats dans un débat corrélatif et parce qu'elle ravive l'éternel, et jusqu'à ce jour insoluble, dossier financier des entreprises publiques.

Sans pousser exagérément à l'amalgame, on notera que c'est la Fédération C.G.T. des cheminots, hostile, bien sûr, à ces mesures de « dégraissage », qui lance un mot d'ordre d'action dans une entreprise, dont le conseil d'administration rénové fait depuis quelques semaines une place beaucoup plus large aux représentants du personnel, dont le président est de longue date un ami sûr de M. Mauroy, et dont M. Charles Fierman assure toujours la tutelle.

Si l'est vrai que « non remplacement de départs naturels » ne signifie pas exactement licenciement, il est sûr aussi que le ministre des transports aura quelque peine, s'il veut s'en tenir au terrain de la logique, à recommander en même temps une gestion économe et rigoureuse et un assainissement financier, tout en refusant de cantonner les mesures que la S.N.C.F. est amenée à prendre à prendre pour rénover sa traction.

Le ministre des transports se trouve quelque peu « piégé » par ce plan d'économies dont il ignore l'ampleur, mais il ne peut que constater que le conseil des ministres, alors que, quelques heures plus tôt, il était venu devant le conseil d'administration présenter, au nom de l'État,

par F. GROSCHARD
le nouveau cahier des charges de l'entreprise.

Les syndicats n'ont pas, eux non plus, la partie belle. Depuis qu'en vertu du programme social de la gauche ils pèsent d'un poids notable autour du tapis vert des administrateurs, leurs représentants sont conduits, parfois à leur corps défendant, à cogérer l'entreprise, à prendre des décisions parfois douloureuses ou, du moins, à les entériner au nom de la solidarité de l'équipe dirigeante, bref, à concilier tant bien que mal impératifs économiques et avancées sociales. La C.G.T. fait une distinction subtile entre les objectifs de la S.N.C.F. inspirés du plan de rigueur gouvernemental (« nous sommes d'accord ») et leur traduction par des mesures (« nous nous y opposons »). Pourra-t-elle longtemps à la fois gérer l'entreprise avec responsabilité et contester par la grève des décisions collégiales d'un conseil d'administration où elle tient une place influente ?

Embarras politiques, cas de conscience syndical, participation aux procédures et risques d'avoir à gérer la crise : ces questions prennent aujourd'hui leur sens, d'autant qu'elles s'inscrivent sur un fond de déficits galopants de l'ensemble des entreprises nationales. En 1982, le déficit d'E.D.F. a presque doublé par rapport à 1981 ; à G.D.F., il a été multiplié par trois ; à la S.N.C.F. par deux et demi ; à Air France par deux. Pour les sept plus grands groupes, les subventions versées par l'État sont passées de 20,6 milliards de francs à 25,3 milliards de francs, soit 16,3 milliards pour la S.N.C.F.

Comme il est exclu de vider ces entreprises appartenant à la nation de leur substance en bradant ici une centrale, là une galerie minière, pour dégager quelques recettes ; comme leurs agents jouissent d'un statut social protecteur ; comme il serait irréaliste, dans le combat actuel contre l'inflation, d'appliquer une « vraie » politique de vérité des tarifs, en relevant de 20 % ou 30 % le prix des billets ; comme on ne peut, pour faire gagner quelques millions de tonnes au rail, étrangler les autres modes de transport ; comme les capacités budgétaires, donc les ressources des contribuables, atteignent elles aussi un plafond ; il n'est pas d'autre issue qu'une politique de rigueur minutieuse pour réduire des charges d'exploitation. Car l'économie sur un chapitre, si minime soit-elle, permettra de lancer les nécessaires investissements de renouvellement et d'innovation. Banc d'essai des réformes sociales, le secteur public ne peut pas en même temps se désintéresser des conquêtes technologiques, et il se doit d'en trouver les moyens.

Durant les heures les plus sombres de l'histoire, les cheminots ont su montrer qu'ils pouvaient prendre leurs responsabilités. Pour chaque départ en vacances, chaque « pont » et même pour l'Ascension, ils roulaient pour les autres, sans ménager leur dévouement. C'est pourquoi, par comparaison et dans les conditions économiques du moment, ces mille cinq cents « non remplacement de postes » ne justifient peut-être pas qu'on déchaîne la tempête.

(1) Lire l'article de James Sarazin dans le Monde du 22 février 1983.

AFFAIRES

L'ASUAG ET LA S.S.I.H. CONFIRMENT LEUR FUSION

Les deux géants de l'industrie horlogère suisse, l'Allgemeine Schweizerische Uhrenindustrie A.G. (ASUAG - marques Longines et Eterna notamment) et la Société suisse pour l'industrie horlogère (S.S.I.H. - marques Omega et Tissot) vont bien fusionner (le Monde du 13 mai).

Le nouveau groupe, qui prendra le nom d'industrie horlogère suisse I.H.S., se situera au premier mondial avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs (6,12 milliards de francs français), près de 13 millions de montres et mouvements produits, et 15 000 employés, derrière le japonais Seiko (11,7 milliards de francs) et devant d'affaires, 10 milliards de l'horlogerie, 35 millions de pièces fabriquées, soit 10 % du marché mondial.

La communauté conjoint ne fournit aucune précision sur les modalités de ce rapprochement dans les délais prévus, mais le 26 mai, après la réunion des conseils d'administration. D'après la Fédération de la Suisse Romande, l'acte de fusion, accordé par les banques suisses, sera signé le 27 mai. Le nouveau groupe, qui atteindra 1,5 milliard de francs suisses (5,4 milliards de francs). La direction de l'ASUAG sera profondément remaniée.

NOMINATIONS

■ M. ROGER KÉRINEC, président de la Fédération nationale des coopératives de consommation (F.N.C.C.), a été nommé administrateur et président du FNAC. Le FNAC est en effet filiale de la Fédération nationale des coopératives de consommation, centrale d'achat du groupe. M. Kérinec, âgé de 55 ans, remplacera M. André Bouché, président et fondateur du FNAC, atteint par la limite d'âge, en septembre prochain. Entre-temps, M. Roger Kérinec donnera en juin la parole à la F.N.C.C., jusqu'en octobre 1983, président de l'Association coopérative française.

■ M. BERNARD FOURNIER, vice-président de Rank Xerox S.A., filiale française du groupe américain de la photocopie, vient d'être nommé P.-D.G. au remplacement de M. Bernard Magrin, directeur de la division France au sein du groupe. M. Fournier, qui est entré chez Rank Xerox en 1978, est âgé de 45 ans.

■ Le Dr HANS DETZER est nommé vice-président du directeur du groupe allemand S.A.S.F., numéro mondial de la chimie. Il prendra ses fonctions le 30 juin prochain en remplacement de M. Hans Albers, désigné pour succéder au professeur Martin Bartsch, président du directeur. Le docteur Detzer est administrateur de la compagnie française S.A.S.F. Il est chargé des affaires françaises du groupe.

■ M. WOLFGANG HILGER est nommé vice-président du directeur du groupe allemand Hoechst, numéro mondial de la chimie. Il devrait, dans les prochains jours, succéder à M. Sammet, président depuis 1978.

■ M. Quillet a présenté le 10 mai un bilan des travaux de l'année et de travaux publics conclus à l'exportation pour l'année 1982. Le chiffre des réalisations de 55,2 milliards de francs, qui représente une baisse de 26 % par rapport à 1981, qui fut, il est vrai, une année record.

Les exportations de produits depuis le début de l'année à 13 milliards de francs, ce qui est relativement satisfaisant, a été le ministre, compte tenu de la crise mondiale qui sévit dans ce secteur.

La baisse des prix du pétrole est en partie responsable de la situation. Le Qatar, par exemple, du réviser à la baisse ses prix de vente et allonger ses délais de paiement.

■ Rachat des Papeteries de Pont-Audemer. — Le rachat papeterie, représentant la plus grande partie des activités des Papeteries de Pont-Audemer, en liquidation depuis août 1982, a été repris par le groupe Lecomte, premier producteur européen de papier sulfurisé. La direction de ce groupe a précisé dimanche 8 mai à Lille, que l'achat continuera, à compter du 1^{er} juin 1983, avec un effectif de trois cent cinquante personnes. Le groupe Daile Lecomte comprend 100 000 tonnes de papier, pour un chiffre d'affaires de 600 millions de francs.

ÉTRANGER

En Italie

La production industrielle baisse fortement

La production industrielle en Italie a baissé de 7,4 % au cours des trois premiers mois de l'année par rapport au premier trimestre de 1982. Pour le seul mois de mars, le recul est de 8,4 % par rapport à mars 1982.

Les tendances récessives enregistrées au cours du premier trimestre, souligne l'Institut de la statistique (ISTAT) sont observées dans tous les secteurs industriels, à l'exception de la chaussure, qui affiche une progression de 4,7 % par rapport à l'an dernier.

C'est ainsi que l'activité des

industries métallurgiques a reculé de 16,4 % en mars, celle de l'habillement de 12 %, celle des industries mécaniques de 10,9 %, celle du textile de 7,5 %.

La production de biens de consommation est moins affectée par la récession en cours, avec une baisse de 3,1 % seulement en un an contre 9,8 % pour les biens intermédiaires 10,3 % pour les biens d'investissement. Au sein de ce dernier groupe, on relève en particulier l'effondrement du secteur de l'équipement industriel (- 17,5 %).

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

■ Chrysler rembourse ses dettes. — Chrysler Corp. a annoncé, récemment sa décision de rembourser en juin un tiers de sa dette garantie par l'État, soit 400 millions de dollars. Au bord de la faillite, Chrysler avait, en 1980, obtenu une garantie de l'État sur des prêts pour 1,5 milliard de dollars.

Agriculture

■ Manifestations paysannes. — Un camion transportant 21 tonnes de gigots d'agneau provenant de Nouvelle-Zélande a été intercepté près de Nîort (Deux-Sèvres) par des agriculteurs et reconduit au Havre où la marchandise avait été débarquée. Les agriculteurs justifient cette action par le caractère frauduleux de l'importation de la marchandise.

D'autre part, dans le Doubs, des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) ont perturbé la circulation sur l'autostrade A 36 au péage de Besançon, pour vérifier les camions transporteurs éventuels de viande. Ils ont mis le feu à des pneus et à des boîtes de paill.

Etranger

AUSTRALIE

■ Le taux de chômage en Australie s'élevait en avril dernier, après correction des variations saisonnières, à 10,3 % de la population active, contre 10,1 % en février. En données brutes, le nombre des chômeurs a toutefois légèrement diminué : 707 300 en avril, (24 300 de moins qu'en février), soit une baisse de 0,2 %. Il y a un an (avril 1982) le taux de chômage n'était que de 6,3 % et le nombre des sans emploi de 361 000.

ÉTATS-UNIS

■ Les crédits à la consommation aux États-Unis ont augmenté de 2,58 milliards de dollars, durant le mois de mars, ce qui indique une forte reprise de la consommation. Après la faible augmentation des crédits en février (755 millions

après révision des calculs), la poussée de mars s'explique par l'augmentation des crédits pour les achats

Monnaies

■ M. Jacques de Larosière a été nommé, jeudi 12 mai, dans ses fonctions de directeur du Fonds monétaire international (F.M.I.), pour un second mandat de cinq ans. La confirmation de M. de Larosière à ce poste était attendue. Son action depuis 1978, notamment pour ce qui est de la crise du système monétaire international conduit à l'endettement des pays en voie de développement, avait été largement approuvée par les États membres de l'organisation.

■ La Banque interaméricaine de développement (BID) a accordé au Chili, jeudi 12 mai, un prêt de 232 millions de dollars. Ce prêt, qui sera financé au financement de travaux d'infrastructure urbaine, s'ajoute aux 302 millions de dollars que la Banque interaméricaine de développement avait octroyés au Chili, l'année dernière (la BID a été créée en 1959 par vingt pays d'Amérique latine et les États-Unis).

Social

■ Rencontre C.G.T.-FEN : importants points de convergence. — Deux délégations de la C.G.T. et de la FEN, respectivement par MM. Henri Krasucki et Jacques Pommatan, ont procédé le 9 mai à une « large échange de vue » qui a permis de cerner d'importants points de convergence. Estimant d'une « situation politique industrielle, condition première du plein emploi », la FEN et la C.G.T. affirment que « ces moyens ne peuvent être recherchés ni dans une compression du pouvoir d'achat ni dans un désengagement de l'État ». Les deux délégations ont constaté qu'il n'était pas aisé à la fois de faire apprécier le bilan, d'adapter les formes d'expression syndicale à la situation nouvelle et d'engager la masse des travailleurs.

LA FÉDÉRATION DES RETRAITÉS CIVILS ET MILITAIRES DÉNONCE LA LENTEUR DE LA MENSUALISATION DES PENSIONS

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — L'extension à tout le territoire métropolitain de la mensualisation du paiement des retraites reste l'un des objectifs prioritaires de la Fédération générale des retraités civils et militaires (F.G.R.) qui vient de tenir son quarantième congrès national à Strasbourg. Neuf ans après avoir été inscrite dans la loi, elle n'est toujours pas réalisée dans un tiers du pays, la région parisienne notamment. Les trois cent cinquante délégués qui représentaient les cent vingt mille adhérents de la fédération ont vivement condamné la lenteur de la mise en œuvre de la mensualisation. Ils ont réclamé par ailleurs l'augmentation du taux des pensions de réversion pour les porter au plafond de 60 % du régime général.

L'alignement de la fiscalité des retraites sur celle des salaires constitue également une demande prioritaire de la F.G.R. Ses responsables ont dénoncé le fait qu'aucun progrès n'ait été enregistré en ce domaine depuis 1981, contrairement à ce qui s'était passé dans les dispositions des lois de finances de 1978 à 1980.

Les interventions ont été consacrées à la mise en œuvre de la fonction publique qui aura des implications sur le code des pensions civiles et militaires. Les délégués ont demandé en particulier que la retraite soit révisée à la position statutaire. — J.-C. H.

■ M. Antoine Fauch, secrétaire général de la F.O., a été élu pour deux ans, à la présidence de l'ARRCO, organisation qui regroupe les institutions de retraite complémentaire des salariés non cadres.

TOURISME

DEUX PAQUEBOTS POUR LA CUNARD

La compagnie britannique Cunard vient d'acheter deux paquebots à l'armement norvégien Norwegian American Cruises Line, pour faire face à la demande croissante en matière de

Le marché concerne les navires Vistafjord (650 passagers) et Sagafjord (550 passagers), deux bâtiments de luxe qui porteront, en octobre 1983, le nombre des paquebots de la Cunard à cinq. Le montant de la transaction s'élève à 73 millions de dollars (540 millions de francs). Cunard précise qu'elle exploitera les deux bâtiments sous le pavillon Bermudes. Cette formule abaisse fortement les coûts de la compagnie, qui doit faire face à une concurrence accrue de l'armement russe.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+/-	+/-	+/-	+/-
DM	111,10	7,3750	+ 210	+ 280
Scm	6,9015	6,9085	+ 135	+ 185
Yen (100)	3,1580	3,1620	+ 150	+ 185
DM	3,0850	3,0885	+ 195	+ 220
Scm	2,6680	2,6715	+ 190	+ 170
Yen (100)	3,6190	3,6230	+ 240	+ 270
£ (1 000)	5,0430	5,0485	+ 145	+ 85
£ (1 000)	11,5240	11,5385	+ 160	+ 255

	TAUX DES EURO-MONNAIES	8 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/8	8 1/16	8 1/32
DM	411/10	413/10	414/8	415/8	416/8	417/8	418/8
Scm	5 1/4	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
Yen (100)	2 5/8	2 7/8	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 1/4	4 3/8
£ (1 000)	15 1/2	15 3/4	15 5/8	15 1/8	15 3/4	15 7/8	15 3/4
£ (1 000)	10 15/16	10 7/16	10 5/16	10 3/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16
£ (1 000)	12 3/8	12 5/8	12 1/2	12 3/4	12 1/4	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués au fin de matinée par une grande banque de la place.

* Le marché belge est fermé.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

Entreprise Nationale des Services aux Puits
Direction des Opérations Spéciales

AVIS DE PROLONGATION DE DÉLAIS

L'E.N.S.P., Direction des Opérations Spéciales, 2, rue Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, H. Dey - Alger.

Informé les intéressés que l'Appel d'offres international n° 001/83 pour la fourniture de 4 unités dont la date de clôture était initialement prévue au 30/4/83 est prorogée de 15 jours à compter de la publication du présent avis.

AFFAIRES

Les entreprises performantes... et les autres

En 1982, l'économie française a connu le taux de croissance du produit intérieur brut le plus élevé des grands pays industriels (à l'exception du Japon) : 3,1 %. Certes, l'industrie française n'a pas été en mesure de répondre de manière satisfaisante à la demande des ménages, dont la consommation a progressé de 2,7 %, à la suite, notamment, des mesures prises en faveur des revenus les plus modestes. Mais, sur le marché intérieur, conjuguée à l'atout de nos principaux partenaires, a entraîné à la fois une progression des importations (particulièrement forte dans le secteur des biens d'équipement ménager et la construction automobile) et une stagnation de nos exportations, aggravant sensiblement notre déficit commercial. Faut-il en conclure que nos entreprises ne sont pas satisfaites ? L'équilibre économique n'est pas satisfaisant, mais la situation des entreprises est bien différente.

L'enquête effectuée par le Crédit national, au cours du premier trimestre 1983, comme chaque année, auprès d'un échantillon représentatif de l'industrie française, fait apparaître pour l'entreprise qui se situe à la moyenne une conjonction (en francs constants) de 11 % pour la marge brute d'exploitation et de 4 % pour la marge nette. Pris dans la sécheresse d'une moyenne, ces résultats sont plutôt inquiétants. Pourtant, le contingent d'entreprises performantes, important en 1981, s'est accru en 1982 : 55 % des en-

treprises, au lieu de 46 % l'an passé, ont en effet connu une croissance de leur chiffre d'affaires en francs constants supérieure à 10 % : 40 % des entreprises, au lieu de 31 % en 1981, ont vu leur marge brute d'exploitation augmenter d'au moins 10 % ; enfin, 48 % des entreprises, au lieu de 44 %, ont accru leurs investissements de plus de 10 %.

Ainsi, l'un des effets les plus frappants de la crise a certainement été d'accroître les efforts de réorganisation et de comportement des entreprises, qui ont obtenu le premier, puis le second choc pétrolier, une bonne gestion, un outil industriel constamment renouvelé et des produits compétitifs, tant sur le plan technique que sur celui du service après-vente et des prix, ont bien réussi et ont dégagé des résultats remarquables.

Un noyau dur

La centrale de bilans du Crédit national met bien en évidence ces différences. Elle nous dit que, si la dispersion est restée à peu près stable sur la période 1973-1981 pour ce qui concerne l'activité, il n'en est pas de même pour les résultats, ni, surtout, pour les investissements.

Les résultats des entreprises performantes et les autres ont marqué un élargissement qui ne s'explique pas uniquement par des considérations conjoncturelles, mais, sur, on trouve davantage d'entreprises per-

formantes dans la construction électrique et électronique ou dans la mécanique que dans la métallurgie, le textile, l'agroalimentaire ou la chimie. Mais tous les secteurs sont largement représentés. Ainsi, le quart des entreprises, en francs constants, des taux de croissance de l'activité de 16 % en 1976, 9 % en 1977, 7 % en 1978, 8 % en 1979, 8 % en 1980 et encore 3 % en 1981.

Malgré l'intensité de la crise au niveau mondial, les entreprises (le plus souvent entre 10 % et 15 % depuis 1972). Leurs résultats se sont situés à un niveau élevé, puisque le résultat courant avant impôt sur les bénéfices représentait plus de 10 % des fonds propres. L'opposé, le résultat des entreprises performantes a connu une dégradation inquiétante, tant au niveau de la situation financière que des résultats, et ce, à un rythme régulier depuis 1972.

Tous les jours, se présentent des entreprises dont les résultats sont en forte progression : parmi les firmes qui ont obtenu des concours supérieurs à 2 millions de francs au cours du premier trimestre de cette année, le quart le plus performant avait pu augmenter sa marge brute d'exploitation de plus de 20 % en 1982 ; en revanche, les entreprises qui se situent dans le quart inférieur ont connu une régression d'au moins 20 %. Ce qui frappe, là encore, c'est l'importance de la dispersion des résultats.

Il convient, certes, de tout faire pour éviter aux déficiences de l'industrie, mais, en ce moment, il n'est pas, dans son ensemble, de ré-

gresser depuis le début de la crise - excepté en 1980, année où une certaine reprise a eu lieu à la suite de l'amélioration sensible des profits de 1979. Mais cette faiblesse globale s'accompagne d'un mouvement de réallocation du capital productif qui porte déjà ses fruits. Les entreprises performantes existent, même si elles font peu parler d'elles. Elles prouvent qu'un noyau important de notre économie est parfaitement capable de résister à la concurrence internationale, tant en France qu'à l'étranger, et même d'accroître ses parts de marché.

Faciliter la reconversion

Le véritable problème est que les entreprises qui la constituent ne sont pas assez nombreuses pour compenser les insuffisances, souvent irréversibles, parfois remédiables, des autres. La solution n'est pas d'entraver cette transformation du tissu industriel, mais de faciliter la reconversion des firmes qui en sont encore capables, à l'aide de plans industriels et de plans sociaux mettant en œuvre des stratégies de production et de marché, et des actions de « reformation » du personnel ; de favoriser encore davantage les créateurs et les créations d'entreprises ; plus généralement, enfin, de promouvoir les entreprises de l'avant, qui développent les nouvelles techniques et sont en mesure de conquérir ou d'étendre des marchés en France et sur le plan international. A ces trois titres, le secteur public industriel doit jouer un rôle primordial.

JEAN SAINT-GEORGES,
président du Crédit national.

VOLVO RESTE DE LOIN LA PLUS IMPORTANTE FIRME SUÉDOISE

Stockholm (A.F.P.). - Les trois cents plus grandes sociétés suédoises ont réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 771 milliards de couronnes (autant de francs), indique l'hebdomadaire économique *Veckans Affärer*. Les vingt-cinq entreprises les plus importantes ont à elles seules obtenu un chiffre d'affaires de 411 milliards de couronnes, soit 54 % du total.

Volvo arrive en tête de liste avec 75,62 milliards de couronnes d'affaires (en hausse de 10 % par rapport à 1981), suivi de loin par Electrolux (31,66 milliards, + 19 %), Axel Johnson Group (29,5 milliards), Asca (25,7 milliards), K.F. Cooper (21,67 milliards), L.M. Ericsson (20,18 milliards), et Scania (18,72 milliards).

Volvo est également le premier exportateur avec 19,13 milliards de couronnes, devant Asca (8,11 milliards), Ericsson (7,73 milliards), Scania (6,9 milliards) et Electrolux (5,72 milliards). Pour les effectifs, Volvo (75 136 salariés, dont 25 % à l'étranger) occupe la première place à Electrolux (100 400 salariés, dont 63 % à l'étranger). Suivent L.M. Ericsson (67 639 salariés, dont 57 % à l'étranger) et Asca (55 982, dont 35 % à l'étranger).

Un groupe d'investisseurs américains lance une O.P.A. sur Kaiser Steel. - Dirigé par M. Irvin Jacobs, ce groupe offrira 19 dollars par action, soit un total de 265 millions de dollars. Nouvelle sidérurgie américaine, Kaiser Steel possède des intérêts réalistes dans d'autres secteurs industriels et dans le charbon. Kaiser Steel avait annoncé qu'il devrait fermer certaines fabrications d'acier en 1981, mais ne trouvait pas un partenaire.

VEBA EST DEMEURÉE EN 1982 LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ OUEST-ALLEMANDE

Frankfurt (A.F.P.). - La firme Veba AG est demeurée en 1982 la première entreprise industrielle ouest-allemande par le chiffre d'affaires, avec 49 316 millions de marks (49 428 millions d'années précédentes). En revanche, Siemens AG passe au deuxième rang avec 40 106 millions de DM (39 541 millions), ravissant sa place à Volkswagen AG, qui recule en quatrième position avec 37 600 millions (37 878 millions). Daimler reste troisième avec 38 870 millions de DM (36 661 millions).

Rohrbeck se maintient au cinquième rang avec 35 032 millions de DM (34 435 millions), devant BASF au sixième avec 34 800 millions (34 271 millions). Bayer au septième avec 34 600 millions (33 742 millions). Thyssen AG et Deutsche BP restent également à leur place antérieure de huitième et de neuvième avec respectivement 30 610 millions (28 167 millions) et 23 000 millions (24 275 millions). Enfin, RWE passe en dixième position après avoir été en onzième, avec 22 293 millions (20 461 millions).

Les experts ont remarqué en outre que, dans la mesure où le chiffre d'affaires de Veba comporte environ 22 milliards correspondant à des activités de service et de négoce, cette firme pourrait à priori s'inscrire en fait en neuvième rang dans la liste, laissant ainsi à Siemens la première place parmi les firmes véritablement industrielles. Il convient également de noter qu'AEG-Telefunken, venant en dix-septième position pour 1981, devrait avoir cédé du terrain assez sensiblement en 1982, par suite de ses difficultés, et s'insérer vraisemblablement - à volume égal - derrière Robert Bosch GmbH, groupe qui occupait en 1981 le dix-neuvième rang des entreprises ouest-allemandes.

La société Hartmann, fabricant ouest-allemand d'encres d'imprimerie, passe sous contrôle américain. - Le groupe Immo, filiale de la multinationale United Technologies, un des leaders mondiaux dans cette industrie a racheté aux actionnaires de la firme, la famille Hartmann et la société Harpener, leurs participations dans cette affaire. En plus de ses trois usines allemandes, Hartmann possède des unités de fabrication en France, en Suisse et en Autriche. Cette acquisition permettra à Immo de s'implanter sur le marché ouest-allemand des encres d'imprimerie.

Collectionneur désire acheter des toiles peintes suisses de HODLER, GIACOMETTI, AMIET (Vélizy, Givry, Bernand, Buchet, Calme, etc.). E.F.S., poste restante CH-8027 Zurich

LE MONDE diplomatique

Numéro de mai

LA DÉFENSE ET SES MYTHES : VIVRE L'ATOME
(Dominique David)

LES SYNDICATS ITALIENS ET LE RECUL DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE
(Fabrizio Tonello)

L'abonnement : 10 F
5, rue des Indes, 75021 Paris Cedex 02
Publication mensuelle du Monde (En vente partout)

L'ITALIEN EN ITALIE

Cours intensif de langue italienne, tous niveaux, à Padoue.
Cours mensuel (80 heures) + hébergement = 2250 FF

ISTITUTO CULTURALE
BERTRAND RUSSELL
Via Cavour 1 - 31100 PADOVA
Italie - Tél. (049) 654051

U.S.A. NEW-YORK

à partir de 2 850 F A/R

25, rue de la République
75008 PARIS
Tél. 46 26 66 70

Panneaux de particules surfacés mélaminés ■ faces blanc, poignées plastique chromé.

Armoire ■ portes, 1 tiroir.
75 x 60 x 29, réf. 1838 E.
544F **462F**

Meuble bas 1 porte, + 1 tiroir.
82 x 35 x 29, réf. 803 E.
192F **163F**

Meuble sous-lavabo, 57 x 61 x 40, réf. 862 E.
229F **190F**

Meuble bas 2 portes + 1 tiroir.
82 x 60 x 29, réf. 806 E.
276F **233F**

-15%

SUR TOUS LES MEUBLES DE SALLE DE BAINS

(ET SUR TOUS LES MEUBLES CHAMBRES, SIÈGES, ÉTÉRIE, MEUBLES DE CUISINE)

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE ÉPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

BH

مكتبة الجليل

ÉNERGIE

Pléthore

(Suite de la première page.)

L'hypothèse retenue passait en effet par une consommation de 198 M.T.E.P. en 1983 quand le niveau atteint ne dépassera pas 182 M.T.E.P. D'autre part, du fait des contrats à long terme signés comme des délais de construction des réacteurs, la fin de la décennie est d'ores et déjà jouée. Il faudra attendre la fin du siècle pour infécher la politique de l'énergie.

Dans ces conditions, la note du « groupe long terme énergie » sous-titree quelques questions au moment où le gouvernement doit arrêter les commandes de réacteurs nucléaires et annoncer la fermeture de certains puits de charbon.

« Seule la prise en compte d'une nécessaire sauvegarde de l'outil industriel commande la réalisation d'un programme [nucléaire] minimum étendu sur une période suffisamment longue », écrit le groupe, ce qui l'amène à proposer d'engager la commande d'un réacteur par an pendant les sept prochaines années.

Un investissement inutile

Dès lors que l'on poursuit ce programme — même fortement ralenti — il ne faut pas cacher que soit l'on va effectuer un investissement inutile avec un argent qui fait défaut par ailleurs aux groupes industriels lancés dans la compétition internationale, soit l'on va pousser la consommation d'électricité, et il sera alors nécessaire d'en tirer les conséquences pour les énergies concurrentes (charbon, gaz). Parce qu'Alstom Atlantique menace de supprimer 3 500 emplois en cas de ralentissement du programme, que Framatome s'inquiète, doit-on parler de « contraintes industrielles » ? Compte tenu des réacteurs en cours de construction, des éventuelles exportations (Égypte, Chine, Corée du Sud), peut-être est-il possible sans casser l'outil industriel d'allonger encore les délais. Même si chaque unité réalisée coûte alors plus cher. Westinghouse, après tout, ne se porte pas si mal alors qu'aucun centrale nouvelle n'a été commandée depuis trois ans aux États-Unis et que dix-huit autres antérieures ont été annulées l'an passé.

VIVE LE NUCLÉAIRE BRETON !

On se souvient de l'opinion émise avec laquelle les Bretons se sont opposés plusieurs années durant — et finalement avec succès — à l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff. Aujourd'hui, l'arrêt définitif, dès 1985, du petit réacteur nucléaire à eau lourde de Brennilis, entre Morlaix et Quimper — le seul réacteur que compte la Bretagne — soulève l'inquiétude de la population. Un mouvement de défiance s'est même créé avec à sa tête les élus de la région. Il est vrai que, outre les trois cents emplois qu'il procure, le réacteur de Brennilis est d'un très bon rapport pour les finances locales.

L'inévitable croissance de la production d'électricité va en tout cas porter atteinte au rôle du gaz (3). M. Delaporte, le directeur général de Gaz de France, s'en est, dit-on, verbalement expliqué au Plan le 10 mai. Le « groupe long terme » prévoit, il est vrai, une consommation de gaz de 22 M.T.E.P. en 1990, quand les contrats déjà signés (U.R.S.S., Algérie, Pays-Bas, Norvège) représentent dans leur fourchette basse 29 M.T.E.P. Dès en 1983, toutes les livraisons sont à leur minimum contractuel, et dès le 1^{er} janvier 1984 arrivera en France le gaz sibérien supplémentaire.

Voilà qui présente une contrainte politique : va-t-on négocier les quantités en question avec l'Algérie, après avoir défini cet accord comme exemplaire des relations Nord-Sud ? Ou avec l'U.R.S.S., après avoir jugé nécessaire la signature de ce contrat en pleine crise polonaise ? Contraintes économiques aussi puisque un tel débit coûterait certainement quelques dizaines de milliards de francs. On pourrait, certes, ralentir l'exploitation de Lacq, mais la modulation de la production d'un gisement de gaz est complexe, et cela heurterait, sans doute l'intérêt qu'ont Elf-Aquitaine et les collectivités locales du Sud-Ouest à maintenir les gains qu'ils en tirent.

L'utilisation du charbon dans les centrales électriques va elle aussi fortement décliner. A en croire cette note, elle tombera de 15,6 M.T.E.P. en 1981 à 4,4 en 1990 dans le scénario de croissance le plus optimiste. La maîtrise d'une activité charbonnière passe donc par la pénétration de la houille dans l'industrie (de 2,8 à 8,9 M.T.E.P.), où elle se heurtera au gaz et à l'électricité.

La fermeture de la Loire

Dans les conditions prévisibles du marché, est-il justifié de subventionner la production nationale de charbon dans les sièges les moins performants, puis d'en subventionner ensuite la consommation (primés pour conversion du fuel au charbon, volonté des Charbonnages de prendre en charge l'investissement du consommateur) ? Question qu'il faudra poser clairement pour justifier les choix.

M. Mitterrand a déjà laissé entendre dans le Nord que l'État ne pourrait « couvrir l'énorme déficit de l'extraction charbonnière » et dans le même temps « participer massivement à la renaissance industrielle du bassin ». Mais comme le lendemain il a dit à Lens qu'il faudrait tenir compte des « coûts sociaux » du charbon, la résistance continue d'être vive à d'éventuelles fermetures, y compris dans la Loire dont l'exploitation devrait s'achever le 1^{er} juillet. Quant au comité interministériel prévu sur ce sujet pour cette semaine, il a été reporté sine die.

Encore toutes ces évolutions partent-elles du principe que la régression de l'utilisation du fuel dans l'industrie se fera sans problème. Or, avec le décalage actuel sur les prix de l'énergie et l'absence

d'investissements de conversion de la part des pétroliers, cela est moins certain qu'il y a deux ans. Le « groupe long terme » reconnaît d'ailleurs que « des volumes non négligeables de fuel lourd pourraient être disponibles à des prix qui n'inciteraient guère les gros utilisateurs à se détourner du pétrole », et ajoute que cela « viendrait encore accroître les surcapacités de production des autres filières énergétiques ».

Il va sans dire que la situation à moyen terme rend hypothétique toute percée importante des énergies dites nouvelles. Et l'on peut même s'interroger sur le présent d'une politique d'économies d'énergie dont les socialistes ont toujours fait une priorité. Devant les surcapacités, ne faut-il pas pousser à consommer, faire venir en France les gros utilisateurs d'électricité, mettre entre parenthèses pour quelques années les subventions aux économies ? Question iconoclaste à laquelle il faut sans doute répondre par la négative mais qui ne doit pas être éludée.

Voilà le gouvernement devant un choix d'autant plus difficile que ces surcapacités sont susceptibles de perturber le marché, les divers producteurs étant préoccupés légitimement de placer leurs ressources. Une politique économique en financement privilégierait le gaz et l'électricité — puisque les investissements sont faits — maintenant le programme nucléaire à son strict minimum, accentuerait le déclin du charbon et suspendrait les subventions pour économie d'énergie. Une politique plus soucieuse de l'emploi à court terme sacrifierait le gaz au profit du charbon et maintiendrait à un niveau élevé nucléaire et économies d'énergie. Dans tous les cas le gouvernement pourra — appuyé par les producteurs d'énergie comme par la P.C. et la C.G.T. — estimer les prévisions de demande du Plan par trop mathématiques ; dire qu'il vaut mieux être sur que sous-capacité puisque cela correspond simplement à une avance de quelques années dans l'investissement et préserve la long terme. Il pourra aussi rêver d'un bouleversement au Moyen-Orient qui vienne changer les données énergétiques. Ce ne serait pas la première fois.

BRUNO DETHOMAS.

(3) Compte tenu des utilisations spécifiques (chauffage pour l'électricité, carburants) et de la clientèle captive (exemple : les cimentiers qui viennent de se remettre au charbon), la concurrence entre sources énergétiques ne peut jouer que sur 20 M.T.E.P., environ 10 % de la consommation prévue pour 1990.

LA BAISSÉ DU PRIX DU GAZ ALGÉRIEN

Le surcoût du gaz algérien a fortement pesé sur les résultats de Gaz de France en 1982. Malgré la prise en charge par le ministère des relations extérieures d'une partie de ce surcoût, ce contrat, qui était pour G.d.F. supérieur de 8 % à la moyenne de ses contrats au moment de sa signature au début de 1982, a vu s'accroître encore cet écart dans le courant de 1982 jusqu'à 20 %. La baisse du prix du pétrole — sur lequel le gaz est indexé à partir d'un panier de huit « bruts » — depuis le début de l'année améliore la situation. Le gaz algérien, qui coûtait 4,78 dollars par million de B.T.U. (1), ne vaut plus que 4,45 dollars depuis le 1^{er} avril, dont 3,85 dollars à la charge de Gaz de France, ce qui n'est supérieur que de 3 % à la moyenne de ses autres contrats (mais de 18 % pour la France compte tenu de la subvention budgétaire). Si les prix pétroliers ne bougent pas d'ici le 1^{er} juillet, ce prix descendra à 3,98 dollars par million de B.T.U. à cette date. La part de G.d.F. ne sera plus que de 3,44 dollars.

(1) British Thermal Unit : un million de B.T.U. équivaut à 293 kilowattheures.

● Charbonnages : les syndicats demandent une « table runde ». — Les Fédérations nationales de mineurs C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C., qui se sont réunies à Paris, ont indiqué dans un communiqué commun, qu'elles demandaient aux pouvoirs publics d'organiser une « table runde » sur « le problème de la production nationale et de son écoulement à court, moyen et long terme, en prenant en compte les aspects économiques et sociaux dans les régions concernées, et sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir ».

Le Monde des PHILATÉLISTES

LA REVUE DE LA POSTE

AVIS D'ENQUÊTE

ENQUÊTE PRÉALABLE A LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DU PROJET DE DESSERTE DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST DE LA FRANCE PAR TRAIN A GRANDE VITESSE DIT T.G.V. ATLANTIQUE

Le préfet, commissaire de la République du département d'EURE-ET-LOIR ;
Le préfet, commissaire de la République de la région ILE-DE-FRANCE, commissaire de la République du département de Paris ;
Le préfet, commissaire de la République du département des HAUTS-DE-SEINE ;
Le préfet, commissaire de la République du département de l'ESSONNE ;
Le préfet, commissaire de la République du département des YVELINES ;
Le préfet, commissaire de la République du département de LOIR-ET-CHER ;
Le préfet, commissaire de la République du département d'INDRE-ET-LOIRE ;
Et le préfet, commissaire de la République du département de la SARTHE.

Où l'honneur d'informer le public que, conformément à l'arrêté interpréfectoral du 2 mai 1983, il sera procédé conjointement à une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de desserte de l'Ouest et du Sud-Ouest de la France par train à grande vitesse dit T.G.V. ATLANTIQUE et à une enquête publique sur la modification des plans d'occupation des sols des communes d'AUNAY-SOUS-AUNEAU et BONNEVAL, dans l'EURE-ET-LOIR ; de BAGNEUX, FONTENAY-AUX-ROSES, SCEAUX, CHATENAY-MALABRY et ANTONY, dans les HAUTS-DE-SEINE ; de VERRIERES-LE-BUISSON, MASSY, PALAISEAU, JANVRY, BRIS-SOUS-FORGES, VAUGRIGNÈSE, FORGES-LES-BAINS, ANGERSVILLIERS et SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN, dans l'ESSONNE ; de LONGVILLIERS, SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES, SAINTE-MESME, SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT, BOINVILLE-LE-GAILLARD, PARAY-DOUAVILLE et ORSONVILLE, dans les YVELINES ; de NAVEIL, dans le LOIR-ET-CHER ; de SAUNAY, AUZOUER, REUGNY, CHANÇAY, VERNOU-SUR-BRENNE, VOUVRAY, MONTLOUIS-SUR-LOIRE, LA VILLE-AUX-DAMES, LARÇAY, CHAMBRAY-LES-TOURS, JOUÉ-LES-TOURS et MONTS, dans l'INDRE-ET-LOIRE ; de THORIGNÉ-SUR-DUE, LOMBRON, PONT-DE-GENNES, SAINT-CORNEILLE, SAVIGNÉ-L'ÉVÊQUE, JOUÉ-L'ABBÉ, NEUVILLE-SUR-SARTHE, LA BAZOGE et LA MILESSE, dans la SARTHE.

Les dossiers d'enquête seront déposés pendant quarante-trois jours, du 25 mai au 6 juillet 1983 inclus, dans les préfectures d'EURE-ET-LOIR, à CHARTRES ; de PARIS ; des HAUTS-DE-SEINE, à NANTERRE ; de l'ESSONNE, à EVRY ; des YVELINES, à VERSAILLES ; de LOIR-ET-CHER, à BLOIS ; d'INDRE-ET-LOIRE, à TOURS, et de la SARTHE, au MANS, ainsi que dans les sous-préfectures de CHATEAUDUN, ANTONY, PALAISEAU, ÉTAMPES, RAMBOUILLET, VENDÔME et MAMERS, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures suivants :

Du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ainsi que les samedis 28 mai et 25 juin aux mêmes heures.

Pendant le même délai, un dossier pourra être consulté aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public dans chacune des mairies suivantes :

Pour le département d'EURE-ET-LOIR :
AUNAY-SOUS-AUNEAU, AUNEAU, ROINVILLE, SAINT-LÉGER-DES-AUBÈES, VOISE, SANTEUIL, MOINVILLE-LE-JEULIN, BOISVILLE-SAINT-PÈRE, ALLONNES, BEAUVILLIERS, VOYES, VILLEAU, ROUVRAY-SAINT-FLORENTIN, VILLARS, LE GAULT-SAINT-DENIS, PRÉ-SAINT-MARTIN, MORIERS, BONNEVAL, MONTBOISSIER, ALLUYES, TRIZAY-LES-BONNEVAL, MONTMAYRIE, DANGEAU, LOGRON, YEVRES, GORRY, CHATILLON-EN-DUNOIS, ARROU, COURTALAIN, SAINT-PELLERIN.

Pour le département de PARIS :
Mairies des quatorzième et quinquizième arrondissements.

Pour le département des HAUTS-DE-SEINE :
VANVES, MALAKOFF, MONTROUGE, CHATILLON, BAGNEUX, FONTENAY-AUX-ROSES, SCEAUX, CHATENAY-MALABRY, ANTONY.

Pour le département de l'ESSONNE :
VERRIERES-LE-BUISSON, MASSY, PALAISEAU, VILLEBON-SUR-YVETTE, VILLEJUST, LES ULIS, SAINT-JEAN-DE-BEAUREGARD, MARCOUSSIS, JANVRY, BRIS-SOUS-FORGES, VAUGRIGNÈSE, FORGES-LES-BAINS, ANGERSVILLIERS, SAINT-CYR-SOUS-DOURDAN, DOURDAN.

Pour le département des YVELINES :
LONGVILLIERS, SAINT-ARNOULT, SAINTE-MESME, PONTÉVRAUD, SAINT-MARTIN-DE-BRETHENCOURT, BOINVILLE-LE-GAILLARD, PARAY-DOUAVILLE, ORSONVILLE.

Pour le département de LOIR-ET-CHER :
LE POISLAY, LE GAULT-DUPERCHE, ARVILLE, OIGNY, SAINT-AVIT, LE PLESSIS-DORIN, SOUDAY, LA FONTENELLE, DROUE, BOURSAY, BOUFFRY, LA CHAPPELLE-VICOMTESSE, CHAUVIGNY-DUPERCHE, ROMILLY, LA VILLE-AUX-CLERCS, DANZÉ, RAHART, AZÉ, SAINT-OUEN, VENDÔME, VILLIERS-SUR-LOIR, THORE-LA-ROCHETTE, NAVEIL, MARCILLY-EN-BEAUCE, VILLIERS-FAUX, HOUSSAY, VILLERABLE, HUISSEAU-EN-BEAUCE, AMBLOY, SAINT-AMAND-LONGPRÉ, SAINT-GOURGON, VILLEPORCHER, SAINT-CYR-DU-GAULT.

Pour le département de l'INDRE-ET-LOIRE :
SAUNAY, MORAND, AUZOUER-EN-TOURNAINE, AUTRÈCHE, NEUILLE-LIERRE, MONTREUIL-EN-TOURNAINE, REUGNY, NAZELLES-NEGRON, CHANÇAY, VERNOU-SUR-BRENNE, VOUVRAY, MONTLOUIS-SUR-LOIRE, LA VILLE-AUX-DAMES, LARÇAY, VERETZ, SAINT-AVERTIN, CHAMBRAY-LES-TOURS, JOUÉ-LES-TOURS, VEIGNE, MONTS.

Pour le département de la SARTHE :
MELLERAY, MONTMIRAIL, CHAMPBROND, LAMNAY, VIBRAYE, LAVARE, SAINT-MAIXENT, BOUËRE, LE LIART, DOLLON, THORIGNÉ-SUR-DUE, LOMBEAU, CONNERRE, LOMBRON, PONT-DE-GENNES, MONTFORT-LE-ROTHOU, SAINT-MARS-LA-BRIÈRE, SAINT-CORNEILLE, SILLÉ-LE-PHILIPPE, SAVIGNÉ-L'ÉVÊQUE, COURCEBOEUF, JOUÉ-L'ABBÉ, LA GUIERCHÉ, NEUVILLE-SUR-SARTHE, LA BAZOGE, LA MILESSE.

Pendant la période d'enquête, chacun pourra, aux heures prévues pour la consultation des dossiers dans les préfectures, sous-préfectures et mairies concernées, consigner ses observations sur un registre ouvert à cet effet.

Sont nommés membres de la commission d'enquête :
— M. André DOUMENG, conseiller d'État honoraire, président de la commission ;
— M^{re} Simone GUILLEMINAULT, vice-présidente du bureau de liaison des Associations de défense de l'environnement de la région Ile-de-France ;
— M. René BOURNAY, vice-président de l'Association des droits des piétons ;
— M. Jean MARTIN, directeur de la Coopérative agricole du Dunois, en retraite ;
— M. Pierre HENRY, inspecteur général honoraire de la construction ;
— M. Pierre CUISINIER, directeur départemental des P.T.T., en retraite ;
— M. Michel HUBERT, architecte D.P.L.G. ;
— M. Marcel DESMARTIN, directeur départemental des Services de la défense et de la protection civile, en retraite ;
— M. Jacques VERGNETTE, conservateur des Eaux et Forêts, en retraite ;
— M. Ludovic POIROTTÉ, ingénieur des T.P.E., en retraite ;
— M. Jacques BOILLE, architecte D.P.L.G. ;
— M. Lucien CHASERANT, délégué général des Organisations agricoles de la Sarthe ;
— M. Honoré BRUTSCHY, chef de service administratif à la Direction départementale de l'équipement de la Sarthe, en retraite.

Le siège de l'enquête est fixé à la préfecture d'Eure-et-Loir, à CHARTRES, où toutes observations pourront être adressées par écrit au président de la commission d'enquête, à l'adresse suivante :

Préfecture d'Eure-et-Loir, place de la République, 28019 CHARTRES CEDEX

Par ailleurs, les 27, 28 et 29 juin 1983, un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public dans les conditions suivantes :

— les 27, 28 et 29 juin 1983, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, à la préfecture d'Eure-et-Loir, à CHARTRES, à la préfecture de PARIS, à la sous-préfecture d'ANTONY, à la sous-préfecture de RAMBOUILLET, à la sous-préfecture de VENDÔME, à la préfecture d'Indre-et-Loire à TOURS et à la préfecture de la Sarthe au MANS ;
— le 27 juin 1983, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30, à la sous-préfecture d'ÉTAMPES ;
— les 28 et 29 juin 1983, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, à la sous-préfecture de PALAISEAU.

Une copie du rapport de la commission d'enquête sur l'utilité publique de l'opération sera déposée dans chacune des préfectures, sous-préfectures et mairies où l'enquête aura eu lieu, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Chartres, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département d'EURE-ET-LOIR,
YVES MOURES.
Nanterre, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département des HAUTS-DE-SEINE,
JEAN TERRADE.
Versailles, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département des YVELINES,
CHARLES-JEAN GOSSELIN.
Tours, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département d'INDRE-ET-LOIRE,
PIERRE BLONDEL.

Paris, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République de la région ILE-DE-FRANCE, commissaire de la République du département de PARIS,
LUCIEN VOCHÉL.
Evry, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département de l'ESSONNE,
MICHEL LIAULIER.
Blois, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département de LOIR-ET-CHER,
ALBERT UHRICH.
Le Mans, le 2 mai 1983.
Le préfet, commissaire de la République du département de la SARTHE,
PAUL BERNARD.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LA FOURNITURE DE TRACTEURS PORTE CHARS

La République du Zaïre a obtenu un prêt de l'International Development Association en vue de financer partiellement le projet d'entretien routier de l'Office des routes.

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

L'Office des routes met en adjudication un seul lot la fourniture de tracteurs porte chars et remorques, nécessaires à la réalisation de son programme d'entretien routier dans toutes les régions du Zaïre.

La participation est ouverte à toutes les entreprises des Etats participants ou des pays membres de l'IDA et de la Suisse.

La fourniture comprendra :
— 9 tracteurs porte chars plus 15 % de pièces de rechange.
— 9 remorques pour dits.

2. ÉLIGIBILITÉ

Les biens proposés devront obligatoirement provenir et être produits dans les territoires des Etats participants ou pays membres de l'IDA et de la Suisse.

3. ACHAT DU DOSSIER

Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu :
— Après de la direction générale de l'Office des routes, boîte postale n° 10.899 à Kinshasa I (Bâtiment situé ex. avenue Desamps à Kinshasa-Centre), contre paiement d'une somme de 1.000 zaires ou versement de la même somme en compte n° 968.727/26 ouvert au nom de l'Office des routes, direction générale, auprès de la Banque commerciale zaïroise à Kinshasa.
— Après de l'Union mondiale O.R.T., 1-3, rue de Varenbè 1211 - Genève 26 (Suisse), par versement d'une somme de 200 dollars ou sa contre-valeur en francs suisses, au compte n° 151.842/4 ouvert au nom de l'Union mondiale O.R.T., auprès de la Société de Banque suisse, 2, rue de la Confédération, 1200 Genève, Suisse.
— Après de l'American O.R.T. Fédération, 817 Broadway - 10003 New-York, U.S.A.

4. REMISE ET OUVERTURE DES OFFRES

Les offres doivent parvenir sous pli fermé au Secrétariat permanent du Conseil des adjudications de l'Office des routes, B.P. 10.899 à Kinshasa I, avant le 17 juin 1983 à 10 heures, date et heure auxquelles il sera procédé, en séance publique, à l'ouverture des offres.

5. DÉLAI DE LIVRAISON

La livraison doit être effectuée au plus tard le 15 décembre 1983.

6. LIEU DE LIVRAISON

— La livraison des tracteurs porte chars et remorques se fera au centre SGRICP de l'Office des routes à Matadi (Zaïre).
— Les pièces de rechange seront livrées au Service des approvisionnements de l'Office des routes à Kinshasa.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPÉDA-BERTRAND FAURE

Résultats de l'exercice 1982

SOCIÉTÉ ÉPÉDA-BERTRAND FAURE

(En millions de francs)	1981	1982	%
C.A. hors taxes	481,5	548	+ 13,8
Bénéfice net	39,2	41,7	+ 6,4

GRUPE ÉPÉDA-BERTRAND FAURE

(En millions de francs)	1981	1982	%
C.A. hors taxes	1 382	1 884	+ 36,3
Marge brute d'autofinancement	83,3	113,6	+ 36
Bénéfice net par groupe	48,3	63,3	+ 31
Dividende net	22,5	27	+ 20

* Dividende proposé à l'Assemblée du 17 juin 1983.

La croissance du Groupe (+ 36 %) tient compte de l'intégration de Delsey ; à structure comparable, la progression du chiffre d'affaires est de 20 %.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 144,6 millions de francs, en augmentation de 32,5 %, malgré des charges exceptionnelles constituées notamment par les frais d'introduction en Bourse et de prise de participation dans les Sociétés Delsey et Autocoussin.

Le bénéfice net total consolidé ressort à 66,7 millions de francs, en augmentation de 38 %.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de fixer le dividende à 27 F net par action, portant le revenu global, après fiscalité, à 40,5 F par action contre 33,75 F en 1981.

Cette progression de 20 % a été rendue possible, dans le cadre de la législation en vigueur, par l'augmentation du capital réalisée en février 1983.

Après affectation des résultats, la situation nette consolidée, intérêts minoritaires compris, s'élève à 323 millions de francs, en augmentation de 67 millions de francs sur l'exercice précédent.

Moulinex

VENTES DU 1^{er} TRIMESTRE 1983

(en milliers de francs)

Les ventes de la société mère et du groupe ont évolué comme suit :

	1983	1982	% évolution
Chiffre d'affaires France	196,4	180,6	+ 8,7
Chiffre d'affaires exportation	335,8	329,2	+ 2
Chiffre d'affaires société mère	532,2	509,8	+ 4,4
Chiffre d'affaires consolidé	628,1	604,7	+ 3,9

Il faut rappeler que l'activité durant le premier trimestre 1982 avait été particulièrement soutenue. Sur deux mois mobilisés arrêtés au 31 mars 1983, les pourcentages d'évolution du chiffre d'affaires sont de 13,3 % et de 12,8 % en consolidé.

fnac

Le conseil d'administration de FNAC S.A., réuni le 10 mai 1983, a arrêté les comptes provisoires au 28 février du premier semestre de l'exercice 1982-1983, comme suit :

GRUPE FNAC

Les ventes consolidées hors taxes se sont élevées à 1 350 millions de francs, en progression de 9 % par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. La relative faiblesse de cette progression s'explique par le niveau exceptionnellement élevé de la période de référence. Elle résulte aussi directement de la loi instituant un prix imposé pour le livre ainsi que des mesures prises à l'encontre de l'importation des magnétophones.

Le bénéfice d'exploitation consolidé (y compris la part des intérêts minoritaires) a diminué de 54,8 millions à 50,7 millions de francs, de fait :

- a) Du blocage des prix du commerce jusqu'au 31 octobre, ayant pesé significativement sur les marges ;
- b) D'une croissance des charges restant encore supérieure à celle des ventes.

Compte tenu de l'évolution favorable des charges hors exploitation, le bénéfice avant I.S. et intérêts minoritaires s'élève à 48,8 millions de francs contre 43,4 millions pour le premier semestre de l'exercice précédent.

FNAC S.A.

Les ventes hors taxes se sont élevées à 940 millions de francs, en progression de 4,7 % sur le premier semestre de l'exercice précédent, et ce malgré le fort retrait de la librairie (- 19 %).

Calculés sur deux années, la progression moyenne annuelle, à surface égale, est de 12 %.

Le bénéfice d'exploitation a régressé de 38,2 millions de francs à 32,1 millions de francs pour les raisons déjà évoquées plus haut.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a coopté MM. Roger Kérine et Bernard Allien, en remplacement de MM. Daniel Schmidt et Antoine Saglie, administrateurs démissionnaires.



MONECIC

Le conseil d'administration de Monecic réuni le vendredi 6 mai 1983, sous la présidence de M. Renaud Segalen, a approuvé les comptes de son premier exercice, clos le 31 mars 1983.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de F 8,277 assorti d'un impôt déjà payé au

Trésor de F 266,76, soit un dividende global de F 8,543,76.

An 31 mars 1983, avec un nombre de 10.585 actions en circulation, le montant de l'actif net s'établissait à F 605,22 millions et la valeur liquidative par action ressortait à F 57,176,84, traduisant un rendement global de 13,18 % par rapport au 1^{er} avril 1982, date d'ouverture au public.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

RÉSULTATS DE 1982

Le conseil d'administration dans sa séance du 13 avril a arrêté les comptes de l'exercice 1982 qui font apparaître un bénéfice net de 32,3 millions de francs contre 22,3 millions de francs en 1981.

Le total du bilan atteint 27,911 milliards de francs, plus 3,6 %, les dépôts de la clientèle 15,094 milliards de francs, plus 3,2 %, et les crédits à la clientèle 12,155 milliards de francs, plus 10,9 %.

Malgré la croissance du produit net bancaire de 10 %, le bénéfice net régresse de 38 %. Cette baisse s'explique notamment par l'accroissement des charges fiscales et l'augmentation des provisions d'exploitation consécutive à une certaine dégradation du tissu économique des régions où la Société lyonnaise de banque est implantée.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire de distribuer un dividende de 4 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 2 francs, soit une distribution globale de 8,2 millions de francs à laquelle s'ajoutera la redevance versée à la Caisse nationale des banques de 6,9 millions de francs.



FRANCE-INVESTISSEMENT

L'assemblée générale ordinaire de France-Investissement (F.I.), société d'investissement à capital variable, réunie le vendredi 29 avril 1983 sous la présidence de M. Jean-Marie Paluel-Marmont, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 et fixé le montant global du dividende à 14,80 F dont : coupon 13 F et impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) 1,80 F (mis en paiement le 31 mai 1983).

Rappelons qu'un cours de l'exercice 1982, le valeur liquidative de l'action F.I. a progressé de 25,55 % contre une hausse de 20 % détachée au cours d'exercice.

France-Investissement, créée en 1966, a un portefeuille diversifié comprenant 50 % de valeurs françaises.

Renseignements et souscriptions : PALUEL-MARMONT MERILL LYNCH 26, rue Marillat, 75008 Paris.

FONCINA

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'INVESTISSEMENT

Le conseil d'administration de Foncina s'est réuni le 22 avril 1983 pour prendre connaissance de l'activité de la société et arrêter les comptes au 31 décembre 1982.

Durant tout l'exercice, comme d'ailleurs actuellement, le taux d'occupation des appartements réservés à l'habitation a été pratiquement de 100 %. Celui des locaux commerciaux a été de 100 % sauf en ce qui concerne une petite surface de bureaux qui est restée inoccupée du 24 mai au 15 décembre 1982.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 1982 font apparaître un bénéfice net de 25 727 306 F contre 23 600 536 F en 1981 (+ 9,01 %).

Il est à noter que la société poursuivait son programme de rénovation de ses immeubles communaux l'an dernier à hauteur de 6 500 000 F de provisions.

En outre, il a été constitué une provision de 1 386 000 F concernant des impôts et taxes en litige en raison notamment du cadre fiscal d'occupation des sociétés immobilières d'investissement.

Le conseil proposera à l'assemblée générale qui doit se tenir le 22 juin 1983 la distribution d'un dividende de 12,50 F contre 11,40 F l'an dernier.



SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 407 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL

(en millions de francs)

1 ^{er} trimestre	1982	1983	Variation %
A.G.F. VIE	1 221	1 376	+ 12,6
A.G.F.-I.A.R.T.	1 780	2 042	+ 14,7
	3 001	3 417	+ 13,8

Les deux Sociétés A.G.F. VIE et A.G.F.-I.A.R.T. sont filiales de la Société centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le Groupe des A.G.F.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES A.G.F. EN FRANCE ET DANS PLUS DE 60 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.



CAPITAL PLUS

SIICAV spécialisée - Court Terme -

L'assemblée générale ordinaire de Capital Plus, Société d'investissement à Capital Variable, réunie le mardi 26 avril 1983 sous la présidence de M. Edouard Bost, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 et fixé le montant global du dividende à 19,09 F dont : coupon 18,78 F et impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) 0,31 F (mis en paiement à compter du mardi 24 mai 1983).

L'assemblée générale a également nommé trois nouveaux Administrateurs : M. Gilbert Bouchet, contrôleur général honoraire de la Banque de France, M. Georges Canac, Directeur général de la Mutuelle d'Assurance Le Son Médical, et la Compagnie d'Assurances Imperio représentée par M. José Santos Teixeira.

Le Conseil s'est ensuite réuni pour nommer M. Gilbert Bouchet, aux fonctions de président de la SIICAV, en remplacement de M. Edouard Bost, qui a démissionné pour se consacrer à la limitation légale du nombre de mandats de président.

Le Conseil proposera à la prochaine assemblée générale ordinaire la nomination au poste d'Administrateur de M. Philippe de Logivière, directeur général de la C.F.C.E.A. (Caisse de Prévoyance des Cadres d'Exploitation Agricole).

An 10 mai 1983, date de son premier anniversaire, Capital Plus aura progressé de plus de 14,5 % alors que la moyenne des taux du marché monétaire pendant la même période se sera élevée à 13,80 % environ. L'objectif visé est ainsi atteint : rendement net du marché de l'argent à court terme et risque faible en capital.

Rappelons que les souscriptions ne comportent aucun droit d'entrée ni droit de sortie.

Renseignements et souscriptions : PALUEL-MARMONT MERILL LYNCH 26, rue Marillat, 75008 Paris.

BANQUE BRUXELLES LAMBERT S.A. BRUXELLES

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 1982-1983

Augmentation des fonds propres
Poursuite de l'amélioration de la rentabilité

Le conseil d'administration de la Banque de Bruxelles Lambert s'est réuni le 11 mai 1983.

Il a pris acte du plein succès de l'augmentation de capital réalisée en mars dernier : l'opération portait sur un montant global de 2 376,7 millions de francs. Le capital et les réserves publiées de la B.B.L. atteignent, de la sorte, un total de 14 362,9 millions de francs (chiffres non consolidés).

Le conseil a par ailleurs approuvé la décision, arrêtée par le comité de direction, de procéder à l'émission publique d'un emprunt subordonné à taux variable, d'une durée de douze ans et d'un montant de 3 U.S. 100 millions.

Compte tenu du remboursement d'un emprunt privé de 5 U.S. 25 millions, le total des emprunts subordonnés s'élève, au cours de change de 31-3-83, à 11 292 millions de francs.

An cours des six premiers mois de l'exercice social, l'activité de la banque s'est déployée dans un contexte essentiellement marqué par :

- les tensions qui ont agité les marchés des changes durant les premiers mois de 1983 ;
- une détente généralisée des taux d'intérêt, surtout à court terme ;
- la très faible demande de crédits de la part des entreprises, en raison d'un climat économique globalement déprimé.

Pour la première fois dans l'histoire de la banque, le total du bilan non consolidé dépasse les 1 000 milliards de francs, dégageant une progression de 3,7 % par rapport au 31 mars 1982.

An 31 mars 1983, les dépôts de la clientèle ont atteint 402,3 milliards de francs, un regard de 364,2 milliards de francs au 31 mars 1982 (+ 10,5 %).

L'encours des crédits au secteur privé (à décaissement et par signature) ne s'est que faiblement accru : il s'élève à 358,1 milliards de francs, contre 346,5 milliards de francs à la fin mars 1982 (+ 3,4 %).

Les crédits au secteur public ont connu une croissance soutenue : ils passent à 292 milliards de francs, contre 227,2 milliards de francs un an auparavant, ce qui représente une augmentation de 28,5 %.

Pour les six premiers mois de l'exercice, le bénéfice d'intérêts (c'est-à-dire le total des revenus des crédits, après déduction des intérêts et commissions bonifiés) s'élève à 10 619 millions de francs. Par rapport à la période correspondante de l'exercice 1981-1982, l'accroissement est de 10 %.

Les bénéfices divers représentent 3 095 millions de francs, en hausse de 15,5 %.

Sans déduction des frais généraux, dont la compression a été poursuivie avec rigueur, les six premiers mois de l'exercice dégagent un bénéfice d'exploitation avant impôts, provisions et amortissements, de 2 483 millions de francs, soit une augmentation de 18,1 %.

Compte tenu de la situation économique nationale et internationale globalement morose, les provisions et amortissements s'inscrivent sans doute à nouveau en hausse par comparaison avec l'exercice 1981-1982.

Bien que l'environnement incite à une grande prudence, la banque s'attend que la seconde moitié de l'exercice en cours confirme les tendances des six premiers mois.

(Publicité)

ROYAUME DU MAROC

Ministère de la Santé publique

SERVICE DES MARCHÉS - RABAT

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT NON PUBLIC

N° 118/83

Le Ministère de la Santé publique, Rabat, Maroc, recevra jusqu'au 30 juin 1983 avant 15 heures les offres de prix concernant la fourniture de matériel de laboratoire et des produits chimiques destinés au Centre national de lutte contre le cancer.

Les soumissionnaires doivent déposer les échantillons pour le prix matériel et les documents techniques (avec une note de présentation pour chaque lot proposé) pour le prix matériel au Centre national de lutte contre le cancer à Rabat avant le 30 juin 1983, à 15 heures.

PIÈCES À FOURNIR DANS UNE PREMIÈRE ENVELOPPE :

A) DOSSIER ADMINISTRATIF :
1) Une déclaration sur l'honneur en double exemplaire prescrite par l'article 6, paragraphe 5, complétée conformément aux indications de l'article A1 A du décret n° 2.764/79 du 14 octobre 1976 relatif aux marchés de travaux, fournitures, et services en compte de l'Etat (modèle joint au C.P.S.).
2) Attestation délivrée depuis moins d'un an par le percepteur certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière et mentionnant l'activité exercée au titre de laquelle le soumissionnaire a été imposé. Sans dépendance de l'exercice cette attestation des personnes non installées au Maroc.

B) DOSSIER TECHNIQUE :
Noter indiquent les normes techniques et techniques du candidat, le lieu, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a concouru, l'emploi qu'il occupe dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré.

DANS UNE DEUXIÈME ENVELOPPE :
La soumission timbrée accompagnée du détail estimatif et du bordereau des prix. L'ensemble est à mettre dans une enveloppe confiante qui doit porter le nom et l'adresse du soumissionnaire, la nature des fournitures, ainsi que la mention suivante : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NON PUBLIC N° 118/83 ».

Les plis seront ouverts par le poste, soit déposés contre récépissé au secrétariat de Monsieur le Secrétaire général du Ministère de la Santé publique, Rabat. Les documents sont à retirer au service des marchés du Ministère de la Santé publique à Rabat et dans les ambassades du Royaume du Maroc à l'étranger.



VACANCES A LA FERME la semaine

414 F

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

Le chamois de la montagne

à partir de 414 F la semaine

11 MAI

	Frais incl.	net
SICAV		

[illegible][illegible]

...tions	396	415	Foreign Investors	554	529 01
...in, Chert	345	406	Foreign-Germany	253	280
...ustry	1220		Foreign-Investors	370 05	353 30
	11 50	12	Fr.-Old. Invest.	366 70	360 27
	230 50	232 70	France	219 34	226 28
...ompany	645		Franchiser	205 39	197 02
...ponsor	32	32	Franchising	36 43	34 05
...of Bank Ltd	53 80	55	Franchise	544 13 54	542 70 54
...of Petroleum	123 50	123 50	Guarantee Machine	432 58	470 34
...of Insurance	406		Gen. R. Insurance	450 08	423 67
...of	205	222	Gen. St. France	318 12	330 57
	17 20	17 30	Insurance Office	1182 77	1180 50
			(M.S.)	315 89	301 37

[illegible][illegible]

Values	432 87	413 34
	148 55	142 20

SECOND MARCHÉ			
H.D.	743	750	
H. Hesse	1 43	1 45	
Inchicollie	1710	1700	
Corp. Michie	146 10	147	
	322	325 50	
ISLEH	1157	1200	
Parsons Energy	10639 36	10765 18	
Parsons Gasco	484 60	462 96	
Polymorphic-Hestra	1033 16	1012 96	
Pharm. Placemont	214 76	213 71	
Perry Insistent	382 23	364 90	
Provincia Investm.	241 23	230 28	
Randam. St-Homed	10695 34	10801 33	
Sic. Mobilite	370 69	367 96	
Sil-conc. twice	10679 52	10797 94	
Sic. Mobil. Di	295 53	282 51	
Silicon-Rundm.	155 67	148 03	
Silcon. Vol. Firm	171 62	164 10	

[illegible]

720 12	686 08
955 54	912 21
787 48	774 67

du Fin.	16 70	S.L.G.	720 12	686 68
K.	350	S.N.I.	866 54	912 21
(L.)	70	Sofwest	392 46	374 68
Austrian	13	Sogepar	310 68	286 59
B.	61	Sogefar	764 88	730 20
C.	16 20	Sogimar	857 04	913 64
		S.	881 34	493 07

de Pin	15 70	S.I.G.	720 12	686 68
K	350	S.N.L.	695 54	912 21
L.J.	70	Schweinst	382 46	374 08
Meridian	13	Sogeproma	300 68	266 59
C	61	Sogover	764 85	730 20
	16 20	Sogover	957 04	913 84
age	413	Solid Invest.	421 78	402 65
in	165	U.A.P. Invest.	298 00	254 55
Forest G.S.P.	12 80	Unistrada	218 58	208 67
		Unibanco	573 23	547 71

U.S. Govt. Bonds	15.70	S.I.G.	720.12	686.68
U.S. Govt. Bonds	95.00	S.N.I.	955.84	912.21
U.S. Govt. Bonds	7.00	Schweiss	302.48	374.68
U.S. Govt. Bonds	13.00	Schweiss	310.68	286.59
U.S. Govt. Bonds	16.20	Schweiss	764.85	730.20
U.S. Govt. Bonds	81.00	Schweiss	957.04	913.84
U.S. Govt. Bonds	41.00	Schweiss	421.79	402.65
U.S. Govt. Bonds	105.00	Schweiss	286.08	254.95
U.S. Govt. Bonds	12.90	Schweiss	516.01	258.12
U.S. Govt. Bonds	88.00	Schweiss	573.72	547.71
U.S. Govt. Bonds	12.00	Schweiss	640.61	520.30
U.S. Govt. Bonds	60.00	Schweiss	876.72	826.95
U.S. Govt. Bonds	12.00	Schweiss	1596.92	1518.47

...on P.M.	15 70	S.I.G.	720 120	586 66
	3550	S.N.I.	695 54	512 21
...on	70	Schmidt		374 68
...on	13	Schumpert	316 68	316 68
...on	61	Schwarz	764 85	730 20
...on	15 20	Schwarz	657 94	613 64
...on	41 3	Social Invest.	421 79	402 65
...on	105	U.A.P. Insurance	298 08	284 56
...on	12 30	U.A.P. Insurance	21 58	20 67
...on		U.A.P. Insurance	573 73	547 71
...on	685	U.A.P. Insurance	545 01	523 30
...on	129	U.A.P. Insurance	575 73	547 71
...on	160	U.A.P. Insurance	195 03	15 47
...on	98	U.A.P. Insurance	1982 28	1982 28
...on	225	U.A.P. Insurance	351 71	335 76
...on	69	U.A.P. Insurance	1167 23	1160 82

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2
--	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. ISLAM : « Intégrisme et intégrisme », par Maxime Rodinson ; « La voie du salut », par Abdel Hamid Ahdab.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES
- CHILI : de violents affrontements ont eu lieu pendant la « journée de protestation civile ».
- La situation en Amérique centrale.

DIPLÔMATIE

4. PROCHE-ORIENT
- ISRAËL : Jérusalem estime que l'accord israélo-libanais équivaut presque à un traité de paix.

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : M^{re} Thatcher met en garde ses partisans contre l'excès de confiance.
- POLOGNE : le général Jaruzelski réaffirme sa stratégie de consolidation du régime.

AFRIQUE

MOZAMBIQUE : la diplomatie de Maputo évolue vers un véritable non-alignement.

POLITIQUE

7. La préparation des élections européennes.

SOCIÉTÉ

10. Éducation : avant le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur, le gouvernement multiplie les mises en garde contre l'extrême droite.

MÉDECINE

18. JUSTICE : les championnats d'Europe de judo.

LOISIRS ET TOURISME

11-12-13. Les canaux en danger.

FESTIVAL DE CANNES

14-15. Sanctuaires du bouddhisme ; Hippisme.

CULTURE

16. Gastronomie ; Philatélie.

ÉCONOMIE

17. Jeux.

COMPÉTITION

18. UN CERTAIN REGARD.

ÉCONOMIE

20. DANSE : la Passion selon John Numa.

MUSIQUE

21. MUSIQUE : Dialogues des Carmélites, salle Favart.

ÉCONOMIE

25. CONJONCTURE : la préparation du sommet de Williamsburg et les réactions à la proposition de conférence monétaire internationale.

ÉCONOMIE

26-28. AFFAIRES : les entreprises performantes et les autres.

ÉCONOMIE

27. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

28. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

29. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

30. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

31. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

32. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

33. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

34. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

35. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

36. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

37. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

38. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

39. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

40. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

41. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

42. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

43. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

44. ÉNERGIE.

ÉCONOMIE

Cote d'alerte au squatt de la rue de Flandre, à Paris

Une importante opération de police a eu lieu vendredi matin 13 mai dans cinq immeubles, au 173, rue de Flandre, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, où vivent des squatters en majorité originaires des Antilles et d'Afrique.

Une vingtaine de doses d'héroïne et des sachets de cannabis ont été saisis par les policiers qui ont contrôlé l'identité de quelque deux cent cinquante personnes. Une seule a été interpellée. Aucun incident n'a été noté durant cette opération à laquelle participait quelque trois cents C.R.S., gendarmes mobiles, gardiens de la paix, et inspecteurs de police.

La misère et la peur

Mieux vaudrait, assurément, parler d'« occupant sans titre », mais « squatter » sonne mieux, et le très respectable Petit Robert, ne craint pas de faire figurer le mot dans ses colonnes : « Personne sans logement qui s'installe illégalement dans un local inoccupé ». Va pour squatter, donc. La terminologie, de toute façon, ne change rien à l'affaire. Une affaire qui prend du jour en jour un tour plus aigu, dans ce dix-neuvième arrondissement de la capitale bizarrement traillée entre le sordide — les immeubles, les entrepôts, les ateliers bleus vers la fin du siècle dernier et vers dans Zola — et le très moderne, encore tout pimpant, ces immeubles à hublots, qui bordent la rue de l'Ourcq ou les Orgues de Flandre, un ensemble vertical cité désormais dans les anthologies d'architecture contemporaine.

Lorsque M. Alain Billon, député (P.S.) du dix-neuvième, parle de « graves troubles de voisinage », d'« extension de la délinquance » et surtout de l'éventualité de voir cesser « d'entraîner des actes de violence aux conséquences incalculables », il ne voit pas le tableau à dessin. Il dit vrai.

« Me croirez-vous si je vous dis que mes clients hésitent aujourd'hui à sortir de chez eux dans la journée ? C'est pourtant vrai... » C'est une commerçante de la rue de Flandre qui parle. Pour pénétrer dans son magasin, il faut montrer... patte blanche. « Les agressions se multiplient... Un exemple ? Hier, la boulangère, trois boulangères plus tard, le type a demandé deux tartes, les a payées, et tout... Elle s'est baissée vers la vitrine, et l'autre lui a arraché le petit pendentif qu'elle avait au cou et s'est défilé. Quel faire, hein ? Aller au commissariat, porter plainte ? Et après ? »

Le 173, rue de la rue de Flandre, c'est une façade à peine plus lépreuse que tant d'autres alentour, surmontant un porche. L'unique entrée d'un véritable camp retranché, fait de cinq bâtiments hauts chacun de quatre étages, construits sur la même modeste et délabrée des uns des autres par des cours. Un haut mur d'enceinte l'entoure. Devant la porte cochère veillent en permanence quatre ou cinq « sentinelles », gendarmes vigilants, dont certains portent le large béret tricoté vert, jaune et rouge — les couleurs du drapeau éthiopien — à quoi se reconnaissent les « nastes ».

À l'étranger qui fait mine d'entrer, on demande, avec un sourire narquois : « Où allez-vous ? ». Et la conversation s'engage. À ce curieux peut-être trop curieux, on dira que, si les gens qui sont là y sont, c'est parce qu'on ne leur propose pas de logements « normaux » et qu'il faut avoir un toit. Ou encore que « les journalistes inventent des histoires » et que ceux qui vivent ici « sont plus à plaindre qu'à craindre ». Ou, enfin, que « dans les autres pays, on respecte les blancs » alors qu'ici on veut la peau des Noirs.

Qui vit là ? Une population des plus composites, faite de quatre à six cents personnes, où, selon M. Billon — mais les estimations réelles restent très aléatoires — les Antilles

Expulser, démolir, reloger...

« Dans le contexte de crise du logement que connaît Paris, et qui frappe notamment les immigrés, dit M. Billon, laisser des immeubles pratiquement vides sans les rendre inhabitables équivaut à une véritable incitation au squatt... » Le député du dix-neuvième, en cela, paraît avoir raison. Et d'autant plus que ce ghetto — quel autre mot choisir ? — dont la démolition, la première des mesures out de constituer à détruire, sinon les murs, du moins les planchers, les escaliers et les toitures ! Pour l'élu du P.S., seule une action « énergique et immédiate » peut mettre un terme à la menace. Que faire ? « D'abord, expulser les squatters, puis, immédiatement après, démolir les bâtiments. Ensuite, entreprendre des actions de justice contre les délinquants, puis des actions de prévention et de réinsertion à l'égard des marginaux, et enfin, reloger les « autres » habitants... »

Moins simple qu'il n'y paraît, quand bien même M. Billon serait persuadé que le gouvernement « ne restera pas extérieur à cette opération et qu'il agira sur le plan social », notamment avec le concours de l'A.N.T. (Agence nationale d'insertion et de promotion des travailleurs d'outre-mer). Quant à la Ville de Paris, le député le pense, « elle ne saurait faire les responsables, ou se réjouir dans une attitude démagogique. Elle doit proposer un plan de relogement... »

En attendant, les mots qui reviennent, par ici, dans les conversations sont étonnamment les mêmes. On parle de « peur », de « drogue », d'« agressions », de « prostitution », de « provocations », de « climat insupportable » et, plus grave encore, du « jour où le sang va couler ».

M. Hédica, directeur d'une entreprise de matériel électronique mitoyenne du 173, avoue son inquiétude. Il a multiplié les démarches, auprès de toutes les autorités concernées, mairie, préfecture de police, jusqu'au secrétaire d'État chargé de la sécurité publique. « A qui bon se payer de mots ? dit-il. La seule solution, c'est le grand nettoyage, suivi de la démolition immédiate des cinq immeubles. Sinon, il faut craindre le pire... »

La belle est dans le camp de la force publique. Mais plutôt que d'envoyer quelques centaines d'hommes casqués et armés, n'aurait-il pas été préférable de diriger sur le 173, rue de Flandre, dès août 1982, une petite escouade d'engins démolisseurs ?

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

NETTE REMONTÉE DU DOLLAR : 7,3750 F

Le fait saillant de cette fin de semaine sur les marchés des changes a été, vendredi 13 mai, la nette remontée du dollar, à plus de 2,45 DM contre 2,44 DM sur la place de Francfort, à 233 yens contre 231 yens sur celle de Tokyo, et à 7,3750 F contre 7,3450 F sur celle de Paris.

Cette reprise est attribuée à un renforcement des taux d'intérêt aux États-Unis, à la suite du rejet du projet de budget par le Sénat américain, et à des propos tenus à Washington par une personnalité officielle, suivant laquelle la politique de non-intervention sur les marchés des changes, menée jusqu'à présent par Washington, restait inchangée.

En Europe, le fait de jour a été la poursuite de la hausse du franc suisse, dont le cours à Paris a dépassé 3,62 F.

Les négociations sur les euromissiles WASHINGTON EST PLUS OPTIMISTE QUE MOSCOU

L'Union soviétique aborde avec pessimisme la reprise, mardi 17 mai à Genève, des négociations américano-soviétiques sur les euromissiles, selon un commentaire de la Pravda de ce vendredi 13 mai, diffusé jeudi par l'agence Tass.

Selon l'organe du P.C. de l'U.R.S.S., « la situation n'est pas du tout radieuse », car, au cours des dix-huit mois écoulés depuis l'ouverture des négociations, « les positions ne se sont pas rapprochées d'un millimètre ».

Trois obstacles majeurs, selon la Pravda, empêchent un accord :

1) Les États-Unis refusent de prendre en compte les armements nucléaires britanniques et français, « sans quoi il est naturellement impossible de parvenir à un règlement équilibré » ;

2) Ils mettent « entièrement entre parenthèses » la question de la réduction des avions américains à moyen rayon d'action en Europe ;

3) Ils lient aux euromissiles la réduction des missiles soviétiques déployés dans la partie asiatique de l'U.R.S.S.

Le négociateur américain M. Nitze, après avoir été reçu par le président Reagan, a, en revanche, estimé, jeudi à Washington, qu'il y avait « une chance » d'accord. Il a ajouté que la proposition de M. Andropov de compter les ogives plutôt que les lancements constituait « un développement encourageant ».

« Les forces armées de six pays occidentaux — Canada, États-Unis, France (qui ne fait plus partie du commandement intégré de l'O.T.A.N.), Grande-Bretagne, Italie et Turquie — participeront du 16 au 27 mai prochain, à des manœuvres de l'O.T.A.N. en Méditerranée. Cette opération, qui porte le nom de code de « Distant Drum » (Tambour lointain), a pour but d'évaluer le degré d'entraînement des forces aériennes et navales dans leur rôle de contrôle des routes maritimes. » (A.F.P., A.P.)

« La tentative de détournement de la lave de l'Etna doit avoir lieu le 13 mai dans l'après-midi ou le lendemain. Le ministre italien de la protection civile, M. Loris Fortuna, l'a annoncé le 12 mai à Catane. Pendant les trois derniers jours, l'activité de l'Etna a augmenté : la coulée a débordé sa « moraine » naturelle et a partiellement envahi le chantier du canal de dérivation. Elle a ainsi obstrué sept des quarante tubes d'acier qui ont été installés dans la « moraine » et où doivent être introduites les charges d'explosif. » (A.F.P., A.P., U.P.I.)

LA TENSION EN NOUVELLE-CALÉDONIE APRÈS L'INCIDENT DE TEMALA

La victime était recherchée par la gendarmerie le meurtrier était en état d'ivresse

Pour la troisième fois en quarante-huit heures depuis le meurtre d'un jeune Mélanésien survenu mercredi après-midi 11 mai à Temala, dans le nord de la Nouvelle-Calédonie (le Monde du 13 mai), une manifestation a eu lieu vendredi matin 13 mai, à Nouméa, à l'appel des formations indépendantistes. Plusieurs centaines de personnes — six cents selon la police — ont défilé en ville aux cris de « Colons assassins ! » et « Indépendance canaque ! ». Cette manifestation s'est déroulée sans incident et s'est terminée vers midi par un sit-in devant le siège du haut-commissariat de la République.

Correspondance

Nouméa. — Le Front indépendantiste et le PALIKA (Parti de libération kanak) continuent d'exploiter politiquement le drame de Temala qui s'apparente tout autant, ainsi que le confirment les premiers éléments de l'enquête en cours, à un banal fait divers qu'à une querelle politique.

Depuis deux mois, la commune de Voh, sur le territoire de laquelle est située la localité de Temala, connaît un conflit syndical opposant la municipalité à ses employés et marqué par une grève. À l'origine de ce conflit, le licenciement de l'un de ces employés (Mélanésien) décidé par le maire, M. Gustave Le Thézer, ancien membre du P.S.N.C. (Parti socialiste de Nouvelle-Calédonie).

Mercredi matin, jour du drame, les délégués du personnel de la mairie avaient tenté d'empêcher les enfants de se rendre à l'école et avaient menacé de représailles les employés municipaux non grévistes. Vers 16 heures, la préposée à l'agence postale de Temala signalait à la brigade de gendarmerie de Voh qu'une trentaine de Mélanésiens manifestaient bruyamment dans le village. Aussitôt, les gendarmes se rendirent sur place et constatèrent que tout était calme. Mais vers 17 h 15, le capitaine de gendarmerie Job était interpellé sur le pont de Temala par un groupe de vingt à trente Mélanésiens qui lui déclarèrent qu'un drame venait de se produire. Le capitaine Job, seul avec son chauffeur, jugeant la situation dangereuse, préféra revenir avec deux autres gendarmes. « À ce moment-là, dit-il, le magasin du frère du maire, M. Alain Le Thézer, avait été saqué ainsi que l'agence postale mais rien ne brûlait et quelques Mélanésiens, qui semblaient être en état d'ivresse et semblaient très excités, n'ont montré l'habitation d'Alain Le Thézer en me criant : « Vous ne le réussirez pas ! »

Arrivé près du domicile de M. Le Thézer, le capitaine de gendarmerie découvrit le corps de M. Louis Boso-Poitiche, âgé d'une vingtaine d'années, plein poitrine. Les gendarmes n'avaient pas le temps d'effectuer d'autres constatations qu'ils étaient partis par la partie par les Mélanésiens et devaient repartir. Une heure après, quand les gendarmes revinrent, le corps de la victime avait disparu et plusieurs maisons brûlaient ainsi que deux voitures. Entre-temps, l'auteur du coup de feu s'était constitué prisonnier. M. Alphonse Sauvageot, quarante-deux ans, gardait depuis une semaine la maison de M. Alain Le Thézer. D'après les premiers éléments de l'enquête, il semble que M. Sauvageot n'ait voulu que menacer les Mélanésiens. C'est lorsque ceux-ci auraient voulu le démolir que le coup serait parti. Cet ancien ouvrier, licencié par la société Le Nickel à la suite de récentes compressions de personnel, n'était pas réputé pour son agressivité. D'apparence plutôt chétive, il semblait avoir une réputation d'intempérance. Trois heures après le drame, M. Sauvageot avait 2,39 grammes d'alcool dans le sang. En revanche, la victime, M. Poitiche, était beaucoup plus calme localement. Les gendarmes l'avaient surnommé « le Pigeon ». Ce militant du L.I.K.A. était recherché depuis deux ans par les hommes du capitaine Job pour de nombreux vols et des incendies volontaires. Plusieurs plaintes avaient été récemment déposées contre lui pour coups et blessures sur des personnes âgées.

Sur l'ensemble du territoire, les organisations politiques réagissent très vivement. Le R.P.C.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République, proche du R.P.R.), s'ajoute dans le territoire aux dernières élections municipales (selon les statistiques données par l'administration, le parti présidé par M. Jacques Lafleur, député R.P.R., a rassemblé 55 % des suffrages exprimés) a dénoncé « les provocations et autres mensonges pourvus de leur plus déstabilisateur ». Il a appelé à manifester lors de l'arrivée de secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine prévue pour le mercredi 18 mai. Le R.P.C.R. a déclaré attendre vingt-cinq mille personnes pour cette manifestation. Le 7 mai, l'association Fraternité calédonienne, animée par M^{me} Jeanne Bouteille, chef de file des Mélanésiens favorables au maintien de la présence française dans l'île, avait rassemblé à Nouméa sept mille personnes environ.

Chez les indépendantistes le secrétaire général du principal parti, l'Union calédonienne a appelé, pour le 18 mai également, à une contre-manifestation.

Le Monde

Dans son numéro du 15 mai 1983

La délation, poison latent

Les dénonciations fleurissent toujours. Elles se multiplient en période de crise. Les autorités s'en méfient, mais les utilisent. Une enquête de Michel Heurteaux

SELECTION CANNES 1983 L'ARGENT DE ROBERT BRESSON

NEUILLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN MEDECINE classe préparatoire CEPES

(Publité) Pour un oui, pour un non... Un quart Krier brut de brut bien glacé. C'est toujours une bonne idée!

DU CAL

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ **CAPELOU**

SPECIALISTE DU CONVERTIBLE

Reputés pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (Intérie : 0,80, 0,80, 1,20 et 1,40). Matelas-boutils, laticou-polyether. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro : Panteon - Tél. 357.64.38

A B C D E F G

Club Aventure

EXPÉDITIONS-RANDONNÉES
LAPONIE - ISLANDE - MAROC
CRETE - YEMEN - GUYANE
USA - PEROU - MEXIQUE
AFRIQUE - SAHARA

Club Aventure
27, bd de Latour-Maubourg
75007 Paris - Tél. 555.02.31
Londres T.M.V. n° 1204

Non
Adresse

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE TECHNIQUES AVANCEES

Année de spécialité en
PRODUCTION MECANIQUE AUTOMATISEE ROBOTIQUE

Enseignement ouvert aux ingénieurs diplômés des Grandes Ecoles.

Clôture des inscriptions : 1^{er} juin 1983 - Tél. 952.44.08

Piano Center

Conditions exceptionnelles sur pianos et orgues neufs

Occasions récentes garanties

Location-vente sur 4, 5 ou 6 ans

Plans : 71, rue de l'Agile 92250 La Garenne (La Defense) 782.75.67
Pianos et orgues : 122, rue de Paris 93100 Montreuil (M^e Robespierre) 857.63.38
Z.I. 497, rue Hélène-Boucher 78530 Buc (Versailles) 956.06.22
Angers (41) 34.58.56 • Herbignac (99) 90 80 47 • Lorient (97) 64.16.86
Nantes (40) 29.38 69 et 36.70 • Rennes (99) 57.27.44

مركز الفن